

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2017

N°167

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA JANVIER 2017

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 25 janvier 2017*)

3

PARTIE 2 : DECISIONS

(*Conseil du 25 janvier 2017*)

189

PARTIE 3 : ARRETES

401

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

HORS COMMISSION.....	8
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	23
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE.....	26
CULTURE.....	29
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	40
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	50
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	91
FINANCES.....	97
LOGEMENT.....	105
RESSOURCES HUMAINES.....	131
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	141
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	172
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	178

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
14403	Schéma de mutualisation de la Métropole et de ses 31 communes - Bilan d'étape 2016 et perspectives	9
14404	Contrat de délégation de service public de la Patinoire VEGAPOLIS à Montpellier - Autorisation de signature	14
14453	Commissions du Conseil de Métropole - Composition - Approbation	21
N°DÉLIB	BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
14436	Convention d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations familiales de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	24
N°DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
14422	Convention de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de Castelnau-le-Lez - Avenant - Autorisation de signature	27
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
14432	Affectation d'une subvention à l'association Musik'A Grabels - Convention de partenariat - Autorisation de signature	30
14433	Musée Fabre - Anniversaire des dix ans de réouverture du musée Fabre - Ouverture exceptionnelle et gratuité - Approbation	32
14434	Musée Fabre - Mécénat pour les 10 ans de la réouverture du musée - Conventions de mécénat avec Médiaffiche, Les Dissidents et ID Scènes - Autorisation de signature	35
14435	Boutique du Musée Fabre - Convention d'autorisation temporaire du domaine public - Prolongation - Avenant n°1 - Autorisation de signature	38
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14423	Mission Russie du 29 janvier au 3 février 2017 - Autorisation de déplacement - Approbation	41
14424	Développement International - Axe Europe Méditerranée - Mission Économique FES (Maroc) - Premier semestre 2017 - Autorisation de la mission	43
14425	Développement International - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour l'année 2017 - Convention - Autorisation de signature	46
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
14405	Approbation du projet de territoire - Autorisation de signature	51
14406	Commune de Murviel-lès-Montpellier - 2ème modification du PLU - Approbation	68
14407	Commune de Saint Georges d'Orques - 7ème modification simplifiée du PLU - Modalités de mise à disposition du public	73
14408	Développement et aménagement durable du territoire - ZAC Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Modification du programme des équipements publics - Approbation	75

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
14409	Zac Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Modification du dossier de réalisation - Approbation	78
14410	Commune de Saint Jean de Védas - Projet Urbain Partenarial « Chemin de la Roque » - Approbation du périmètre et de la convention de PUP avec la société SCCV CHEMIN DE LA ROQUE - Autorisation de signature	81
14411	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Saussan - « Secteur du Pigeonnier » - Convention avec la société GGL - Convention de reversement avec la commune de Saussan - Autorisation de signature	85
14412	Commune de Cournonsec - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société GGL Aménagement - Autorisation de signature	88
N°DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
14426	Contrat de Concession de Distribution Publique d'énergie calorifique au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°4 au plan quinquennal de travaux 2017/2021 - Autorisation de signature	92
N°DELIB	FINANCES	PAGES
14402	Rapport d'Orientations Budgétaires - Débat d'Orientations Budgétaires - Adoption	98
14427	Attributions de compensation aux communes pour l'exercice 2017	100
14428	Liste des associations ou fondations exonérées du Versement Transport - Modification	103
N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14413	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2016 - Avenant n°1 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'ANAH - Autorisation de signature	106
14414	Travaux de réhabilitation de 111 résidences de logements sociaux situées dans diverses communes de la Métropole - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	108
14415	Convention relative à la mise en place par FDI SACICAP du dispositif expérimental de Prêt Travaux Missions Sociales et de Prêt d'Avance sur subventions publiques pour la réhabilitation du parc privé - Autorisation de signature	110
14416	Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Au Cœur de Prades », rue de la Ducque à Prades-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	113
14417	Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Saint Germain des Prés », Avenue du Cap à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	116
14418	Construction de 17 logements sociaux - Résidence « Opale » tranche 2, chemin du Puits à Sussargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	119

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14419	Construction de 32 logements sociaux à Lattes et Sussargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	122
14420	Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Pointe Europe », 2 000 avenue de l'Europe - Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	125
14421	Construction de 16 logements sociaux - Résidence "Avenue des Levades" à Pérols - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	128
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14429	Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) - Approbation	132
14430	Convention annuelle 2017 de moyens avec le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle (CASC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	135
14431	Modification du tableau des emplois et des effectifs	138
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14437	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Sécurisation du système Lez - Construction d'une station de traitement d'eau potable - Approbation du programme	142
14438	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Construction d'une usine de traitement d'eau potable - Convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	145
14439	Système d'assainissement de Maera - Etudes d'optimisation et de renforcement des réseaux primaires de transport des effluents à MAERA - Demande de subvention	148
14440	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Alimentation en eau potable de la commune de Sussargues - Convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant N° 1 - Autorisation de signature	151
14441	Schéma Directeur d'Assainissement - Ancienne station d'épuration de Sussargues - Approbation du plan d'épandage des boues - Demande de récépissé - Conventions d'épandage - Autorisation de signature	154
14442	Construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques - Approbation du dossier loi sur l'eau - Autorisation de signature	157
14443	Station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier - Pilote expérimental de réutilisation des eaux usées - Convention de collaboration avec l'IRSTEA - Autorisation de signature	159
14444	Commune de Baillargues - Suppression du passage à niveau n°33 - Dévoisement des réseaux d'assainissement - Convention de remboursement entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Réseau - Autorisation de signature	162

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14445	Économies d'eau - Opération Aquaméto - Convention 2017 de partenariat avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier - Autorisation de signature	165
14446	Coopération décentralisée - Participation financière à la réalisation de plusieurs projets - Autorisation de signer les conventions	167
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14447	Parking du Vicarello à Castelnau-le-Lez - Convention de reprise du matériel péager - Approbation et autorisation de signature	173
14448	Comité des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse - Remboursement des frais occasionnés pour les déplacements effectués en Espagne	175
N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14452	Convention de rétablissement de voiries entre Oc'Via et la Métropole à l'occasion du chantier ferroviaire du contournement Nîmes Montpellier sur le territoire de la commune de Saint-Brès - Autorisation de signature	179
14451	Convention d'occupation précaire aux fins de stockage de matériaux à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	181
14449	Convention de coopération dans le domaine de la sécurité industrielle entre Montpellier Méditerranée Métropole et GRDF - Autorisation de signature	184
14450	Conventions d'offre de concours entre des particuliers et Montpellier Méditerranée Métropole - Communes de Saint Brès et Pérols - Autorisation de signature	186

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – SCHEMA DE MUTUALISATION DE LA METROPOLE ET DE SES 31 COMMUNES - BILAN D'ETAPE 2016 ET PERSPECTIVES

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération n°13448 du 17 décembre 2015, le Conseil de Métropole a adopté le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes après avis des conseils municipaux.

L'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « chaque année, lors du Débat d'Orientation Budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant ».

Répondant à la fois à une obligation juridique et également expression d'un projet politique, le schéma de mutualisation a pour objectif, sur la durée du mandat, de développer les dynamiques de coopération au sein du bloc communal. Conformément aux principes édictés dans le Pacte de confiance, « l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'actions publiques au service des communes ». La logique de coopérative de services aux communes vise l'amélioration du fonctionnement du bloc communal, la préservation des équilibres financiers, l'accès des communes à de nouveaux services, la coordination des politiques publiques sur le territoire et l'amélioration du service rendu aux usagers. Elle repose sur un fonctionnement souple respectant la volonté et le rythme d'avancement propre à chaque commune.

Le schéma intègre également la démarche de convergence des administrations de la Métropole et de la ville de Montpellier. Après la mutualisation, en 2014 et 2015 de quelques fonctions-clés (DGS, Directeur du protocole, Directeur de la communication, Responsable des relations presse, Directeur de la communication, Directeur et Chef de cabinet, l'année 2016 a été l'occasion de franchir une étape significative dans cette dynamique de rapprochement des services au travers de l'installation, le 1^{er} juin dernier, d'une ligne de Direction Générale mutualisée. Ce mouvement se poursuivra en 2017 avec la mutualisation intégrale, notamment, de l'ensemble de la Direction de la communication, de la Direction des relations presse et du Pôle ressources humaines et relations sociales. Ces rapprochements s'établissent dans une transparence financière via des conventions de services communs entre les 2 entités.

Le présent rapport établit le **bilan d'avancement 2016 des actions de la coopérative de services aux communes ainsi que les perspectives d'évolution du schéma de mutualisation pour 2017.**

Pour mémoire, le schéma comporte 27 actions de coopération réparties en 15 actions dites « Etat des lieux » retraçant des coopérations existantes au sein du bloc communal au moment de l'adoption du schéma et 12 actions dites « prospectives » matérialisant les nouvelles actions à mettre en œuvre sur la durée du mandat.

Cette première année de mise en œuvre opérationnelle de la coopérative de services s'est opérée sur la base d'un dispositif partagé et coordonné entre la Métropole et les communes et d'une **méthodologie de travail transversale basée sur la co-construction.**

Le recensement des besoins des communes, effectué en mars 2016 a permis d'identifier précisément les besoins des communes relatifs aux actions prospectives. A partir de ces éléments et afin de déployer concrètement chaque action du schéma, le pilotage technique a été confié à 27 équipes projets associant systématiquement des cadres communaux, de la Métropole et de la ville de Montpellier. Chaque action est placée sous le pilotage politique d'un élu référent.

Environ 40 réunions des équipes projets se sont tenues pour assurer le déploiement concret des actions de la coopérative de services aux communes. Une plate-forme collaborative réunissant plus de 100 membres a été également mise en place afin de partager les informations sur l'avancement des différents projets. Un cycle de formation à la conduite de projets transversaux est en cours d'élaboration et sera proposé à l'ensemble des équipes début 2017.

Concernant les 12 actions nouvelles, 10 actions ont démarré concrètement depuis juin 2016 avec au moins 2 réunions des groupes de travail thématiques consistant en l'élaboration des états des lieux et/ou des plans d'action et le phasage des actions proposés.

3 champs d'intervention ont particulièrement porté leurs fruits en matière de coopération intercommunale en 2016 : la Culture avec le projet de mutualisation des salles de spectacle communales et le réseau thématique de l'enseignement musical sous l'égide du CRR ; le réseau thématique des Ressources Humaines qui programme l'organisation de 4 formations mutualisées pour les agents des communes et enfin les services Informatiques via un diagnostic des besoins communaux.

Une première analyse synthétique des actions menées permet de dégager quelques lignes de tendance pour 2016 :

- Le renforcement de la **culture intercommunale partagée** grâce à la co-animation et la structuration du projet commun. Le schéma de mutualisation a permis l'approfondissement de la dynamique de territorialisation et le renforcement des relations au sein du bloc communal. Grâce à la diffusion de 5 questionnaires thématiques (2 réalisés et 3 en cours d'élaboration), les besoins locaux sont cernés avec plus de précision. Le rapprochement des cadres dans les équipes projets a permis une meilleure interconnaissance et coordination des services communaux et des services de la Métropole ou de la ville Centre. Ce besoin de connaissance approfondie des modes de fonctionnement réciproques entre les communes et la Métropole est un prérequis pour faciliter les coopérations.
- Une **offre de services supplémentaires** pour les communes sur certaines actions : accès aux plateformes informatiques, développement de l'offre culturelle, participation croissante aux groupements d'achats, accès à de nouvelles formations mutualisées pour les agents communaux, apport d'ingénierie sur des sujets complexes. Pour cette première année, la coopérative de services se traduit davantage par l'accès à de nouveaux services pour les communes que par des économies budgétaires. En effet, il est difficile de mesurer l'impact financier de la mise en œuvre de la coopérative de services. Les questions d'évaluation du schéma sont prématurées à ce stade et constitueront une partie de la feuille de route pour les prochaines années.
- La pluralité des formes et des périmètres de coopération mis en œuvre. Les actions de coopération ont revêtu plusieurs formes (réseaux d'échanges de pratiques, 16 groupements de commandes, mise à disposition de personnel ...) et niveaux d'intégration. Elles peuvent concerner un nombre limité de communes, des associations de communes par bassins géographiques, ou un nombre important de communes parties prenantes.

Toutefois, l'animation de réseaux d'experts reste une demande unanime au sein des groupes de travail traduisant une volonté de montée en compétences collectives (exemple : mise en place de la RIFFSEP – nouveau régime indemnitaire, loi de Finances 2017...). En conséquence, les coopérations 2016 portent majoritairement sur la **structuration de réseaux thématiques** répondant à un besoin de partage d'expériences / d'informations de la part des communes. L'apport d'expertise et d'ingénierie de la Métropole et de la ville de Montpellier sont également sollicités.

En plus de dispositifs de coopération descendantes de la Métropole vers les communes, **des pratiques de coopérations ascendantes** (dès lors qu'une commune réalise des services pour le compte de l'intercommunalité) et de **coopérations horizontales** (concernant plusieurs communes) sont également initiées. C'est le cas notamment pour le réseau Thématique Ressources Humaines (20 communes impliquées), au sein duquel plusieurs communes élaborent les cahiers des charges pour mettre en place formations mutualisées pour le compte des autres communes. Ces nouvelles formes de coopération se développent au sein de groupes de travail très structurés qui ont su mettre en place des pratiques de travail collaboratives et participatives avec leurs membres.

Ces coopérations marquent une nouvelle étape dans le renforcement des pratiques de coopération intercommunales et seront appelées à se développer sur 2017.

- **L'émergence de la fonction d'animation** au niveau de l'intercommunalité. Il apparaît également que les fonctions d'animation de l'intercommunalité sont centrales. On remarque que la contribution active d'un noyau dur de communes motivées est de ce point de vue un levier important pour inciter de nouvelles communes à s'impliquer dans les projets de coopération.
- **Le rôle clé de l'expérimentation.** Lors du vote du schéma fin 2015, il avait été envisagé de mettre en place des services communs pour certains projets (salles de spectacle, moyens informatiques...). Or à l'épreuve de la mise en œuvre opérationnelle de ces actions, force est de constater qu'une gradation très progressive de l'intégration s'avère nécessaire préalablement à toute action de mutualisation. La notion de service commun n'est pas prioritaire dans la coopérative de services à ce stade. L'expérimentation sur un petit nombre de communes volontaires s'avère plus efficace (salles de spectacle, gestion des risques...) et un gage de réussite de la mutualisation.

Globalement, cette première année de mise en œuvre du schéma de mutualisation a permis de renforcer les liens sur plusieurs domaines d'actions publiques entre les communes et la Métropole et de d'améliorer la cohésion intercommunale.

Mais le travail de mutualisation engagé en 2016 doit être poursuivi sur la durée du mandat en concertation étroite avec les communes intéressées pour construire le projet global.

L'année 2016 a également permis de dégager **des perspectives d'évolution du schéma**. Plusieurs nouveaux projets de coopération pourraient être intégrés et le schéma de mutualisation réajusté courant 2017. Les pistes de travail portent sur :

- La politique agro-écologique avec le déploiement d'une offre de service en matière de restauration collective (circuits courts, accompagnement dans l'élaboration du cahier des charges...) et les questions de mobilisation de foncier pour les projets agricoles.
- Le projet Ecométropole porté par l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas à destination des communes se propose de créer un programme annuel de formation à l'écologie et au développement durable pour les communes (animateurs périscolaires, ALSH...) sous forme d'ateliers pédagogiques intercommunaux, d'animer un réseau et d'accompagner les équipes éducatives municipales, déployer la pédagogie dans les communes ...
- Un questionnement sur les coopérations en matière d'emploi est également en réflexion sur plusieurs communes de la Métropole. De son côté, la Métropole envisage l'ouverture de son offre Cyberbase aux communes intéressées.

Pour conduire ces évolutions, il est proposé de mettre en place de nouveaux groupes de travail dédiés afin de tester l'intérêt des communes sur ces sujets (via des process d'expérimentation) et d'en mesurer leur faisabilité. A l'issue de ce travail préalable, ils seront alors portés au débat en conférence des maires afin d'élaborer un schéma de mutualisation ajusté.

Enfin, la feuille de route 2017 devra intégrer une logique d'évaluation de chacune des actions avec la production d'indicateurs financiers et de résultats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la transmission du bilan d'étape 2016 du schéma de mutualisation de la Métropole et de ses 31 communes ainsi que des perspectives d'évolution,
- prendre acte du bilan d'étape 2016 du schéma de mutualisation de la Métropole et de ses 31 communes ainsi que des perspectives d'évolution,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1138060-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

HORS COMMISSION – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA PATINOIRE VEGAPOLIS À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour la gestion des grands équipements structurants de son territoire qui contribuent au développement de pratiques sportives.

La patinoire Végapolis est un établissement de loisir sportif destinée au grand public, aux associations et aux clubs de haut niveau.

Cet équipement est exploité par la société Vert Marine au travers d'une délégation de service public de type affermage qui prend fin le 28 février 2017.

Dans le cadre de son contrat le délégataire assure la gestion et l'exploitation de la patinoire.

Rappel de la procédure :

Le Conseil de Métropole a acté le recours au principe d'une délégation de service public par délibération n°13677 du 24 février 2016.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication de plusieurs avis d'appel public à la concurrence, conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et de l'article R1411-1 de ce même code.

Lors de sa réunion du 8 avril 2016, la Commission de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la patinoire VEGAPOLIS de Montpellier a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des candidatures présentées.

Quatre candidats ont remis leur dossier de candidature dans les délais prescrits.

Ces candidats sont :

- Vert Marine,
- Carilis – S-PASS,
- UCPA,
- Equalia.

Aucune candidature n'a été reçue après la date limite.

Lors de sa séance du 18 Avril 2016 la Commission de Délégation de Service Public a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, quatre candidats étaient admis à déposer une offre (Vert Marine, Carilis, UCPA, Equalia).

Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés à ces quatre candidats, les dates et heures limites de réception des offres étant fixées au vendredi 8 juillet 2016 à 16h. A ce stade, le candidat « Equalia » n'a finalement pas souhaité remettre d'offres.

A la suite à une visite obligatoire du site le 25 mai 2016, en présence des représentants des trois candidats, une première série de réponses aux questions des candidats a été transmise le 16 juin 2016, complété par un second envoi le 24 juin 2016.

Lors de sa réunion du 22 juillet 2016, la Commission de Délégation de Service Public a rendu un avis sur les offres.

Sur la base de cet avis, une phase de négociation est intervenue avec les trois candidats.

Les candidats ont été auditionnés à trois reprises :

- le 8 septembre 2016,
- le 27 septembre 2016
- le 18 novembre 2016.

Dans ce cadre, quatre séries de questions ont été envoyées aux candidats les 25 juillet 2016, 15 septembre 2016, 3 octobre 2016 et 14 novembre 2016.

Il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 23 novembre 2016.

Les trois candidats ont remis une offre finale complète.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchie, sont les suivants :

1 Valeur Technique de l'Offre

Critère apprécié au travers de :

- Qualité technique des prestations proposées : programme de travaux GER, programme d'entretien
- Pertinence du programme d'investissement proposé (montant, nature et qualité des investissements)
- Moyens mis à disposition et modalités d'exploitation moyens (humains, organigramme, qualification du personnel) et modalités d'intervention et réparations
- Actions en faveur du développement durable

2 Valeur Financière de l'Offre

Critère apprécié au travers de :

- Valeur actuelle nette des flux financiers procurés à la Métropole : l'intégralité des flux de dépenses et de recettes de la collectivité supportés au titre de ce contrat sera intégrée dans ce calcul et notamment les biens de retours. Un taux d'actualisation identique de 4% retenu sera pour le calcul de la VAN de toutes les offres
- Fiabilité financière et cohérence de l'offre
- Actualisation et modalités d'évolution des tarifs

3 Qualité du Service

Critère apprécié au travers :

- Garanties apportées justifiant de la qualité du service rendu (label, certifications, enquête de satisfaction, suivi qualité...)
- Pertinence de la politique de communication
- Pertinence de la politique d'animation et des actions pédagogiques

4 Garanties apportées

Critère apprécié au travers :

- Niveau de garantie apportée par le candidat (garantie à première demande, montant des pénalités, statuts de la société dédiée...)
- Garanties apportées par la maison mère
- Engagements en matière de contrôle et de transparence

Le choix de l'offre présentée par la société Vert Marine est motivé par les éléments suivants :

Valeur technique :

S'agissant de la qualité technique de l'offre, les offres de VERT MARINE et UCPA peuvent être jugées comme quasi-équivalentes, mais avec une externalisation (risque de moindre réactivité) de la gestion technique pour UCPA. Le candidat S-PASS est légèrement en retrait.

Sur le programme d'investissement, la proposition de l'UCPA est nettement plus volontariste et diversifiée, en particulier avec 2 gros postes relatifs aux travaux d'amélioration de l'existant et aux

matériels sportifs. VERT MARINE se focalise essentiellement sur le repositionnement multi-glisse alors que l'offre de S-PASS est assez faible et peu innovante.

En terme de moyens humains mis à disposition, les 3 offres sont adaptées et cohérentes.

Les candidats proposent des offres identiques sur les actions en faveur du développement durable.

En conséquence, sur le critère 'valeur technique', les offres de Vert Marine et UCPA sont sensiblement équivalentes, l'offre de S-PASS étant légèrement en retrait.

Valeur financière :

L'offre de VERT MARINE apparaît comme la plus performante pour le cout global (VAN) pour 3M, et notamment en raison de la contribution forfaitaire décroissante.

L'offre de UCPA est médiane, elle n'est pas trop couteuse pour la Métropole mais ne présente pas les montants les plus intéressants pour la collectivité.

L'offre de S-PASS est très en retrait des offres concurrentes sur le plan financier.

En conséquence, sur le critère 'valeur financière', l'offre de la société Vert Marine est la plus intéressante. L'offre présentée par UCPA est légèrement en retrait et celle de S-PASS est nettement la moins performante.

Qualité du service :

Sur la qualité du service et du projet d'exploitation, l'offre de VERT MARINE apparaît comme la plus aboutie et cohérente (communication / animation / fréquentation), avec une progression et une vision assez ambitieuse de positionnement comme la première patinoire multi-glisse de France et d'Europe.

Les ambitions de l'UCPA affichées dans son projet technique (avec notamment un très fort programme d'investissement) et son projet d'exploitation (adapté aux cours des séances de négociation vers un nouveau positionnement 100% Pure Glisse) ne sont que partiellement traduites dans le prévisionnel de fréquentation.

L'offre de S-PASS est jugée en retrait, avec un positionnement assez « classique » (dans la continuité de la situation actuelle) avec des ambitions limitées et décevantes, notamment en terme de positionnement stratégique et de fréquentation publique.

En conséquence, sur le critère 'qualité du service', l'offre de la société Vert Marine est la plus intéressante. L'offre présentée par UCPA est légèrement en retrait et celle de S-PASS est nettement la moins performante.

Garanties :

Les 3 offres sont de très bon niveau et très complètes.

Les candidats proposent un engagement du même niveau.

En conséquence, sur le critère 'garanties apportées', les trois offres sont de qualité équivalente.

Sur la base des quatre critères définis au règlement de la consultation, et rappelés ci-dessus, l'offre de la société Vert Marine est la plus performante sur les critères valeur financière et qualité du service, équivalente à celle de l'UCPA sur le critère valeur technique et équivalente à celle de l'UCPA et S-PASS sur le critère garanties.

L'offre de la société Vert Marine est donc la plus performante.

Economie générale de la Délégation de Service Public :

Les négociations ont conduit à l'établissement d'un projet de contrat de délégation de service public qui reprend les engagements souscrits par la société Vert Marine. Les clauses essentielles de ce projet de convention qu'il vous est proposé de conclure avec ce candidat sont les suivantes :

1) Périmètre de la délégation

La convention sera conclue pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017 jusqu'au 28 février 2023. L'équipement confié est la patinoire Végapolis de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation de l'équipement sur les plans administratif, technique, financier et commercial.

2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis à ses risques et périls.

Il devra, notamment, assurer l'accueil des scolaires des écoles de la Métropole et des clubs dans les conditions contractuellement définies et assurer une large plage d'ouverture pour le grand public.

Il réalisera des investissements à hauteur de 204 140 € HT dont une nouvelle surfaceuse.

Le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens affermés.

A hauteur de 490 470 € HT sur la durée du contrat, cet engagement financier permet à Montpellier Méditerranée Métropole d'être assurée de retrouver un équipement en parfait état d'entretien à l'issue de la délégation.

3) Caractéristiques financières de la convention

La grille tarifaire détaillée est jointe en annexe à la présente délibération.

L'évolution tarifaire est prévue par une formule d'indexation et ne pourra pas être supérieure à 2% par an.

En contrepartie des contraintes de service public imposées, Montpellier Méditerranée Métropole verse une contribution forfaitaire arrêtée de la façon suivante :

2017	2018	2019	2020	2021	2022
103 428€	103 324€	83 310€	66 450€	63 789€	59 398€

Aucune contribution forfaitaire ne sera versée pour l'exercice 2023.

Une redevance fixe forfaitaire annuelle de 10 000 € HT sera versée à la Métropole par le délégataire.

Un intéressement sera versé à la Métropole sous deux possibilités : en cas d'amélioration de l'excédent brut d'exploitation prévisionnel, et en cas d'amélioration de la fréquentation publique attendue :

1. Concernant l'amélioration de l'EBE :

- pour 2017, la Métropole perçoit 50% de cet écart si celui-ci est positif.
- pour les années suivantes, la Métropole perçoit 50% de cet écart, avec une condition supplémentaire : l'EBE Cumulé depuis le début de la délégation doit être supérieur au résultat brut prévisionnel cumulé.

2. Concernant l'amélioration des fréquentations publiques : si les fréquentations publiques observées sur une année dépassent les fréquentations prévisionnelles, un montant de 1€ TTC par entrée supplémentaire est reversé à la Métropole.

4) Contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole et garanties

Afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à Métropole, avant le 30 avril, le rapport annuel du délégataire.

Le rapport porte sur l'exécution de la convention pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Le rapport doit être établi conformément aux dispositions des articles L. 1411-3, R. 1411-7 et R. 1411-8 du Code général des collectivités territoriales ; un plan type de ce rapport est annexé au contrat.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

Une redevance de contrôle de 3 000 € sera versée chaque année Montpellier Méditerranée Métropole pour financer le contrôle de l'exécution de la délégation de service public.

5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, Montpellier Méditerranée Métropole entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.
Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

Le délégataire va créer une société dédiée pour l'exploitation de la patinoire.
Il s'engage à se substituer à cette société dédiée si elle venait à être liquidée.

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose une garantie à première demande d'un montant de 30 000 € qui permettra à la Métropole de mobiliser des sommes pour palier une éventuelles du délégataire.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables.

En cas de manquement d'une particulière gravité par le délégataire à ses obligations résultant de la convention et de ses annexes, Montpellier Méditerranée Métropole peut le mettre en demeure d'y porter remède dans un délai adapté aux causes de la mise en demeure.

Si la mise en demeure reste sans effet, Montpellier Méditerranée Métropole peut résilier pour faute, sans indemnité (à l'exception de la valeur nette comptable des équipements non amortis (hors biens de retour gratuits engagés au projet de contrat) la convention à l'expiration du délai fixé.

Conformément aux articles L.1411-5 et L. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers métropolitains, par courrier du 09 janvier 2017, les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de la patinoire du 8 avril 2016 ouvrant les candidatures.
- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de la patinoire du 18 avril 2016 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de la patinoire du 8 juillet 2016 ouvrant les offres.
- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de la patinoire du 22 juillet 2016 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société Vert Marine pour l'exploitation de la patinoire et l'économie générale du contrat.
- Projet de contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la patinoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la société Vert Marine en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire VEGAPOLIS de Montpellier,
- approuver le projet de contrat de délégation de service public dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus, ainsi que la grille tarifaire annexée,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de délégation de service public à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1138300-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE -
COMPOSITION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137061-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ÉCOLOTHÈQUE
- CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENTS ENTRE LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HÉRAULT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Il est proposé la signature de la convention d'objectifs et de financement avec la CAF, pour la période 2017/2019. L'Écolothèque, Centre d'éducation à l'Environnement, reçoit en moyenne 120 enfants par jours en Accueil de loisirs les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1 000 enfants fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

La convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de :

- la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) » pour l'accueil périscolaire,
- la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) » pour l'accueil extrascolaire,
- la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) » pour les accueils de jeunes,
- l'aide spécifique rythmes éducatifs (Asre).

Les principaux engagements de l'Écolothèque concernent l'accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ainsi que le respect du mode de calcul fixé par la Caisse d'allocations familiales.

La convention permet à l'Écolothèque de percevoir une subvention « prestation de service » pour le fonctionnement de l'établissement en fonction du nombre d'enfant accueillis. En 2015, la subvention perçue a été de 44 655 €. Elle permet également de recevoir par remboursement l'aide aux loisirs déduite aux parents. En 2016 cette l'aide aux loisirs était de 4,60 € par jour et par enfant.

L'Écolothèque facture le tarif minoré de l'aide de la CAF, ainsi les familles ne font pas l'avance de cette aide de la CAF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations familiales de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136804-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

COHESION SOCIALE – CONVENTION DE GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE SITUÉE SUR LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

La gestion de l'aire d'accueil située sur la commune de Castelnau-le-Lez est assurée par le CCAS de Castelnau-le-Lez via une convention ayant pris effet le 1^{er} juillet 2012 pour 5 ans. Du fait du transfert de compétence à la Métropole le 1^{er} janvier 2015, la Métropole s'est substituée à la commune de Castelnau-le-Lez dans cette convention.

Anticipant l'échéance de cette convention, il est proposé, par avenant, que le CCAS de Castelnau-le-Lez continue d'assurer jusqu'au 30 juin 2017 la gestion administrative de l'aire d'accueil et que la Métropole assure en régie la gestion financière et l'entretien de l'aire.

Cette période de transition est notamment nécessaire au bon fonctionnement et à la gestion des régies de recettes et de dépenses qui découlent des redevances de cette activité dans un objectif d'harmonisation à l'échelle de la Métropole pour l'ensemble des aires d'accueil et de grand passage.

Cet avenant précise les nouvelles modalités de gestion et de fonctionnement de l'aire d'accueil située sur la commune de Castelnau-le-Lez jusqu'au 30 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant à la convention conclue entre le CCAS de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Castelnau-le-Lez, ainsi que tout document s'y rapportant.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137446-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MUSIK'A GRABELS - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La prochaine édition du festival de piano « Le piano dans tous ses éclats » a lieu du 21 au 29 janvier 2017 décliné sur trois communes. Ce festival porté, par l'association "Musik'A Grabels", est co-organisé et aidé par les communes de Juvignac, Grabels et Lavérune. La manifestation s'affirme dans la qualité en intégrant autant un volet de diffusion culturelle qu'éducatif en direction des enfants des écoles primaires et des collégiens.

Compte tenu de la qualité de cette manifestation et de son adéquation avec l'intérêt culturel métropolitain, il est proposé d'affecter à l'association Musik'A Grabels une subvention de 1000€ en soutien de l'organisation du festival « Le piano dans tous ses éclats » 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 1000€ à l'association Musik'A Grabels, ainsi que la conclusion de partenariat correspondant,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137924-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MUSÉE FABRE - ANNIVERSAIRE DES DIX ANS DE RÉOUVERTURE DU MUSÉE FABRE - OUVERTURE EXCEPTIONNELLE ET GRATUITÉ - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Inauguré en 1828, le musée Fabre a fermé ses portes pendant quatre années, entre 2003 et 2007, pour la réalisation d'un chantier de rénovation d'ampleur exceptionnelle, d'un montant de plus de 63 millions d'euros. La réouverture au public du musée Fabre rénové, agrandi, et enrichi de nouvelles collections a eu lieu le 4 février 2007.

Depuis cet événement remarquable, fort d'une superficie presque triplée et d'espaces d'accueil modernisés et embellis, le musée Fabre est devenu un acteur majeur dans le paysage muséal français et européen. Ce succès populaire et critique a été obtenu grâce à l'organisation d'expositions temporaires à la qualité internationalement reconnue, à une politique d'acquisitions et de restaurations soutenue et au développement d'un programme d'action culturelle dynamique et innovant envers tous les publics : famille, enfants, scolaires, étudiants et publics du champ social.

Fort de cette programmation, le musée s'apprête, en ce début d'année 2017, à accueillir le trois-millionième visiteur ayant franchi ses portes depuis le 4 février 2007.

Pour célébrer l'anniversaire des dix ans de la réouverture du musée Fabre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite organiser un week-end festif, du 24 au 26 février 2017, pendant lequel le musée offrira exceptionnellement aux visiteurs individuels l'entrée gratuite dans l'ensemble de ses espaces et proposera un large panel d'animations et de visites guidées à tous les publics.

Il est donc proposé d'organiser les événements suivants :

- le vendredi 24 février 2017 de 18h30 à 22h, une ouverture en nocturne des collections permanentes, hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran inclus, et de l'exposition temporaire *François Rouan. Tressages 1966 – 2016* ;
- le samedi 25 février 2017, une ouverture des mêmes espaces de 10h à 22h, c'est-à-dire avec une nocturne de 18h à 22h ;
- le dimanche 26 février 2017 une ouverture des mêmes espaces de 10h à 18h ;
- l'application de la gratuité pour le billet d'entrée individuel sur l'ensemble de ces trois périodes d'ouverture.

Les horaires ci-dessus viennent déroger, pour la durée de ce week-end, aux horaires normaux du musée Fabre définis par la délibération n°10095 du 21 avril 2011, et par la délibération n°12805 du 5 mars 2015 pour l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les horaires d'ouverture exceptionnels du musée Fabre proposés pour la période du vendredi 24 février 2017 à 18h30 jusqu'au dimanche 26 février 2017 à 18h,
- approuver l'application de la gratuité pour le billet d'entrée individuel sur cette même période,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14433

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137764-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – MUSÉE FABRE - MÉCÉNAT POUR LES 10 ANS DE LA RÉOUVERTURE DU MUSÉE - CONVENTIONS DE MÉCÉNAT AVEC MÉDIAFFICHE, LES DISSIDENTS ET ID SCÈNES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

A l'occasion des dix ans de sa rénovation, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite célébrer l'anniversaire de sa réouverture dans le cadre d'un week-end festif du 23 au 26 février 2017, pendant lequel le musée offrira exceptionnellement aux visiteurs l'entrée gratuite dans ses collections permanentes et proposera un large panel d'animations et de visites pour tous les publics.

Depuis sa réouverture il y a dix ans, le 4 février 2007, le musée Fabre est devenu un acteur majeur dans le paysage muséal français grâce à une politique d'expositions d'ampleur internationale. L'exposition *Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen* qui a accueilli plus de 200 000 visiteurs en 2012, comme l'exposition *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* qui a rassemblé plus de 115 000 personnes en 2016 sont des exemples du succès scientifique et culturel de ses événements. La diversité des visiteurs est également au rendez-vous grâce à une politique active en direction de tous les publics : famille, enfants, scolaires mais également les publics du champ social. Le musée veille à fidéliser ses usagers autour de différents projets de valorisation et d'enrichissement de ses collections, en répondant aux missions fondamentales des Musées de France. En effet depuis 2007, le musée Fabre a acquis plus de 200 chefs-d'œuvre, comme l'exceptionnel *Paysage au dieu fleuve. Paysage de Grottaferrata* de Nicolas Poussin, et restauré plus de 100 œuvres issues de ses propres collections.

Plusieurs entreprises ont souhaité apporter leur soutien à cet événement à travers des prestations offertes dans le cadre de mécénats en nature.

L'entreprise Médiaffiche, spécialisée en affichage publicitaire souhaite offrir des prestations d'affichage urbain pour l'événement à hauteur de 15 000€ HT, soit 18 000€ TTC. Médiaffiche, mécène membre de la Fondation d'entreprise du musée Fabre, a déjà offert des mécénats ponctuels sous la même forme que le mécénat proposé aujourd'hui, pour plusieurs expositions précédentes : en 2013 pour *Le goût de Diderot* et en 2015 pour *Senoufo, Art et Identités en Afrique de l'Ouest*.

L'entreprise Les Dissidents, agence de communication créée en 1994 et basée à Montpellier, souhaite offrir au musée la conception graphique des supports de communication pour l'événement (affiche, logo spécifique, dépliant et déclinaisons graphiques) pour un montant de 11 970€ HT, soit 14 364€ TTC.

L'entreprise IDScènes, spécialisée en audiovisuel et mapping, souhaite offrir la location du matériel de projection pour une animation de la façade du musée lors de la nocturne étudiante du jeudi 23 février, pour un montant de 11 725€ HT soit 14 070€ TTC. IDScènes, partenaire régulier de la Métropole et de la Ville de Montpellier, a déjà fourni et offert des prestations de mapping dans le cadre de plusieurs manifestations comme « Cœur de Ville en Lumière » depuis plusieurs années, ou encore le Sidaction en 2016.

Le montant cumulé de ces trois mécénats en nature proposés pour l'événement programmé du 23 au 26 février 2017, à l'occasion des dix ans de la réouverture du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, s'élève donc à 38 695€ HT soit 46 434€ TTC.

Les différents mécènes – Médiaffiche, Les Dissidents et ID Scènes – recevront un reçu fiscal en application de la loi du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite « loi Aillagon ».

Ces actions de mécénat interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précisent notamment que les entreprises mécènes pourront bénéficier de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée d'un an après signature de la convention et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser les entreprises mécènes communiquer sur leur mécénat dans tous leurs documents internes et externes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des trois conventions de mécénat à conclure avec Médiaffiche, Les Dissidents et IDScènes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les trois conventions de mécénat avec Médiaffiche, Les Dissidents et ID Scènes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137305-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

CULTURE – BOUTIQUE DU MUSÉE FABRE - CONVENTION D'AUTORISATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - PROLONGATION - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°6718 du 25 octobre 2005, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public pour la librairie du musée Fabre avec la société Sauramps.

Cette convention a été conclue pour une durée de 10 ans à compter du 3 février 2007. En contrepartie de la mise à disposition des espaces, l'occupant verse à Montpellier Méditerranée Métropole une redevance d'un montant de 10 000 € H.T., actualisable d'une part sur la base de l'évolution de l'indice des prix de la construction, et d'autre part sur l'évolution du résultat plafonnée à 3% par an.

La société Sauramps a communiqué fin 2016 sur son projet de vente de la société. Afin de ne pas interférer d'une quelconque manière sur la procédure en cours, à fort enjeu d'un point de vue social et économique, il est proposé de prolonger la durée de la convention actuelle. Dans cette perspective, compte tenu du programme d'exposition 2017 du musée Fabre – notamment l'exposition estivale Francis Bacon du 1er juillet au 5 novembre 2017, et du souhait de la Métropole de garantir une continuité de l'activité de la boutique pendant cette période de forte affluence, il est proposé de prolonger la durée de la convention jusqu'au 30 novembre 2017. Cette prolongation induit une évolution de +8,3% par rapport à la durée initiale.

Dans ce cadre, il est proposé de conclure avec la société Sauramps un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public pour la librairie du musée Fabre. Hormis la prolongation de sa durée, toutes les autres clauses demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public relative à la librairie du musée Fabre avec la société Sauramps,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137630-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MISSION RUSSIE DU 29 JANVIER AU 3 FÉVRIER 2017 - AUTORISATION DE DÉPLACEMENT - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation en direction notamment de l'Europe, une mission d'affaires a été organisée du 4 au 9 décembre 2016, en Russie et plus précisément, à Obninsk et Kalouga.

Lors de ce déplacement, outre la signature par la Ville de Montpellier de l'accord de coopération historique avec la Ville d'Obninsk et l'Agence régionale de développement économique de la Région de Kalouga, les bases d'un nouvel accord de coopération élargie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région de Kalouga ont été posées.

La région de Kalouga est actuellement une des régions les plus dynamiques dans la Fédération de Russie, elle est classée 6ème parmi les 14 régions Russes labellisées « Régions innovantes » et la première en terme d'investissements étrangers. En peu de temps, elle a réussi à attirer de nombreux investisseurs directs étrangers (Samsung, Nestlé, Volvo, Volkswagen, Mitsubishi...) y compris français (Peugeot-Citroën, Renault, Lafarge, L'Oréal...). Elle compte 1 100 000 habitants.

Désormais il convient de finaliser les termes de l'accord élargi, pour procéder ensuite à sa signature. A cet effet, Anatoly Dmitrievitch Artamonov, Gouverneur de l'oblast de Kalouga a proposé de rencontre le représentant de la Métropole, lors du déplacement prévu, du 29 janvier au 3 février 2017, en Russie.

Lors de cette mission, la délégation métropolitaine a été invitée à assister aux cérémonies de commémoration de la bataille de Stalingrad, dans la Ville de Volgograd.

Enfin, comme cela a été le cas pour l'élaboration des relations avec Palerme, il est désormais envisagé de conforter les échanges internationaux réciproques en y associant, lorsque cela est opportun, la Ville de Montpellier et la Métropole. A cette fin, il est prévu que la Ville de Montpellier devienne signataire de l'accord engagé par Montpellier Méditerranée Métropole avec la Ville d'Obninsk.

Il est proposé que la délégation soit composée de deux élus ainsi que de trois administratifs et un journaliste. La délégation prendra aussi en charge les frais sur place d'une traductrice ainsi que ses vols intérieurs. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 19 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires Russie du 29 janvier au 3 février 2017,
- approuver la participation de deux élus ainsi que de trois administratifs et un journaliste sur la base des frais réels,
- approuver la prise en charge des frais d'une traductrice sur place ainsi que ses vols intérieurs sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1138073-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - AXE EUROPE MÉDITERRANÉE - MISSION ÉCONOMIQUE FES (MAROC) - PREMIER SEMESTRE 2017 - AUTORISATION DE LA MISSION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

Au-delà des partenariats « grand export » il convient de travailler sur un nouvel axe Europe-Méditerranée.

Faisant suite à la réception d'une délégation officielle de FES en janvier 2016, dans le cadre de la redynamisation des jumelages grâce au développement économique, il est proposé une mission institutionnelle et d'affaires à FES.

Cette mission va permettre au-delà des rendez-vous pour les entreprises de renforcer les points évoqués lors de la venue de la délégation de FES, principalement innovation, incubateur, French Tech, Santé...

Cette mission permettra d'échanger, de mieux comprendre et d'adapter les points potentiels de partenariats qui pourraient correspondre aux deux parties, notamment entre incubateurs, universités, pôles de compétitivité, CHU...

Le but de cette mission porte principalement sur 3 niveaux :

- Dynamiser le jumelage avec FES grâce notamment au développement économique,
- Travailler sur un axe fédérateur au double niveau Europe et Afrique du Nord qui porterait sur les secteurs de la Santé et du Numérique,
- Entreprises avec une découverte de l'écosystème économique marocain et plus particulièrement celui de FES, des rendez-vous d'affaires mis en place avec nos partenaires la CCI de FES ainsi que le Ministère de l'économie marocain.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, mise en place de rendez-vous B to B, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 10 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

- Pour les entreprises, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais d'hôtel. Ces frais sont estimés à 350 € TTC par participant soit 7 000 € TTC pour 20 entreprises participantes maximum.
- Le reste du montant prévisionnel soit environ 3 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas...) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission institutionnelle et d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole à FES (MAROC) premier semestre 2017,
- approuver la participation de deux élus (es) et d'un technicien (ne) à la mission FES,
- approuver la participation de maximum 20 entreprises et acteurs du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels, de la mission FES, estimée à 10 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137274-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -
PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION
EUPIC POUR L'ANNÉE 2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpellierain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt-cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) a axé la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international.

Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

En janvier 2015 EUPIC a été labélisé par la Commission Européenne pour étendre sa zone « d'influence » aux 7 régions du nord de la Chine dont Pékin.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à Montpellier Méditerranée Métropole de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire de la Métropole à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Trois ans après le lancement de l'opération, il convient d'établir le bilan suivant en terme qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel nous pouvons citer les résultats suivants :

- la mise en place d'une double plateforme de promotion à Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 1 200 contacts professionnels établis),
- diverses participations à des événements, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 18 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, St Geniès des Mourgues, Sussargues, St Georges d'Orques, Castries, St-Drézéry, Murvièl-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud).
- 24 producteurs sur 52 qui font partie de l'opération,
- 22 producteurs qui dans le cadre de l'action ont déjà vendu du vin en Chine,
- 19 producteurs qui ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 12 missions,
- 7 producteurs qui ont dépassé un chiffre d'affaires supérieur à 100 K€,
- 14 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 20 K€,
- 345 000 bouteilles vendues soit l'équivalent de 33 conteneurs,
- Répartition géographique des ventes :
 - AOC St Georges d'Orques : 675 k€
 - AOC St Drézéry : 254 K€
 - AOC Languedoc : 350 k€
 - IGP : 50 k€
 - Soit 90 % des ventes concernent les AOP

Résultats sur 3 ans

Année	CA réalisé	Prix btle prévu*	Prix btl réalisé
2013	470 K€	1,5 €	3,52 €
2014	225 K€	1,5 €	4,17 €
2015	305 K€	2 €	4,09 €
2016	315 K€	2 €	3,60 €
	1 315 K€	1,75 €	3,76 €

Délibération n° 14425

* Prix de vente moyen par bouteille

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (90 % des ventes concernent les AOC / AOP).

Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente est largement au-dessus du prévisionnel 3,76 € réalisé soit 115 % au-dessus du prix moyen estimé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine est positif (1/3,2) avec pour l'année 2016 un ratio de 1/7,8, qui devrait être stable en 2017.

La Chine est devenue en 2015 le 3^{ème} consommateur de vin dans le monde. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Depuis 3 ans, les vins de l'ex Languedoc-Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % par an pour les AOP.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2017 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € TTC à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € TTC à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137036-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – APPROBATION DU PROJET DE TERRITOIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

MONTPELLIER METROPOLE TERRITOIRES : AMÉNAGER UNE METROPOLE MEDITERRANENNE A 360°

Le projet de territoire de Montpellier Méditerranée Métropole constitue une démarche d'aménagement durable innovante, au sens où elle vise à intégrer les grands défis du 21^{ème} siècle. Ce projet a permis, tout au long de son élaboration, de mettre en partage les valeurs du territoire entre les élus. Ces valeurs se retrouvent aujourd'hui au cœur de la philosophie et des propositions de « Montpellier Métropole Territoires ».

Celui-ci a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions à moyen et long terme que le territoire, sa population, ses usagers connaîtront, pour fonder les principes du développement de l'espace métropolitain. En ce sens, « Montpellier Métropole Territoires » intègre, enrichit et définit les grands principes d'organisation spatiale des politiques publiques de la Métropole en matière d'accueil des populations et des entreprises, de déplacements, d'environnement, d'agroécologie et d'alimentation, de résilience, etc.

Il se positionne en amont des documents d'urbanisme à portée planificatrice, programmatique et réglementaire dont il définit les valeurs, les perspectives et le socle à partir desquels ils seront élaborés et avec lequel ils seront étroitement articulés :

- le Schéma de Cohérence Territoriale, qui spatialise notamment les éléments constitutifs de l'armature urbaine et agro-naturelle du territoire ;
- le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, qui intègre et traduit les projets communaux, au regard des valeurs et des enjeux du territoire ;
- le Programme Local de l'Habitat ;
- le Plan de Déplacements Urbains ;
- le Plan Climat Air Energie Territorial...

Pour la conception du projet de territoire, la Métropole s'est appuyée sur une équipe pluridisciplinaire recouvrant les champs de l'urbanisme et l'aménagement du territoire, le paysage, l'environnement, l'économie territoriale, la sociologie, la programmation urbaine et les mobilités. A la suite d'une consultation nationale d'équipes pluridisciplinaires, un groupement mandaté par l'agence d'architecture et d'urbanisme François Leclercq a ainsi été retenu en octobre 2015 et a accompagné l'ensemble de la démarche.

Un projet pour voir loin et agir dès maintenant

Le projet de territoire est là pour apporter des réponses durables aux grands défis que doit être en mesure de relever la Métropole, en ayant le souci des générations futures. Ceci nécessite de se doter d'une vision aiguisée en matière d'impact des changements climatiques, d'équilibres environnementaux et de l'écosystème montpelliérain en général, d'évolution des modes de vie, d'habiter, de se déplacer, de travailler, de consommer, de se détendre...

Certaines propositions nécessiteront une mise en œuvre longue, réclamant de poursuivre les efforts sur plusieurs décennies.

Mais la démarche n'en oublie pas pour autant le territoire et les habitants d'aujourd'hui. Bien au contraire, le projet propose aussi des réponses concrètes, car les enjeux de demain sont déjà ceux d'aujourd'hui. Il permet d'impulser des actions, ici et maintenant. L'inscription de ces actions dans une démarche pensée sur le long terme est de nature à garantir leur durabilité et à mieux optimiser les investissements publics, dans un contexte marqué par la forte diminution des ressources des collectivités.

Un projet donc, pour faire de la Métropole un territoire à la fois en prise avec son contexte et son temps, qui anticipe les défis qui nous attendent.

Demain, toutes les métropoles seront dotées du même niveau d'équipements, mais seules celles qui auront su préserver et valoriser leur environnement se distingueront des autres.

Un projet co-élaboré avec les Maires

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a été rendue possible par la volonté des Conseils municipaux et l'intégration du Pacte de confiance des Maires dans les fondements de l'institution. C'est pourquoi la démarche « Montpellier Métropole Territoires » a d'abord été co-élaborée avec l'ensemble des Maires de la Métropole, pour pleinement ancrer les défis métropolitains dans les enjeux communaux et vice-versa. Ainsi, 4 sessions d'ateliers, auxquelles était convié l'ensemble des communes, ont été organisées durant l'année 2016 dans chacun des 6 secteurs identitaires de la Métropole, aux différents stades d'avancement du projet :

- 1^{ère} session : du 16 au 18 février 2016, concernant les éléments du diagnostic territorial ;
- 2^{ème} session : du 21 au 23 juin 2016, concernant les premières propositions ;
- 3^{ème} session : du 11 au 13 octobre 2016, concernant à la fois le rendu du plan armature du projet et le diagnostic du SCoT ;
- 4^{ème} session : les 22 et 23 novembre 2016, concernant à la fois le projet de territoire et les propositions d'armature du SCoT.

Ces ateliers, au cœur de la démarche participative du projet, ont connu une forte mobilisation des élus. Ils ont ainsi pu constituer un lieu d'échange très riche, permettant de cheminer tous ensemble dans la réflexion et de définir des valeurs et une vision communes sur l'ensemble des thématiques abordées.

Le Comité de pilotage instauré pour l'élaboration du projet a permis de préparer et de tirer les enseignements de ces ateliers. Ils ont réuni, autour de la Vice-Présidente chargée du développement et de l'aménagement du territoire, de l'espace public et de l'habitat, les Vice-Présidents chargés : du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ; de l'agroécologie et l'alimentation ; du logement ; de la prévention des risques majeurs et de la gestion des risques aquatiques ; de la mobilité.

Un projet qui tend la main aux territoires voisins

Le projet ancre sa vision dans un territoire pleinement ouvert sur l'extérieur. Ceci est le prolongement naturel des premiers actes de la Métropole, qui ont consisté à engager le dialogue avec les territoires partenaires : les villes du bassin méditerranéen dont Montpellier Méditerranée Métropole constitue une porte ; le partenariat avec l'autre métropole régionale, Toulouse ; les collectivités du grand territoire languedocien sur six départements ; les villes de l'aire métropolitaine Sète / Montpellier / Nîmes / Alès ; enfin, les EPCI voisins et leurs structures, porteurs des SCoT.

Ainsi, à une échelle plus large, le projet de territoire s'est efforcé de renouer le fil des grandes relations géographiques et naturelles, du Pic Saint-Loup à la mer et de Sète à Lunel, voire au-delà encore. La qualité environnementale de ce « grand amphithéâtre » naturel, qui constitue le bassin de vie métropolitain, est le territoire commun aussi bien que le premier atout de l'ensemble des collectivités qui l'habitent et le vivent. Le projet de territoire porte l'ambition de le valoriser et propose quelques jalons pour le dialogue qui s'engage avec les territoires voisins.

De même, à l'échelle de la nouvelle grande région Occitanie, il s'agit de mettre en exergue les ingrédients susceptibles de faire pleinement jouer à Montpellier Méditerranée Métropole sa partition. En tant que « Métropole rayonnant à 360° », elle doit cultiver son ouverture sur le bassin méditerranéen, au croisement des axes européens est-ouest et nord-sud, faire valoir sa longue tradition de terre d'accueil, tout en valorisant son joyau environnemental et sa dimension humaine.

Un projet pour développer la Métropole en économisant son espace précieux et fragile

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006 a permis une réelle maîtrise de l'étalement urbain au profit de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles. Dans la continuité de cet acquis, le projet de territoire réaffirme l'objectif ambitieux de préserver durablement 2/3 d'espaces naturels et agricoles et de limiter l'urbanisation au 1/3 du territoire, en priorisant le réinvestissement

de l'existant. Le projet de territoire mobilise l'ensemble de ces espaces pour en faire des ressources actives et pérennes, au service du bien-être de tous les habitants.

Le cadre d'intervention de la démarche repose, par ailleurs, sur l'identification de 4 enjeux principaux.

Le premier de ces enjeux concerne le devenir des espaces agro-naturels. Ceux-ci constituent l'un des principaux ferments de la qualité de vie du territoire. Cet enjeu dépasse la seule échelle locale, car ces espaces accueillent également une biodiversité exceptionnelle, inscrite dans l'un des plus importants « hot spots » mondiaux, celui d'une grande partie du bassin méditerranéen. La question posée par la préservation de ces richesses ne doit pas conduire à faire des espaces agro-naturels des éléments isolés et sacralisés, sauf secteurs de sensibilité particulière, mais à les intégrer activement au projet et à la vie du territoire à travers des appropriations raisonnées, gages de leur entretien, de leur gestion dynamique et donc, de leur pérennité.

Le deuxième enjeu a trait à la question des risques, à la fois d'origine naturelle et humaine, qui font de Montpellier Méditerranée Métropole un territoire dont la vulnérabilité est beaucoup plus prégnante que dans la plupart des autres métropoles. Les violentes inondations et autres événements climatiques sont là pour nous le rappeler. Avec le réchauffement de la planète, ces risques gagnent en fréquence et en intensité, notamment les épisodes caniculaires, les inondations, les incendies de garrigues... Certains, encore « invisibles », se manifestent déjà, comme les remontées d'eaux salines dans les nappes, ou la submersion marine sur le littoral... Le projet de territoire doit anticiper les phénomènes à l'œuvre, pour mieux se protéger dans la durée, mais surtout pour apprendre à bien vivre avec le risque. En d'autres termes, être en pleine mesure de s'y adapter. La Métropole peut, de ce point de vue, devenir un véritable « territoire résilient », pilote au plan national.

Au regard de ce contexte naturel et environnemental, la Métropole doit poursuivre son développement, certes avec ambition, mais en veillant à préserver ses équilibres fondamentaux et en prenant soin de ses habitants et de leur cadre de vie.

Le troisième enjeu concerne la prise en compte de la dynamique démographique au regard des réponses à apporter en matière d'offre résidentielle. Après soixante ans de croissance de sa population, Montpellier Méditerranée Métropole devrait rester l'une des métropoles françaises les plus attractives, avec toutefois un solde migratoire tendant progressivement à converger au niveau de son solde naturel. Ceci est principalement dû à une évasion résidentielle croissante vers la grande périphérie des ménages modestes qui travaillent sur la Métropole, notamment du fait de la tension des prix fonciers et de l'immobilier.

Aussi, la définition des moyens adaptés et efficaces pour l'accueil des populations actuelles et nouvelles constitue une responsabilité collective, nécessitant de prendre en compte la grande diversité des parcours résidentiels et des revenus des ménages. Elle doit être mise en œuvre avec volontarisme pour assurer l'attractivité de notre territoire par des offres mieux adaptées à la diversité de la demande, au plus près des services de la Métropole de demain, notamment en termes d'emplois, d'accessibilités, d'équipements et aussi de lieux de rencontre et de convivialité.

L'exceptionnelle variété des paysages du territoire métropolitain, des villages néo-ruraux, aux villes moyennes et à la ville active, des reliefs pré-Cévenoles à la plaine viticole et à la petite Camargue, constitue un indéniable atout pour mieux répondre à tous les choix de vie et à toutes les situations.

Le quatrième enjeu concerne la capacité du territoire à consolider et renforcer son développement économique. Dans ce domaine, Montpellier Méditerranée Métropole a réussi ces dernières décennies à se placer au niveau des autres grandes métropoles françaises, avec l'un des plus forts taux de création d'entreprises et d'emplois. Ses secteurs phares, en particulier la santé et le numérique, portés par les écosystèmes « Montpellier Capitale Santé » et « Montpellier French Tech », permettent de dynamiser sa croissance, en tournant résolument le territoire vers l'avenir.

Ce constat est toutefois relativisé par un important chômage, à mettre en regard de l'attractivité du territoire et d'une présence insuffisante de l'économie dite « productive », conduisant notamment à une trop faible diversification des emplois. Cette situation trouve en partie son explication dans la raréfaction du foncier disponible pour accueillir certaines catégories d'entreprises, en particulier de type industriel, technologique, artisanal et logistique mais aussi pour attirer des activités exogènes de toutes natures. Le projet de territoire amorce un processus d'optimisation des tissus économiques

existants et d'aménagement de nouveaux espaces économiques, au sein de quartiers mixtes mais aussi sous forme de parcs de nouvelle génération, intégrés à leurs environnement et adaptés à l'évolution des besoins des entreprises et de leur personnel, tout en assurant une offre foncière apte à l'accueil d'un large panel d'activités.

Au final, le projet de territoire permet de traduire, au niveau géographique, environnemental et urbain, les 7 piliers stratégiques de développement de Montpellier Méditerranée Métropole, sachant que ces piliers intègrent eux-mêmes étroitement les préoccupations-clés du développement durable :

- La Santé, au sens de l'OMS, le bien-être physique, mental et social, fortement mis en avant par le projet de territoire dans son approche environnementale intégrée à l'écosystème local, notamment au niveau climatique ;
- Le Numérique avec, par exemple, ses incidences sur les nouveaux modes de travail dont le projet en fait un levier pour favoriser la mixité urbaine dans les villes et villages ;
- La Mobilité et les Transports, qui nécessitent une approche des déplacements favorable aux multimodalités et à la ville des courtes distances ;
- Le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie, qui constituent l'un des axes structurants du projet d'aménagement du territoire, pour répondre aux besoins identifiés dans le cadre du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) ;
- L'Agroécologie et l'Alimentation, pour lesquels les objectifs définis par le Conseil de Métropole participent activement à la définition des fonctions multiples à conférer à l'armature naturelle et agricole du territoire pour sa mobilisation, en tant qu'espace de projets à part entière, au service de la résilience et de l'aménagement durable du territoire ;
- La Culture, le Patrimoine et l'Université, que le projet de territoire revisite au titre des facteurs identitaires, de cohésion et de rayonnement de la Métropole et de chacun des territoires qui la composent ;
- Le Commerce et l'Artisanat enfin, qui font l'objet de volets spécifiques du projet de territoire pour qu'ils participent à la requalification et la reconquête des territoires.

En intégrant ces 7 piliers stratégiques, ainsi qu'en valorisant les atouts environnementaux et patrimoniaux du territoire et les facteurs supports de son rayonnement culturel, urbanistique, économique (...), le projet de territoire est une pièce essentielle du rayonnement et de l'attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole.

Un projet enrichi et conforté par les réflexions du Conseil de Développement (CoDe3M)

Le CoDe3M, Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole, a été saisi dès l'engagement de la démarche de projet de territoire, afin de contribuer aux réflexions. Il convient de rappeler que le Conseil de Développement est une instance composée de membres acteurs de la société civile, réunissant les milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du territoire. Il est consulté sur les principales orientations de l'institution.

Le CoDe3M a ainsi travaillé, dans le cadre de réunions et d'ateliers tenus tout au long de l'année 2016, sur des propositions visant à améliorer le quotidien des habitants et à révéler le potentiel du territoire, à partir d'expériences vécues et d'expertises d'usage des participants. Sur la base des idées qui ont ainsi émergé, le CoDe3M a mis en exergue 4 orientations majeures :

1. sauvegarder les atouts physiques du territoire, notamment par la valorisation des interfaces ville-nature, en intégrant les questions des risques naturels et du réchauffement climatique ;
2. opter pour des choix urbanistiques permettant à la fois de perpétuer la convivialité, un des marqueurs de la Métropole, et de vivre dans une ville multifonctionnelle par le brassage des usages et des populations ;
3. accroître et améliorer la mobilité par l'extension des transports en commun et, plus généralement, par une meilleure connexion des habitants, des équipements, des lieux de vie et de travail ;
4. renforcer l'attractivité de la Métropole et la qualité de l'accueil en s'appuyant sur l'identité du territoire afin de déployer son rayonnement.

Ces grandes orientations et les propositions qui y sont associées ont permis d'enrichir et de conforter les axes structurants qui ont été retenus pour le projet de territoire.

5 AXES POUR STRUCTURER LE TERRITOIRE DE DEMAIN

Les premières étapes d'élaboration du projet de territoire ont permis de dégager, de manière synthétique et stratégique, trois grands constats sur lequel prend appui le projet :

- un territoire connaissant une forte croissance démographique, mais aussi une évansion résidentielle significative des ménages qui y travaillent ;
- une nécessaire adaptation du territoire aux changements climatiques en pensant aux générations futures ;
- une biodiversité à préserver, constituant une richesse de premier plan pour la qualité de vie.

Sur cette base, trois objectifs fondamentaux ont orienté la démarche :

- préserver et valoriser 2/3 d'espaces naturels et agricoles, tout en contenant le développement urbain sur 1/3 du territoire, notamment en favorisant le réinvestissement urbain ;
- développer une offre de logements accessibles à tous en favorisant la diversité des parcours résidentiels ;
- favoriser le développement économique dans toute sa diversité, par une offre adaptée et géographiquement bien répartie.

Il en résulte 5 axes structurants, permettant d'organiser et spatialiser les différents éléments qui constituent le projet :

- A/ Révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain ;
- B/ Acclimater la Métropole : anticiper les risques climatiques pour mieux les apprivoiser ;
- C/ Structurer une armature urbaine d'échelle métropolitaine pleinement intégratrice ;
- D/ Favoriser la mobilité pour tous ;
- E/ Consolider le socle économique de la Métropole pour accroître son attractivité.

A/ Révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain

Faute de réelle appropriation collective, l'équilibre de ces espaces est fragile, et relève notamment d'un double enjeu essentiel de préservation de la biodiversité et de renouvellement économique, notamment agricole, en articulation avec les villes et les villages. Préserver durablement ces espaces nécessite donc de les mobiliser en tant que supports de ressources écologiques, de projets et d'usages intégrés. La reconnaissance de ses fonctions permet de mieux garantir la mise en valeur du territoire agro-naturel par sa pleine appropriation et la maîtrise de ses usages.

Un projet pour préserver, revitaliser et permettre l'appropriation du territoire agro-naturel

Le projet pose l'ambition de la valorisation de l'armature des espaces agro-naturels à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain, où le paysage devient un agent actif de la structuration et de l'animation du territoire, et se révèle comme véritable bien commun. Ce Grand Parc Métropolitain s'appuie sur les lignes de forces du territoire, ses vallées et son vaste amphithéâtre naturel, et sur la très grande richesse paysagère et environnementale qu'il recèle, caractérisée par une biodiversité méditerranéenne exceptionnelle. La Métropole et les communes qui la composent doivent préserver ce patrimoine, élément fondamental de la qualité de vie, mais également espace nourricier et espace productif, notamment d'« énergie verte », en vue de le transmettre aux générations futures. Il s'agit aussi de le donner à découvrir et l'ouvrir à la pratique pour favoriser son appropriation par tous. Un projet, donc, pour expérimenter une Métropole, compacte, dense et active, sachant préserver, interpréter et investir avec respect son territoire naturel.

Ayant la chance de bénéficier d'une accessibilité en moins d'¼ d'heure, à pied, à vélo ou par les transports publics, le Grand Parc peut devenir un support de rencontres, d'échanges et de partage, favorisant le « vivre ensemble », tout autant qu'un espace support de pédagogies, propice à la découverte des paysages, de la biodiversité et de ce qui les menace.

Retrouver ainsi un fonctionnement harmonieux entre la ville et la nature constitue un facteur essentiel pour le bien-être des habitants, aussi bien que pour l'attractivité durable du territoire.

Révéler les fonctions du Grand Parc Métropolitain, territoire de projets

Au-delà de la préservation et de la valorisation du patrimoine agro-naturel, le Grand Parc Métropolitain assure un ensemble de fonctions apportant de réelles plus-values pour le territoire, à la fois économiques, environnementales et sociales :

- Il est, tout d'abord, l'espace de déploiement de la politique de transition agroécologique et alimentaire portée par la Métropole, visant à accroître la production agricole par la valorisation des ressources naturelles et le respect des écosystèmes et de la biodiversité. L'objectif est de promouvoir une alimentation saine, locale et accessible au plus grand nombre, ce qui nécessite d'actionner différents leviers, depuis la production (conversion de secteurs en déprise en projets d'agriculture nourricière notamment, mais aussi maintien du tissu existant en assurant la transmissibilité des exploitations), jusqu'à la distribution, à travers le développement de circuits courts, adaptés à la demande locale.
- Si l'agro-territoire métropolitain repose à la fois sur la qualité de ses terres cultivées, à commencer par ses vignobles, ainsi que par un pôle d'innovation et de recherche de premier plan, il se caractérise aussi par des menaces de plus en plus *prégnantes* : sécheresse et menaces sur le cycle de l'eau ; inadaptation des cultures aux changements climatiques ; abandon des garrigues ; difficulté d'installation des agriculteurs ; etc.
Pourtant, la Métropole compte de multiples paysages-ressources en puissance, localisés entre les grands réservoirs de biodiversité et les zones de développement urbain. Ces territoires ignorés, au potentiel de services écosystémiques méconnu ou sous-estimé, peuvent être de véritables préfigurateurs du Grand Parc Métropolitain. Gisements devenus inactifs, ils portent les enjeux du paysage métropolitain de demain : renaturation du grand territoire, gestion de la garrigue et de la forêt et exploitation de la biomasse, gestion du risque d'inondation par le remodelage du paysage et la promotion d'une agriculture durable, renouveau pastoral, etc. Le projet identifie une dizaine de sites, démonstrateurs des futurs possibles du Grand Parc, où pourraient se mettre en place des actions immédiates.
- En relation avec les objectifs et actions portés par la politique agroécologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole, le projet de territoire identifie de grands domaines d'exploitation agricole, à la fois indépendants et complémentaires, où peuvent être localisés des lieux de recherche agronomique et des sites de production agroalimentaire et de valorisation économique des espaces naturels (cueillette, valorisation de la biomasse...). Ces domaines ont vocation à se structurer à partir d'un archipel de « fermes ressources », prenant appui sur le patrimoine agricole existant (mas, domaines...). Conçus comme des lieux multi-fonctionnels, ils pourront jouer un rôle d'échange de savoirs et de pratiques professionnelles, de rencontre entre agriculteurs et habitants, d'animations culturelles et pédagogiques, etc.
- En réponse à la forte dynamique du développement du territoire, le Grand Parc Métropolitain vise également à structurer et valoriser l'ensemble des limites d'urbanisation, espaces de contact privilégiés entre tissus urbains et territoires agro-naturels, qui constituent bien souvent des lieux délaissés, voire malmenés. Il s'agit de concevoir ces limites comme de véritables « lisières urbaines », faisant l'objet de projets spécifiques valorisant les interactions ville-nature, par exemple :
 - préverdir les sites en attente de futurs développements urbains, en constituant des écrans paysagers et des systèmes de gestion globale des eaux... ;
 - aménager des vitrines agro-naturelles supports de multiples fonctions tels que la production agricole et la vente directe ; le recyclage ; les pratiques culturelles et sportives ; les loisirs de plein air ; la découverte de la biodiversité, etc.

Des parcours pour favoriser la découverte et la pratique du Grand Parc Métropolitain

Faire du paysage un bien commun équivaut également à faire de la Métropole un territoire partagé, c'est-à-dire praticable et accessible. Les modes actifs constituent un mode de déplacements répondant à cet enjeu. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place un réseau d'itinéraires d'échelle métropolitaine reliant les espaces publics existants des villes et villages et les espaces récréatifs du périurbain. Complémentairement, un réseau de parcours plus ample permettrait de découvrir le territoire sous forme de boucles thématiques orientées, par exemple, sur le vin, la production agricole, le patrimoine ou les milieux aquatiques. Cette armature d'espaces publics d'échelle métropolitaine pourra aisément s'appuyer sur les très nombreux chemins maillant déjà le territoire : sentiers de Grande

et Petite Randonnée, chemins vicinaux, ancienne voies ferrées, promenades le long des cours d'eau, etc.

Ces parcours auront ainsi vocation à servir de support pour développer l'offre touristique, tout en revêtant un rôle de marqueurs identitaires d'une métropole en mouvement, dessinant le territoire par sa géographie et son patrimoine. A ce titre, un travail de recensement et de mise en valeur du patrimoine d'art et d'histoire, ancien et contemporain, a été engagé en partenariat avec les communes et nécessite d'être poursuivi. Sur cette base, pourra également se développer une économie valorisant les atouts d'un Grand Parc méditerranéen : loisirs et tourisme-santé fondé sur le bien-être dans un environnement sain ; loisirs et tourisme patrimonial renouvelé par l'évolution des pratiques urbaines ; etc.

B/ Acclimater la Métropole : anticiper les risques climatiques pour mieux les apprivoiser

Le territoire est soumis à de nombreux risques, principalement les inondations, la submersion marine, les feux de forêt, la diminution de la ressource en eau, la disparition de la biodiversité, la pollution de l'air, des sols et de l'eau et le phénomène des îlots de chaleur urbain. Accentués par la pression démographique et par le réchauffement climatique, ces risques nécessitent, ici plus qu'ailleurs, d'anticiper les évolutions environnementales et climatiques prévisibles afin de permettre l'adaptation du territoire et de ses usages.

Aménager en fonction de la vulnérabilité du territoire

Le projet a ainsi pour ambition de faire de Montpellier Méditerranée Métropole un territoire de référence en matière d'anticipation de ces évolutions. L'acclimatation, pour un organisme vivant, consiste à s'adapter à un changement durable de son environnement, en particulier climatique. S'acclimater, c'est penser d'autres manières d'habiter, de produire, de consommer et de pratiquer ses loisirs de manière plus adaptée aux changements climatiques et environnementaux, mais aussi aux évolutions des modes de vie, sociaux et culturels. Le projet entend faire de cette perspective un véritable atout au service de l'attractivité du territoire et du bien-être de ses habitants, non seulement en protégeant mieux les personnes et les biens, dans une vision globale, mais également en apprenant à mieux vivre avec. En somme, faire du territoire une « Métropole acclimatée ».

La géographie naturelle de l'espace métropolitain, du Pic St-Loup à la mer, permet de distinguer 3 arcs concernés de façon différente par le risque, qui impliquent des types et temporalités d'actions spécifiques :

- au Nord, le grand amphithéâtre de la garrigue, avant tout menacé par le risque des feux de forêts ;
- au centre, la plaine urbaine et agricole, grandement concernée par le risque d'inondation et par le phénomène des îlots de chaleur urbains ;
- au Sud, le secteur littoral, espace de grande sensibilité car concentrant les risques liés à la fois aux inondations, à l'aval des bassins versants, et à la submersion marine et l'érosion côtière.

Vivre avec le risque, c'est penser ces arcs comme des territoires où s'exerce la vigilance et sur lesquels il faut réfléchir à des modèles d'acclimatation.

Une priorité : mieux intégrer, à l'échelle du territoire métropolitain, les risques naturels liés à l'eau

Les risques naturels liés à l'eau constituent l'une des menaces les plus prégnantes à laquelle doit faire face le territoire. Ils sont de différentes natures: débordement de cours d'eau, ruissellements d'eau pluviale, submersion marine. Le projet propose d'en avoir une lecture globale et systémique, visant à pleinement intégrer les différentes politiques menées à l'aménagement du territoire.

La problématique se pose tout d'abord au niveau de la gestion des rivières. A l'échelle de l'ensemble du territoire métropolitain et au-delà, il est essentiel de révéler et valoriser l'ensemble des cours d'eau constitutifs du chevelu hydrographique du territoire, dans toutes ses ramifications. S'inscrivant dans les orientations de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) définie par l'Etat sur les bassins versants du territoire de la Métropole (Lez, Mosson et Etang de l'Or), il s'agit non seulement de préserver l'espace de fonctionnement des cours d'eau, mais également de valoriser les paysages et favoriser des usages. Cela nécessite de pleinement appréhender la gestion des lits majeurs à l'échelle de l'ensemble des bassins versants, dans une logique à la fois d'anticipation et d'intégration

paysagère et urbaine, travail par ailleurs engagé par la Métropole sur la Mosson, la Lironde et le Nègues-Cat.

Il convient également de limiter, autant que possible, l'imperméabilisation des sols dans le cadre des nouveaux projets et mettre en œuvre un grand plan de désimperméabilisation des espaces urbains et agro-naturels, d'amont en aval, afin de limiter l'érosion, d'accroître l'infiltration et de limiter les ruissellements des eaux pluviales. De ce point de vue, le redéploiement de l'agriculture, la gestion des espaces de garrigue et le réinvestissement maîtrisé des grands tenements urbains constituent des actions majeures pour réduire les impacts hydrauliques. La mise en place d'une politique de végétalisation active favorable à une meilleure perméabilité des sols permettra également d'atténuer le phénomène des « îlots de chaleur urbain », de plus en plus perceptibles et subis par les populations, du fait du réchauffement climatique. Le déploiement d'un grand plan de plantation d'arbres en relation avec les opérations de réinvestissement urbain, d'aménagement de quartiers ou d'espaces publics, notamment sur la ville centre, doit être poursuivi.

Enfin, sur le secteur littoral, confronté à la fois aux inondations fluviales et pluviales, à la submersion marine et à l'érosion côtière, le paysage est appelé à profondément se modifier sur le long terme. Il constitue, en ce sens, le marqueur de l'anticipation du réchauffement climatique. Le projet de territoire vise globalement à préserver et valoriser les espaces lagunaires, notamment :

- en fabricant une « mémoire de l'eau » par la création d'une identité urbaine, paysagère et architecturale liée à l'inondabilité ;
- en favorisant les démarches d'information et de sensibilisation des populations ;
- en maîtrisant la fréquentation des lieux les plus préservés et les plus fragiles.

Accélérer la transition énergétique sur le territoire

Le territoire est composé de milieux dont les ressources, fonctions et services rendus ne sont pas aujourd'hui optimisés. Leur valorisation sera une marque de l'excellence métropolitaine en matière d'aménagement et de gestion durable du territoire. De ce point de vue, les multiples gisements de ressources sont encore trop négligés, notamment en matière de production d'énergie. De même, les ressources vulnérables nécessaires aux équilibres des écosystèmes locaux, fragilisées par le changement climatique et la pression démographique, comme par exemple la qualité de la ressource en eau ou celle des milieux aquatiques, doivent être intégrées en tant qu'éléments à part entière du projet de territoire, dans le respect de leurs logiques fonctionnelles.

Dans la perspective de l'élaboration prochaine du nouveau Schéma Directeur Air Energie Climat (SDAEC) de la Métropole, le projet de territoire propose de pleinement révéler, activer et optimiser les services que peuvent rendre les espaces agro-naturels, dans un objectif de transition énergétique, de réduction des impacts environnementaux, et de création de valeur. Cet objectif s'inscrit dans une optique d'économie circulaire, limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, prônant le recours généralisé aux ressources énergétiques locales et renouvelables et optimisant toutes les formes de recyclage. Il s'agit également de mettre les habitants-consommateurs et les usagers au cœur de cette démarche, acteurs essentiels pour l'atteinte des objectifs recherchés.

La mise en œuvre de cette ambition nécessite de mobiliser les territoires de la Métropole autour d'objectifs communs et de projets partagés, entre autres pour :

- recycler de manière optimale les déchets ;
- économiser les consommations d'énergie, valoriser les ressources locales d' « énergie verte » (biomasse, géothermie, chaleur des réseaux d'eau usée, soleil et vent) et optimiser la récupération d'énergie produite dans l'objectif de tendre vers une autosuffisance énergétique pour la plupart des activités locales ;
- maîtriser les consommations d'eau et la stocker autant que possible, notamment pour l'habitat et l'agriculture ;
- sauvegarder, valoriser et restaurer la fertilité des sols, non seulement pour favoriser le cycle des cultures, mais également pour lutter contre le réchauffement climatique (stockage de gaz carbonique).

C/ Structurer une armature urbaine à la fois compacte, métropolitaine et à dimension résolument humaine

La construction de la Métropole induit un changement d'échelle qui nécessite d'adapter la structure de l'armature urbaine à cette évolution. Il s'agit, en particulier, à la fois de conforter les fonctions métropolitaines stratégiques à l'échelle de l'ensemble du territoire métropolitain et de son aire d'influence, et d'organiser les fonctions de centralité et d'animation du cœur battant de la métropole, tout en préservant et en renforçant les équilibres entre ville-centre et réseau périphérique de villes et villages.

Réinscrire la Ville-centre dans la Métropole, en associant le contournement routier à de véritables projets de territoire

L'inscription de la Ville-centre dans le territoire se joue pour beaucoup au niveau des espaces d'interface avec les communes de la première couronne. Ces espaces ont longtemps été, et demeurent encore délaissés et peu accueillants. Ils concentrent, en particulier, les principales infrastructures routières de la Métropole dont ils subissent les nuisances (pollution de l'air, bruit, coupures urbaines, dégradation de l'environnement, etc.). Ce sont également des espaces de contact majeurs entre ville et nature, dont le caractère actuellement dégradé (mitage, friches...), mais aussi parfois la complexité des occupations existantes, ne permettent pas de valoriser leur potentiel.

Le projet de territoire entend recoudre les fils entre la Ville-centre et sa périphérie pour initier la mutation de ces espaces d'interface, en s'appuyant en particulier sur le futur contournement routier de Montpellier. Leur valorisation urbaine et paysagère passe par l'instauration d'une relation vertueuse entre urbanisation, flux des déplacements et paysage agro-naturel. Il s'agit ainsi d'intégrer et valoriser ces espaces dans un ensemble de projets unitaires, associés aux projets d'infrastructures, permettant à la fois de donner une échelle métropolitaine aux franges de Montpellier et de renouer le dialogue entre la Ville-centre et les communes de première couronne.

Le projet affirme une logique de conception du contournement routier comme un « axe de distribution urbaine » devant assurer une circulation apaisée. Au niveau des intersections avec les lignes de transports publics structurants, le contournement est mis à profit pour organiser une couronne de Pôles d'Echanges Multimodaux permettant de capter les flux automobiles et de favoriser les transferts modaux. La stratégie de mobilité qui en découle doit permettre d'apaiser les quartiers de la ville-centre et des communes de la première couronne.

Créer des Portes métropolitaines pour favoriser le dialogue entre la Ville-centre et le territoire

Un réseau de Portes urbaines métropolitaines prend place au niveau des nœuds d'échange du contournement routier. Bénéficiant d'une excellente accessibilité multimodale, elles sont conçues, non pas comme de simples objets routiers, mais au contraire comme des lieux d'urbanité, avec un espace public qualifié, et des intensités d'usages marquées, condensant services et équipements diversifiés.

Positionnées sur des sites où se posent des enjeux stratégiques de transferts modaux et souvent aussi de réinvestissement urbain, ces Portes ont vocation à constituer, à terme, de véritables polarités secondaires du cœur de Montpellier, devant permettre d'organiser le dialogue avec les territoires périphériques. Elles coïncident notamment avec les principales polarités commerciales de périphérie, où l'enjeu consiste à les réinvestir. L'une de ces Portes concerne également le quartier de la Mosson dans l'optique consolider à l'échelle métropolitaine un projet urbain ambitieux, permettant de réinscrire les dispositifs de Rénovation Urbaine engagée avec l'ANRU dans une véritable vision à long terme et de réintégrer ce quartier dans la dynamique métropolitaine.

La création de ces Portes métropolitaines, pleinement reliées et conjuguées à celle, emblématique, du Grand Cœur de ville, pourra servir d'appui pour redéployer et organiser différemment les offres culturelles, sportives et de loisirs, de manière à les rendre plus visibles et plus accessibles à l'ensemble de la population. Il est important de considérer cette ambition dans le temps, avec une montée en puissance progressive des transports collectifs et au gré des opportunités qui permettront de générer des projets urbains.

Au niveau territorial, il s'agit plus globalement d'apporter une plus-value à la qualification des rapports entre la Ville-centre et les territoires limitrophes en accompagnant les nouvelles infrastructures constitutives des contournements routiers par des projets d'aménagement visant :

- à domestiquer l'échelle de leurs ouvrages et mettre en scène le paysage ;
- à favoriser les perméabilités pour les modes actifs et pour la faune ;
- à adjoindre des fonctions et usages aux axes de circulation, tels que la réactivation de foncier pour l'agriculture, le développement de réseaux verts et bleus, ou l'exploitation d'énergies renouvelables (photovoltaïque et éolien).

Développer une offre de logements accessible et diversifiée, pour tous les modes de vie

Offrir des conditions adaptées à l'accueil de l'ensemble des habitants et des nouvelles populations conditionne fortement l'attractivité actuelle et future de la Métropole. Or, la croissance démographique dont elle bénéficie évolue. Confirmée par les prévisionnistes à un niveau supérieur aux autres métropoles, ils soulignent toutefois les évolutions sociodémographiques que le projet de territoire doit impérativement prendre en compte.

En effet, si Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'apports de populations toujours importants et majoritairement jeunes, on constate que son solde migratoire tend progressivement à converger au niveau de son solde naturel, du fait d'une forte évasion résidentielle des ménages qui travaillent sur la Métropole, pour s'éloigner des secteurs où les prix de l'immobilier sont de plus en plus tendus. A ceci s'ajoute la difficulté à retenir les jeunes actifs, la diminution de la taille des ménages des communes périphériques et le vieillissement confirmé de la population, même s'il est plus lent qu'ailleurs.

Le projet doit ainsi agir à la fois sur l'offre de logements, tant en quantité et en prix qu'en caractéristiques, pour une meilleure adéquation à la demande, ainsi que sur les modalités d'insertion des programmes résidentiels sur le territoire. Il s'agit, prioritairement, de faire levier pour créer une offre de logements diversifiée répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et pour le plus grand nombre. Les territoires qui composent la Métropole offrent une palette de situations urbaines contrastées qui doivent permettre à chacun d'habiter la métropole en fonction de ses choix de vie et de son parcours résidentiel.

Encore faut-il que les réponses apportées par la production immobilière ne conduisent pas à homogénéiser l'offre résidentielle. En ce sens, la typologie du logement, son statut, son environnement, son adresse, les services de proximité, son rapport à l'espace public... sont les premiers facteurs de l'adéquation de l'offre à la diversité de la demande. En terme de prix, il est nécessaire non seulement de continuer à produire des logements sociaux, mais également des logements intermédiaires, notamment en accession abordable, s'adressant aux primo-accédants aussi bien qu'aux autres demandeurs, quelles que soient leurs situations dans leurs parcours résidentiels.

Dans l'optique de rapprocher logements et emplois, mais aussi de favoriser la vie urbaine et le « vivre ensemble », il est essentiel que la majeure partie des programmes résidentiels s'inscrivent à la fois dans des quartiers mixtes et prioritairement au niveau des axes de transports collectifs existants et projetés, conditions par ailleurs nécessaires au renforcement de la structure urbaine de la Métropole. L'offre de logements doit, enfin, répondre à des exigences qualitatives, que ce soit en accompagnant l'évolution des modes de vie (colocations, habitats participatifs, espaces mutualisés, usages partagés de la voiture, jardins familiaux...), mais aussi en adaptant les résidences au climat méditerranéen. Cet enjeu concerne, en particulier, le développement de formes d'habitat qui intègrent les enjeux climatiques, en recourant à des dispositifs thermiquement aussi passifs que possible.

Il concerne également l'attention qu'il convient de porter aux catégories d'habitants les plus fragiles, tendant à être exclus de la vie métropolitaine (populations paupérisées, personnes âgées, personnes handicapées, familles monoparentales, étudiants, jeunes travailleurs, etc.), en systématisant la mixité sociale, notamment par le rééquilibrage de l'offre dans les quartiers qui le nécessitent et en développant des formes d'habitat adaptées et bien intégrées, bénéficiant d'espaces publics intégrateurs, de services et d'équipements aisément accessibles et plus largement, de l'ensemble des aménités de la vie urbaine.

Aménager la Métropole des villages

L'une des grandes richesses du territoire métropolitain est constituée par son tissu de petites villes et villages, immergé dans le grand paysage, aux portes de la Ville centre. Bénéficiant le plus souvent d'une identité marquée, d'un rapport étroit à leur environnement, d'éléments patrimoniaux significatifs et d'une réelle convivialité, la Métropole des villages est un facteur d'intégration inestimable pour des populations en mouvement, qu'elles habitent déjà la Métropole ou qu'elles soient nouvellement installées. A tous ces titres, la Métropole des villages est un facteur d'attractivité essentiel et reconnu du territoire qu'il convient de préserver et de valoriser.

Toutefois, l'important phénomène d'étalement résidentiel, sans précédent et particulièrement rapide, que ces villages ont connu avant l'adoption du SCoT de 2006, a largement participé à leur mutation. Depuis, les municipalités se sont attachées à retisser les fils d'une vie de village appuyée sur des équipements fédérateurs, des espaces publics qualitatifs, des centralités réaménagées, des plans locaux de déplacement volontaires et sur de nouvelles extensions maîtrisées, voire démonstratrices de formes nouvelles d'éco-quartiers. Ce mouvement de cohésion durable du territoire doit continuer à être accompagné par la Métropole, au titre de ses nouvelles compétences, exercées dans le cadre de la « Charte de gouvernance des Maires » qui fonde ses modalités d'interventions.

Les villages, les villes et leurs quartiers, doivent aujourd'hui faire face à un nouveau phénomène à travers les pressions qui pèsent sur la densification des lotissements pavillonnaires du fait du vieillissement et du départ de leurs populations d'origine. Les tissus pavillonnaires constituant une partie prépondérante du cadre bâti de la Métropole, la maîtrise de ce phénomène devient essentielle compte tenu de ses impacts potentiels sur la cohésion sociale et urbaine, les équipements, le paysage, l'hydraulique, les déplacements....

Aussi, la mise en place de démarches encadrant ce réinvestissement de manière différenciée, adaptée à chaque situation et à chaque projet urbain municipal, doit être engagée afin de concilier l'intérêt général avec les demandes des propriétaires. Le projet de territoire propose notamment d'approfondir les études concernant l'analyse des caractéristiques et des dynamiques de mutation en cours des tissus pavillonnaires des différentes communes, déjà engagées dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, afin de constituer un véritable atlas à l'échelle de la Métropole. Cette base de connaissance doit permettre, par la suite, d'expérimenter des projets pilotes de réinvestissement pavillonnaire vertueux.

D/ Favoriser la mobilité pour tous

La grande concentration d'activités, services, commerces et équipements au niveau du cœur de la Métropole, conjuguée au très fort étalement urbain et à la croissance démographique accrue sur l'aire du département de l'Hérault, se traduit par une augmentation constante des flux automobiles pendulaires. Si la Ville-centre et sa première couronne sont bien pourvues en transports en commun structurants, qu'il convient néanmoins de compléter, et possèdent une échelle adaptée au développement des modes actifs, l'absence d'étoile ferroviaire et les retards accusés dans la réalisation du contournement routier posent un défi pour répondre aux besoins en déplacement des populations du grand périurbain. Cette situation est d'autant plus marquée que les pôles d'activités économiques, forts générateurs de flux pendulaires, souffrent encore d'une offre réduite en transports publics, freinant notamment la généralisation des Plans de Déplacements d'Entreprise (PDE). Au regard de ce constat, il s'agit d'organiser un système de déplacements apte à privilégier l'ensemble des modes alternatifs à l'« autosolisme » et d'en définir les conditions de mise en œuvre progressive permettant de le concrétiser dans le temps.

Le projet doit, en outre, prendre en considération l'évolution rapide des modes de vie, facteur d'augmentation des mobilités et de diversification et de segmentation des temporalités, rendant encore plus complexe qu'hier l'organisation des déplacements. Parallèlement, il convient de continuer à concevoir un réseau de transport et des services de mobilité qui réponde aussi à des exigences de cohésion sociale et de solidarité territoriale. Notamment, certains publics, comme les personnes précarisées ou les personnes âgées, ont de grandes difficultés à accéder à l'offre de service en transport irriguant le territoire et d'autres restent captifs de leur quartier ou de leur village, faute d'offre adaptée à leurs besoins, notamment économiques.

Tendre vers des modes de transport décarbonés en prenant appui sur les nouvelles Portes de la Métropole

La stratégie globale de la Métropole en matière de mobilité vise prioritairement à renforcer et développer le réseau de transports collectifs sur la Métropole dans une visée à long terme de structuration durable du territoire, afin de répondre aux évolutions des besoins en déplacement des populations et des entreprises, tout en répondant aux enjeux climatiques, environnementaux et de cohésion sociale.

Elle prend pour point de départ le développement d'un réseau à même de desservir l'ensemble de la Métropole et capable de constituer le « temps 2 » du tramway dans un souci à la fois d'efficacité fonctionnelle et d'efficacité budgétaire, dans un contexte de contraction des ressources des ménages et des collectivités publiques.

Ce réseau se structure autour du train régional, dont les potentiels de développement sont importants et qui doit devenir une véritable épine dorsale du réseau de transports collectifs. Il s'agit, en ce sens, d'organiser des rabattements adaptés vers les gares du territoire, afin d'en faire les principaux pôles des échanges intermodaux. A ce titre, le projet de territoire identifie deux nouvelles gares potentielles : l'une à Castelnau-le-Lez au niveau de Sablassou et l'autre en relation avec l'A709, au droit de la sortie Montpellier Ouest. Il réaffirme également l'importance de la valorisation et de l'optimisation des gares existantes, en particulier celles de Villeneuve-lès- Maguelone et de Baillargues.

Cette stratégie doit permettre d'organiser, en étroite coopération avec les intercommunalités du grand bassin de vie et le plus en amont possible, le rabattement des flux automobiles vers les transports publics. Cette action doit être conjuguée avec le développement du covoiturage organisé.

La stratégie prend ensuite appui sur le développement d'un réseau de Transports Collectifs Efficaces, dont le projet de territoire détermine les grands tracés sans présager du mode de transport à adopter le moment venu. Au regard de la forte croissance démographique que connaît le territoire, il convient de consolider le réseau existant et de le prolonger, lorsque cela s'avère pertinent, par des lignes à fort pouvoir attracteur, notamment au niveau des secteurs connaissant une forte congestion automobile.

L'accent est complémentaiement mis sur l'interconnexion des différents modes de transport, afin de mieux exploiter les synergies entre réseaux. Cet objectif repose sur la structuration d'une armature de Pôles d'Echange Multimodaux hiérarchisés, notamment au niveau du réseau de Portes métropolitaines, installé sur les contournements routiers où l'essentiel du trafic automobile pendulaire peut être capté. De ce point de vue, le projet de territoire réaffirme l'urgence de la réalisation du projet de contournement routier, ainsi que celle des barreaux d'évitement nécessaires au report du trafic de transit vers le réseau autoroutier. Ces infrastructures sont essentielles afin d'assurer la continuité de ces flux, tout en assurant la protection des quartiers et des villages contre les nuisances générées.

L'ensemble de cette stratégie intègre, par ailleurs, un volet en matière de transport logistique, visant à favoriser l'usage des modes alternatifs à la route, à la fois ferroviaires, fluviaux (canal du Rhône à Sète) et maritimes (port de Sète), et à mutualiser le transport des marchandises sur les derniers kilomètres. Il s'agit de desservir le centre-ville de Montpellier et les principaux pôles commerciaux à partir de plates-formes urbaines mutualisées, en généralisant, à terme, l'usage de véhicules décarbonés. Le Marché d'Intérêt National (MIN) de la Métropole est, de ce point de vue, une plate-forme logistique essentielle en termes de développement économique et durable.

Valoriser l'échelle du quotidien et les territoires des courtes distances

Le projet attache autant d'attention à l'échelle de la vie quotidienne qu'à celle du grand territoire. Cette échelle du quotidien, essentielle au bien-être et à l'épanouissement dans un territoire de plus en plus peuplé, c'est :

- celle du cadre de vie : logements, espaces de travail, établissements scolaires, lieux pour les loisirs, lieux d'achats... ;
- celle qui privilégie les relations de proximité pour faciliter la vie aux habitants et usagers, au quotidien de plus en plus contraint et segmenté, et favoriser le lien social et le vivre-ensemble ;
- celle qui permet également l'appropriation du territoire et incite à sa découverte.

Dans cette optique, le projet propose de mettre en place une armature d'espaces publics d'échelle métropolitaine pour encourager les modes actifs et accompagner la ville des courtes distances. L'enjeu concerne tout autant les relations entre le cœur de Montpellier et l'ensemble du territoire, que les relations de périphérie à périphérie. Couplée à des démarches de réinvestissement des principaux espaces publics, intégrant l'évolution des usages et pratiques, cette armature est de nature à favoriser une expérience de la Métropole à échelle humaine. Cet objectif s'appuie largement sur le projet de renouvellement urbain des rues et places publiques engagé, notamment sur les quartiers de la Ville de Montpellier, qui vise à redonner toute leur place aux habitants, aux piétons, à travers des interventions sur l'espace public recourant à des aménagements simples, économes, pragmatiques et concertés.

La transition vers la nouvelle échelle métropolitaine nécessite, par ailleurs, de structurer de véritables repères métropolitains de différentes natures (paysages, trames urbaines, architectures, espaces publics...) afin de permettre aux différentes catégories d'usagers, en particulier ceux qui le connaissent le moins, de s'orienter et de s'approprier le territoire.

E/ Consolider le socle économique de la Métropole pour accroître son attractivité

Au même titre que l'habitat, le modèle spatial de développement économique conditionne la capacité du territoire à accueillir et surtout à retenir ses entreprises et à terme ses habitants. Dans le contexte de mise en place de la nouvelle Région Occitanie, il importe pour Montpellier Méditerranée Métropole de pouvoir valoriser ses facteurs d'attractivité, dans un rapport de complémentarité et de coopération avec Toulouse. La Métropole doit, en ce sens, affirmer son développement sur ses secteurs différenciants, portés par les 7 piliers définis pour son développement, avec comme figures d'excellence la Santé et le Numérique, dont le label « French Tech » constitue un accélérateur de croissance. Mais elle doit également diversifier ses activités, notamment en vue de favoriser l'emploi et l'insertion par l'économie pour répondre le plus largement possible à la demande exprimée.

La Métropole fait valoir ses atouts et ces objectifs dans le cadre de l'élaboration par la région Occitanie du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

Aujourd'hui, un développement économique contrasté

Le territoire bénéficie, depuis plusieurs décennies, d'une dynamique entrepreneuriale soutenue, avec des taux de création d'entreprises et d'emplois bien plus élevés que dans les autres Métropoles françaises. A l'inverse, il connaît un certain nombre de faiblesses, en particulier :

- une sous-représentation du secteur industriel dans les tissus d'entreprises existants ;
- un manque de « locomotives » économiques pouvant avoir un effet d'entraînement, à mettre en rapport avec une taille moyenne d'établissements plutôt faible ;
- un chômage important, touchant avant tout des personnes ayant peu de qualifications.

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de la Métropole met en évidence qu'en matière de foncier et d'immobilier économique, le potentiel d'accueil d'immobilier tertiaire sera assuré sans difficultés pour les années à venir du fait de l'intégration des principes de mixité fonctionnelle dans les nouveaux quartiers ; il reste toutefois nécessaire d'adapter l'offre dans le temps par rapport la diversité et à l'évolution des besoins exprimés. En revanche, il existe un important déficit d'offre foncière pour l'implantation d'activités, désormais structurel, notamment de type artisanal, industriel et logistique, (...), vital pour consolider le socle économique de la Métropole et lutter contre le chômage. En outre, du fait de la tension des marchés fonciers et immobiliers, et des phénomènes de gentrification des tissus urbains, est à craindre l'accélération des mouvements d'évasion des activités hors des villes, alors même que celles-ci constituent souvent leur principale zone de chalandise.

A cela, s'ajoute la problématique de la desserte insuffisante des tissus d'activités, notamment par les transports publics structurants, nécessitant une meilleure articulation des politiques en matière de développement économique et de mobilité.

De ce constat, découle 3 enjeux phares :

- développer une offre foncière et immobilière adaptée et diversifiée, notamment pour les activités productives, en veillant à optimiser son usage ;
- créer une véritable « filière industrielle 2.0 », c'est-à-dire axée sur l'innovation et la coopération et tirant pleinement profit des possibilités offertes par les réseaux numériques ;
- renforcer le développement des PME créatrices d'emploi et de croissance et de l'artisanat.

Demain, la bonne entreprise au bon endroit et mieux intégrée

Le projet de territoire affirme la nécessité de fédérer une stratégie d'ensemble pour accroître l'attractivité de la Métropole. La priorité est donnée, en ce sens, à la densification des pôles d'emplois, en étroite articulation avec les infrastructures routières et de transports en commun. Il s'agit de renforcer l'activité et l'emploi dans les tissus urbains constitués, à commencer par la Ville-centre, et de favoriser le réinvestissement des parcs d'activités existants. Il importe également de localiser au bon endroit les nouveaux tissus d'activités.

Incarnant toute l'ambition de la stratégie poursuivie sur le long terme, le projet identifie deux grandes dynamiques spatiales d'échelle métropolitaine où le développement économique doit être particulièrement soutenu :

- L'axe actif des infrastructures de communication, de Saint Jean de Védas à Baillargues, avec un enjeu de valorisation d'une véritable vitrine urbaine métropolitaine suscité par les transformations dues aux grands projets d'infrastructures (Contournement ferré Nîmes-Montpellier accompagné de la création de la gare de Montpellier-La Mogère et Déplacement de l'A9). Outre des activités économiques, cette vitrine a vocation à accueillir des fonctions diversifiées, notamment sportives et culturelles.
- L'axe du « savoir » Euromédecine-Agropolis, avec un enjeu de rééquilibrage du développement économique au Nord du territoire en confortant la thématique générale des activités liées aux pôles de recherche appliquée (médecine, agronomie...), tout en favorisant la diversification du tissu économique en relation avec la forte demande d'emplois dans les quartiers.

L'enjeu du renforcement de l'activité et de l'emploi en ville se pose avec d'autant plus d'acuité que la Métropole rencontre d'importantes difficultés pour mobiliser de nouvelles ressources foncières, celles-ci étant de plus en plus rares et chères, dans un contexte de préservation de la biodiversité et de redéploiement agricole. Cette orientation, qui est de nature à favoriser la mixité urbaine, suppose d'anticiper et gérer le temps long des mutations urbaines et de veiller à optimiser le potentiel économique des grands projets de réinvestissement (Restanque, Euromédecine...). La même priorité doit être également donnée au réinvestissement des parcs d'activités existants, où doivent être favorisées, chaque fois que possible, la mutualisation des surfaces (parkings, accès...) et la mise en place de services urbains, à la fois courants et innovants, adaptés à l'évolution des modes de travail et d'entreprendre.

Le projet vise, par ailleurs, à répondre aux besoins d'implantation des activités pouvant difficilement s'inscrire dans des tissus mixtes (industrie, logistique, formes d'artisanat spécifiques, ateliers technologiques...). Le projet identifie, à ce stade, plusieurs sites dédiés qui devront faire l'objet d'expertises complémentaires pour en vérifier la faisabilité, notamment sur les axes de communication pour les parcs les plus importants et en contiguïté des villages pour les sites les plus modestes.

De manière complémentaire, il est aussi nécessaire de promouvoir les formes économiques de proximité dans les villes et villages, notamment en vue de limiter les flux pendulaires et de s'adapter à l'évolution des modes de vie et d'entreprendre, mais aussi de favoriser une animation en journée. Il existe un réel potentiel pour développer le télétravail ou permettre l'installation de micro-structures (start-ups notamment) dont les besoins dépassent les critères traditionnels d'entreprises plus « classiques ». La stratégie globale en matière de réinvestissement pavillonnaire doit notamment permettre d'intégrer ce type d'activités. Il convient de souligner que cette orientation nécessite, conjointement, de poursuivre le maillage de l'ensemble du territoire en réseau numérique à très haut débit.

Amplifier le développement des filières agroécologiques et agroalimentaires

L'agriculture et l'agroalimentaire constituent également un levier économique important sur le territoire, avec plus de 7000 emplois recensés sur l'ensemble des filières (production, recherche agronomique, transformation, etc.). La Politique Agroécologique et Alimentaire lancée par la Métropole vise, en particulier, à soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agro-alimentaires en structurant un socle pour le développement d'un appareil de production, d'amont en aval (production, transformation, distribution, commercialisation).

En ce sens, les orientations portées par le projet intègrent les éléments constitutifs de la politique agroécologique et alimentaire engagée par la Métropole pour le volet « économie et emploi agricoles et agroalimentaires », à savoir :

- mobiliser du foncier, sur la base de l'organisation proposée pour le Grand Parc Métropolitain, afin de permettre le développement de fermes nourricières dans le cadre de projets d'ensemble à vocation agroécologique ;
- inscrire des fonctions agricoles à forte valeur ajoutée au sein des projets de lisières urbaines, notamment en relation avec les projets d'aménagement ;
- déployer sur le territoire une économie de transformation et de valorisation agroalimentaire ;
- développer l'agro-téno-tourisme à travers la valorisation d'une armature de « boucles métropolitaines », véritables itinéraires de découverte du territoire, et la mise en place de sites démonstrateurs agroécologiques pour structurer les fonctions du Grand Parc Métropolitain.

L'aménagement du territoire du Grand Parc doit intégrer le déploiement d'exploitations agricoles de nouvelle génération, assises sur des activités diversifiées, des fonctions d'animation et de pédagogie, des mises en réseaux d'acteurs et des plates-formes de mutualisation de différente nature.

Réintégrer le commerce en ville pour recréer des centralités urbaines

Montpellier dispose d'un niveau d'équipement commercial puissant comparable à celui des autres Métropoles françaises, globalement bien dimensionné au regard de son bassin de population. Son armature est dans l'ensemble bien hiérarchisée et spatialement équilibrée. Cette organisation a vocation à être maintenue, confortée et éventuellement complétée au Nord-Ouest, voire, dans une moindre mesure à l'Est, seuls secteurs présentant un déficit relatif.

Si le projet de territoire vise à permettre la poursuite de l'accompagnement de la dynamique urbaine, on constate que le tassement relatif de la croissance démographique, la montée en puissance du commerce électronique et la raréfaction de la ressource foncière obligent à repenser les tissus commerciaux existants. La Métropole poursuit, en ce sens, un objectif de limitation des extensions commerciales au profit du réinvestissement des polarités existantes qui offrent souvent des possibilités non négligeables de densification et de diversification potentielles des fonctions.

Cela nécessite de pouvoir inscrire, dans une vision d'ensemble, les grands pôles commerciaux des communautés voisines dans le cadre d'une co-construction à mener dans le temps, plutôt que de générer des situations de concurrence dommageables pour le territoire.

L'un des enjeux majeurs du réinvestissement commercial concerne les grandes entrées de ville, qui, comme partout en France, n'ont pas été épargnées par un urbanisme mono-fonctionnel peu maîtrisé et principalement fondé sur l'automobilité. Les interventions à mener sont favorisées par la desserte multimodale dont bénéficient déjà plusieurs pôles commerciaux d'envergure, notamment le long de la route de la Mer avec la ligne 3 de tramway qui a servi de catalyseur pour enclencher l'une des démarches de reconquête commerciale parmi les plus importantes d'Europe.

A partir de ces enjeux, le projet de territoire vise à répondre à l'évolution des formes de distribution, bousculées notamment par le commerce numérique et par la mutation des modes de consommation, en privilégiant les implantations et les formes les mieux intégrées à la ville, aux quartiers et aux villages :

- Il réaffirme la primauté du grand cœur de Montpellier, prolongé par les nouvelles centralités autour des axes de Port Marianne et de l'avenue de la Mer pour assurer le rayonnement commercial métropolitain.
- Il fait du développement des commerces et services de proximité une priorité. Il s'agit, en particulier, de coupler l'offre avec une bonne desserte par les transports en commun et une bonne

accessibilité piétonne et cycles, ainsi qu'à promouvoir des formes proposant une plus-value par rapport aux grandes surfaces : multi-services, commerce coopératif, produits régionaux et bio, surfaces compactes avec services développés etc.

- Il vise à réinvestir les pôles périphériques accueillant le commerce de grande distribution avant d'engager d'éventuels projets d'extension. Leurs espaces doivent être mutualisés et économisés, leur desserte par les transports en commun améliorée, leur intégration urbaine retravaillée et leur conception rendue plus durable. De sorte que les nouvelles polarités commerciales périphériques doivent devenir l'exception, être dûment justifiées (augmentation de la population, carence de l'offre...) et ne pas chercher à recréer une offre existante dans la Métropole venant en redondance de celle des territoires proches (Saint-Aunès, Saint-Clément-de-Rivière). Par ces actions, le développement commercial doit reconquérir les tissus urbains et les entrées de ville retrouver leur dignité et leur attractivité.
- Il prend en compte les évolutions liées au commerce en ligne dont la forte croissance nécessite de veiller à bien intégrer les aménagements qui en découlent afin d'éviter des répercussions négatives sur l'armature urbaine du territoire. Il s'agit principalement de réfléchir à la nature de l'organisation de la logistique du « dernier kilomètre » privilégiant les modes de transport décarbonés, depuis l'organisation d'un réseau de plates-formes logistiques urbaines mutualisées jusqu'aux modalités de distribution finale, notamment les nouvelles formes de consignes urbaines en plein essor.

EN CONCLUSION : UN PROJET POUR FAVORISER LE DIALOGUE AVEC LES TERRITOIRES VOISINS

La nécessaire cohérence du projet de territoire a requis, dès l'engagement de son élaboration, une approche géographique et écosystémique dépassant très largement le cadre de la Métropole instituée. Le projet a ainsi visé à inscrire ses intentions dans la dynamique des communautés voisines, en cherchant les passerelles possibles au regard des propositions formulées. Il en découle, au niveau du plan armature, l'amorce de prolongements sur les territoires limitrophes, concernant des sujets nombreux et variés, en particulier en matière :

- d'environnement, avec les enjeux de continuité des trames vertes et bleues, de définition de projets agricoles au niveau de terroirs communs, ou encore de mise en place de véritables gestions des risques hydrauliques à l'échelle des bassins versants ;
- de mobilité avec la nécessité de définir des politiques de rabattement des flux automobiles en amont et de report vers les modes alternatifs à l'autosolisme ;
- d'économie à travers la définition de stratégies de développement économique et commercial globales pour remédier aux phénomènes de concurrence internes au grand territoire.

Ces différentes « mains tendues » aux communautés voisines constituent autant de points d'appui pour permettre, à l'avenir, les échanges et de nouvelles formes de coopération sur des sujets concernant le territoire de la Métropole de fait, territoire de partage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les valeurs du Projet de Territoire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137588-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUCI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUCI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - 2ÈME MODIFICATION DU PLU - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

A la suite de la demande de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit l'engagement de la modification n°2 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier, en vue de l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit « la Morte », par arrêté du 20 juillet 2016 n° A2016-285.

Conformément à l'article L153-38 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole a décidé d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit « La Morte », par délibération du 21 juillet 2016.

Au vu des potentiels de production de logements en tissu urbain constitué, la Commune souhaite mobiliser ce secteur pour atteindre ses objectifs de production de logements et relocaliser une maison de retraite. Ce secteur actuellement classé en zonage AUB1 au PLU de la Commune, approuvé le 12 février 2008, ne peut être ouvert à l'urbanisation qu'à la faveur d'une procédure de modification.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 9 septembre 2016, le Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier a émis un avis favorable sous réserves sur le projet de modification n°2 du PLU. Ces réserves portaient sur les points suivants : fixer un prospect en limite de secteur AUB2a et AUB2b prenant la hauteur de la construction, ainsi qu'une obligation de 2 places de stationnement non clôturées par logements sur le secteur AUB2c. Le dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune a été ainsi complété pour prendre en compte les demandes exprimées par la Commune.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment son article L153-40, ce projet a par la suite été notifié aux Personnes Publiques Associées mentionnées à l'article L. 132-7 du même Code, le 22 septembre 2016.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier s'est prononcée favorablement par courrier du 22 novembre 2016 notant la volonté de la Commune de réaliser une centaine de logements diversifiés, notamment des logements sociaux, mais aussi de relocaliser et redimensionner la maison de retraite existante.

Par arrêté du 4 octobre 2016 n° A2016-336, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, et a porté désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 2 novembre 2016 au 2 décembre 2016, inclus. Le public a pu s'exprimer par 10 visites lors des permanences (pour 6 situations différentes), 9 observations écrites (1 au registre dans les locaux de Montpellier Méditerranée Métropole et 8 dans le registre en Mairie de Murviel-lès-Montpellier), 1 lettre en recommandé.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis par la Métropole à son attention le 21 décembre 2016 et élaboré en étroite collaboration avec la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 2 janvier 2017. Constatant que l'enquête publique s'est tenue de façon satisfaisante et dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable.

Les principales observations émises durant l'enquête relèvent de diverses thématiques, qui appellent les réponses suivantes :

- Problématiques hydrauliques générales et propres au projet d'urbanisation :

Plusieurs observations interrogent sur les conditions de réalisation du projet d'urbanisation vis-à-vis des problématiques hydrauliques générales et propres au secteur.

Il convient de rappeler préalablement que le dossier de modification du PLU soumis à l'enquête publique porte spécifiquement sur le secteur dit « La Morte », et que celui-ci n'est pas grevé par une zone inondable identifiée au PPRI (« vallée de la Brue » arrêté préfectoral du 8 mars 2002).

Le projet d'aménagement va faire l'objet d'un dossier Loi sur l'eau avec une étude d'impact comprenant notamment un volet hydraulique qui permettra de préciser et de définir les mesures de réduction et de compensation des impacts du projet sur l'écoulement des eaux en superficie et en sous-sol.

En complément et suite aux épisodes hydrologiques de 2014 et 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé en novembre 2016 une étude hydraulique pour améliorer la connaissance du risque à l'échelle communale et prendre en compte ce risque dans l'aménagement du territoire.

Au niveau du projet d'aménagement, cette étude permettra d'une part d'identifier les zones inondables pour des périodes de retour de 10 ans, 30 ans, 100 ans et exceptionnelles en situation actuelle et pour différents états d'occupation future du sol.

D'autre part, l'étude définira des préconisations préalables au projet d'urbanisation et le principe des aménagements nécessaires à la prise en compte du risque inondation au niveau du projet (débordement de cours d'eau et ruissellement urbain). Ces éléments seront repris et définis dans le cadre du dossier Loi sur l'eau du projet.

Complémentairement, cette étude hydraulique pourra permettre globalement à l'échelle de la Commune de confirmer ou infirmer les dispositions actuelles du PLU, comme les emplacements réservés, non objet de la présente procédure de modification. L'élaboration du PLUi pourra être l'occasion de réviser ces dispositions au besoin.

En conséquence, il n'a pas été apporté de modification au dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

- Accès et liaisons douces :

Des observations s'attachent aux conditions d'accès, à la trame viaire et aux liaisons douces identifiées dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du dossier de modification, en particulier dans le schéma d'aménagement de principe.

L'OAP identifie les accès et la trame viaire constituant un cadre avec lequel les différentes autorisations d'urbanisme sur ce secteur devront être compatibles. Complémentairement, l'OAP identifie aussi une « continuité mode actif et desserte locale » en lien avec le tissu environnant. Cette intention permettant une meilleure liaison entre le nouveau quartier et le tissu urbain avoisinant, ceci n'est pas en soi une condition de réalisation de l'opération. Mais, il vise à améliorer le maillage du futur quartier.

Cette intention n'est indiquée dans le dossier que comme une simple possibilité.

En conséquence, il n'a pas été apporté de modification du dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

Une question porte sur la sécurisation de la route départementale (RD27). Une étude de déplacement diligentée par la Commune, Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec le Conseil Départemental de l'Hérault et l'ADEME n'a pas relevé le caractère accidentogène de la RD27 et préconise de déplacer l'entrée du village en amont de l'aménagement et de créer une zone « 30 » au droit de celui-ci.

Des études préalables au réaménagement de la RD27 sont actuellement en cours et vont permettre de définir l'avant-projet de cet aménagement intégrant des dispositifs d'abaissement de la vitesse, des cheminements destinés aux modes actifs et des espaces paysagers.

Le dossier de modification tient compte de cette étude de déplacement. En conséquence, il n' a pas été apporté de modification du dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

- Concertation :

Des observations identifient un manque de communication et d'information au cours de cette procédure de modification du PLU. Préalablement à l'enquête publique et dans le cadre de l'étude urbaine que la Métropole et la Municipalité ont engagée, plusieurs réunions de concertation se sont déroulées : le 1^{er} décembre 2015, le 15 janvier 2016, le 12 février 2016, le 5 juillet 2016. Enfin, une réunion spécifique s'est déroulée le 6 septembre 2016 sur la modification du PLU et l'urbanisation du secteur « La Morte ».

L'enquête publique s'est déroulée du 2 novembre 2016 au 2 décembre 2016. Toutes les mesures de publicité propres à la conduite d'une enquête publique ont été respectées (affichage sur site, sur la Commune).

Le fait même que les personnes se soient manifestées lors de l'enquête publique prouve la bonne information du public. Au total, 24 personnes ont manifesté leur intérêt pour cette enquête publique en se déplaçant ou en demandant via internet le dossier de projet.

En conséquence, il n'a pas été apporté de modification du dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

- Capacités du site d'urbanisation et formes urbaines :

Le SCoT (Schéma de Cohérence Territorial) en vigueur prescrit un niveau d'intensité d'urbanisation correspondant à la réalisation d'au moins 20 logements par hectare pour ce site. D'une surface de 5ha, le site devrait accueillir environ 100 logements diversifiés tant dans leur financement que dans leurs formes urbaine.

La 2ème modification du PLU soumise à approbation précise dans le règlement, le zonage, et une Orientation d'Aménagement et de Programmation les conditions de réalisation d'une opération. Les autorisations d'urbanisme devront être compatibles avec l'OAP et les dispositions mentionnées au règlement. Le dossier précise également les dispositions prises pour gérer les transitions avec le tissu urbain environnant.

Une remarque questionne la hauteur en mètres, non précisée, sur les secteurs AUb2a et AUb2b, pour lesquels la hauteur s'exprime en niveaux (R+2 + Attique).

Il a été jugé opportun de faire droit à la demande portant sur l'encadrement de la hauteur identifiée en mètres, sur les secteurs AUb2a et AUb2b, à 12 mètres, et mise en cohérence interne de l'article 10, en coordination avec le Commissaire enquêteur, qui a traduit son accord dans ses conclusions, ainsi qu'avec la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, une modification au dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier est apportée sur cet objet.

- Capacités des réseaux et de la station d'épuration :

Des observations interrogent sur les capacités des réseaux et sur la station d'épuration vis-à-vis du projet d'aménagement envisagé.

La capacité de la station d'épuration est actuellement de 1500 équivalents habitants. En 2014, les effluents à traiter, reçus en tête de station, représentaient environ 85% de la capacité totale de la station. Toutefois, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit la construction d'une nouvelle station d'épuration d'une capacité totale de 3000 équivalents habitants qui devrait entrer en fonction courant 2018. Au vu des besoins actuels et futurs (en termes d'équivalent habitant), le dimensionnement des réseaux d'assainissement existants sont suffisants pour collecter les effluents du projet.

En conséquence, il n'a pas été apporté de modification du dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

- Précisions complémentaires :

Des demandes d'un dossier plus détaillé sont exprimées. Le plan présenté dans la pièce graphique de l'OAP (Orientation d'Aménagement de Programmation), ainsi que le règlement constitue un

cadre avec lequel les différentes autorisations d'urbanisme sur ce projet devront être compatibles. En conséquence, il n'a pas été apporté de modification du dossier portant sur la 2ème modification du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sur cet objet.

D'autres demandes ont été exprimées hors objet de l'enquête publique : l'accès au numérique, les modalités de vente des terrains, etc...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, chargé de l'enquête publique relativement à la modification n°2 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- approuver la modification n°2 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cet affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 08/02/17
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - 7ÈME MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par courrier du 5 décembre 2016, le Maire de la commune de Saint Georges d'Orques a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune.

Par arrêté n°A2016-412 en date du 05/01/2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°7 du PLU de la commune Saint Georges d'Orques afin de permettre notamment la réalisation d'un équipement collectif au Sud du territoire communal.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Saint Georges d'Orques et au siège de la Métropole, aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Saint Georges d'Orques et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Saint Georges d'Orques (www.ville-st-georges-dorques.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public d'une modification simplifiée du PLU de la commune de Saint Georges d'Orques telles que définies dans le cadre de la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137403-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC
EXTENSION EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - MODIFICATION DU
PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°11920 en date du 29 octobre 2013, le Conseil a approuvé la modification du dossier de création de la ZAC Extension Eurêka sur la Commune de Castelnau-le-Lez sur une superficie de 37,8 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'Ouest et au Nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'Est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au Sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activités Eurêka, des activités mixtes, des activités de tertiaire d'affaire et technologique, des commerces, des activités de services, des établissements médicaux, des équipements d'intérêts collectifs, des hébergements hôteliers, des logements.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 264 000 m² de surface de plancher.

Afin de passer en phase opérationnelle et conformément à l'article R 311-8 du Code de l'urbanisme, a été approuvé le programme d'équipements publics de l'opération le 06 février 2014.

Il comprend l'ensemble des voiries, parking, places publiques paysagées, réseaux, ouvrages hydrauliques, espaces verts et plantations permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier, ainsi qu'un local pour y installer une antenne administrative communale et un fond de concours pour l'enfouissement des lignes à haute tension du secteur.

Cependant, la programmation ayant été affinée, il est apparu que le nombre de logements prévus sur la ZAC, de l'ordre de 1 800, mais aussi les autres projets d'urbanisation à proximité, requiert la création d'un groupe scolaire communal.

Il convient que la ZAC Extension Eureka contribue au financement de ce groupe scolaire à hauteur des besoins générés par les usagers du quartier, soit un tiers. Aussi, le Programme des Equipements Publics doit être modifié afin d'intégrer une participation à la commune pour cet équipement d'un montant de 2 927 000 euros.

Par délibération en date du 17 novembre 2016, la Commune de Castelnau-le-Lez a donné son accord sur ce programme d'équipement public modificatif.

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne a pour sa part donné son accord en date du 16 janvier 2014 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau-le-Lez. Ces éléments sont inchangés.

Il est proposé au Conseil de Métropole d'approuver le Programme d'Equipement Publics de la ZAC Extension Eurêka.

Conformément aux dispositions de l'article R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises par l'article R 311-5 du code précité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Programme des Équipements Publics modificatif de la ZAC Extension Eurêka établi en application de l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136858-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC
EXTENSION EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - MODIFICATION DU
DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°11920 en date du 29 octobre 2013, le Conseil a approuvé la modification du dossier de création de la ZAC Extension Eurêka sur la Commune de Castelnau-le-Lez sur une superficie de 37,8 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'Ouest et au Nord par le chemin de Boric, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'Est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au Sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activités Eurêka, des activités mixtes, des activités de tertiaire d'affaire et technologique, des commerces, des activités de services, des établissements médicaux, des équipements d'intérêts collectifs, des hébergements hôteliers, des logements.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 264 000 m² de surface de plancher.

Afin de passer en phase opérationnelle et conformément à l'article R 311-8 du Code de l'urbanisme, a été approuvé le programme d'équipements publics de l'opération et le dossier de réalisation de la ZAC, le 06 février 2014.

Cependant, la programmation ayant été affinée, il est apparu que le nombre de logements prévus sur la ZAC, de l'ordre de 1 800, mais aussi les autres projets d'urbanisation à proximité, requiert la création d'un groupe scolaire communal.

Par ailleurs, il convient que la ZAC Extension Eureka contribue au financement de ce groupe scolaire à hauteur des besoins générés par les usagers du quartier, soit un tiers. Aussi, le Programme des Equipements Publics doit être modifié afin d'intégrer une participation à la commune pour cet équipement d'un montant de 2 927 000 euros.

Conformément aux dispositions de l'article R 311-8 du Code de l'urbanisme, est également soumis à approbation du Conseil de Métropole, lors de cette séance, le programme d'équipements publics modifié de l'opération.

Il comprend l'ensemble des voiries, parking, places publiques paysagées, réseaux, ouvrages hydrauliques, espaces verts et plantations permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier, ainsi que des fonds de concours pour une maison des générations, pour l'enfouissement des lignes à haute tension du secteur, et la création d'un groupe scolaire communal.

Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne a donné son accord en date du 16 janvier 2014 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau-le-Lez.

Aussi, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'urbanisme, d'approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC, qui comprend :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global de constructions à réaliser, ci-dessus mentionné,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Les modalités prévisionnelles de financement de cette opération, qui fait l'objet d'une concession d'aménagement, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent à 56 294 000 euros sans participation de Montpellier Méditerranée Métropole. Les dépenses prévisionnelles incluent 22 943 K€ de travaux, 4 711 K€ de participation au coût d'enfouissement des lignes à haute tension, 300 K€ de participation à une maison des générations et 2 927 K€ de participation à la création d'un groupe scolaire.

Il est proposé au Conseil d'approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Extension Eurêka, incluant ces équipements conformément à l'article R311-7 du Code de l'urbanisme.

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Extension du Parc Eurêka,
- approuver les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,
- dire que le dossier de réalisation modificatif sera tenu à la disposition du public à la mairie de Castelnau-le-Lez, service urbanisme, et à l'hôtel de Métropole à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136857-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - PROJET URBAIN PARTENARIAL « CHEMIN DE LA ROQUE » - APPROBATION DU PÉRIMÈTRE ET DE LA CONVENTION DE PUP AVEC LA SOCIÉTÉ SCCV CHEMIN DE LA ROQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le chemin de la Roque à Saint Jean de Vedas se situe dans un secteur à vocation essentiellement résidentielle, entre l'avenue de Librillia et l'ancienne voie ferrée. Cette voie dessert un secteur d'habitations individuelles ainsi qu'un secteur de logements collectifs en cours de réalisation dans le cadre de la première tranche de la ZAC Roquefraise. Se situe aussi dans ce secteur la gendarmerie et non loin le centre technique municipal. Il est classé en 2Ua au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas. Cette voie s'arrête aujourd'hui en impasse au niveau de l'ancienne voie ferrée.

La société SAS Crédit Agricole Immobilier Promotion (CAIP) a déposé, conjointement avec la SAS HELENIS, en date du 30 novembre 2016, une demande de permis de construire n° 34270 16M0081 pour la réalisation d'un programme de 134 logements collectifs sur une unité foncière de 8 421 m² constituée par les parcelles cadastrées AW64, 90, 91, 147 et 148 (voir plan ci-joint). La surface de plancher projetée est de 7 859 m². Cette demande de permis fait l'objet d'une demande de transfert au nom de la SCCV CHEMIN DE LA ROQUE, représentée par CAIP et HELENIS.

Cette emprise aujourd'hui occupée par trois habitations individuelles se situe au fonds de l'impasse, entre la limite de la ZAC Roquefraise, la gendarmerie et l'ancienne voie ferrée. Ce permis de construire sera mis en œuvre en une seule tranche.

Compte tenu de sa localisation, la réalisation de ce projet d'immeubles collectif nécessite :

- la création d'une voie de desserte d'environ 140 mètres, au nord du programme, qui permette de raccorder le chemin de la Roque à la nouvelle voirie créée dans le cadre de la ZAC, dont le coût est estimé à 175 180 euros HT (maîtrise d'œuvre et foncier inclus),
- le déplacement d'un poste de transformation afin de permettre la création de cette voie, dont le coût est estimé à 69 425 euros HT,
- le prolongement sur 150 mètres du chemin de la Roque, avec l'aménagement d'un passage à niveau sur l'ancienne voie ferrée, afin de se raccorder à la rue des Jasses au Sud, dont le coût est estimé à 287 900 euros HT (maîtrise d'œuvre et foncier inclus),
- ce prolongement implique le déplacement de compteurs d'un riverain, pour un coût de 2 000 euros HT.

Compte tenu du nombre de logements prévu, ces deux aménagements de voirie s'avèrent indispensables pour assurer la desserte du programme et la collecte de ses ordures ménagères.

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. A l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Chemin de la Roque », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement

ou de construction, participeront, dans le cadre de conventions de PUP, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants. Le périmètre de PUP, annexé, couvre une surface de 8 421 m².

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de répartition du coût des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 10 ans.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 10 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge des constructeurs dans le cadre de ce périmètre de PUP les montants suivants :

Equipements publics à réaliser	coût prévisionnel HT	% privés	Part privés	% public	part public
travaux voirie nord, MOE 6% et foncier inclus	175 180	90%	157 662	10%	17 518
déplacement transformateur	69 425	90%	62 483	10%	6 943
voirie sud, MOE 6% et foncier inclus	287 900	70%	201 530	30%	86 370
déplacement des compteurs de M. Marchal pour alignement voirie sud	2 000	70%	1 400	30%	600
Total PUP	534 505	79%	423 075	21%	111 431

La création du barreau de voirie Nord est imputée aux pétitionnaires privés à 90%, étant essentiellement utile aux futurs résidents du programme et à la collecte d'une partie de ses ordures ménagères.

Le raccordement de la voirie au Sud leur est imputé à 70%, cet aménagement étant nécessaires aux futurs résidents du programme, à la collecte de l'autre partie de ses ordures ménagères mais permettra aussi le maillage du quartier.

Aussi est prévue une convention de PUP avec la société CAIP à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 423 075 €.

Il est précisé que le coût total prévisionnel des équipements à réaliser est évalué en phase avant-projet. La convention de PUP proposée à la société SCCV CHEMIN DE LA ROQUE prévoit que ses signataires s'engagent à accepter la conclusion d'un avenant si le montant total de réalisation des équipements publics, à l'issue des derniers décomptes de travaux avant la livraison des équipements publics, venait à être différent de plus de 5%, à la hausse comme à la baisse de l'estimation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP joint en annexe 1 pour une durée de 10 ans et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- exclure le secteur délimité en annexe 1 du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCCV CHEMIN DE LA ROQUE,
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136567-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET
URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE SAUSSAN - « SECTEUR DU
PIGEONNIER » - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ GGL - CONVENTION DE
REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE SAUSSAN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Sur le territoire de Saussan, le « secteur du Pigeonnier » d'une superficie de 2,29 ha comprend les parcelles AH120 et AI156. Le projet d'aménagement d'ensemble de ce secteur consiste en l'aménagement par la société GGL d'un lotissement artisanal de 24 lots, correspondant à 7 200 m² de SDP. Il générerait environ 50 habitants supplémentaires et la réalisation de nouveaux équipements publics.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société GGL et conformément au Code de l'urbanisme, il est prévu de conclure entre cette société et Montpellier Méditerranée Métropole un contrat de Projet Urbain Partenarial.

L'objet de ce Projet Urbain Partenarial est de permettre la prise en charge financière par la société GGL d'une partie des équipements publics nécessaires, liés à l'arrivée d'une population supplémentaire, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saussan. Les aménagements publics sont décrits dans les projets de convention de PUP. Ils consistent principalement en l'aménagement de la rue du Pouget, la prolongation du réseau électrique de 120 m pour le raccordement ERDF, l'enfouissement des réseaux secs et en la réalisation de 1/6 salle de classe supplémentaire dans les groupes scolaires de Saussan ainsi que la création d'une place supplémentaire en crèche.

Les équipements scolaires et les crèches étant de compétence communale, ils seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale, il est prévu le reversement par la Métropole à la commune de Saussan des produits financiers versés à la Métropole pour la réalisation de 1/6 de salle de classe et d'une place en crèche, la convention de reversement à intervenir entre la Métropole et la commune de Saussan précise les modalités de ce reversement, estimé à 19 000 € H.T.

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 263 214 € H.T. (acquisitions foncières, études et travaux) dont 227 937,20 € H.T. sera mis à la charge du promoteur (part correspondant aux besoins des futurs habitants du périmètre), 19 000 € seront financés par la commune de Saussan et le solde, soit 16 276,80 €, par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention de Projet Urbain Partenarial propose donc de mettre à la charge de la société GGL une part qui s'élève au total à 100 % du montant à la charge des promoteurs (un seul promoteur sur cette opération), soit un montant de 227 937,20 € H.T. (non soumis à la TVA), dont 14 850 € H.T. en apport de foncier (pour l'élargissement de la rue du Pouget soit environ 330 m²) et un solde payable en numéraire pour une somme de 213 087,20 € H.T.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé, inclut l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la société GGL. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 ans.

Le Projet Urbain Partenarial ne prévoyant pas la réalisation de travaux d'assainissement, la PFAC liée à l'opération est donc exigible en totalité par les constructeurs.

Les travaux des équipements publics seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole et par la commune de Saussan (en fonction de leurs compétences) dans un délai maximum de 10 ans suivant le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier lié à l'autorisation administrative nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront à la charge du promoteur intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL,
- approuver le projet de convention de reversement des produits financiers du présent Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saussan,
- autoriser Monsieur le Président à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137257-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE COURNONSEC - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIÉTÉ GGL AMÉNAGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société GGL Aménagement a déposé en date du 05 août 2016 une demande de permis d'aménager n°34087 16 M0001 sur la parcelle cadastrée B 0365.

Le permis d'aménager sera exécuté en 1 seule tranche. Le programme prévisionnel de cette opération d'aménagement prévoit la création de 9 logements individuels.

Il apparaît que l'opération, objet du dossier de demande de permis d'aménager n° PA 34327 16 M0001, rend nécessaire :

- l'enfouissement, au droit de la parcelle cadastrée B 0365, des réseaux secs (adduction électrique, éclairage public, télécom) ;
- la requalification, au droit de la parcelle cadastrée B 0365, de la Rue des Ecoles avec mise en place de cheminements destinés aux modes actifs ;
- l'aménagement d'un parking au droit de la parcelle cadastrée B 0365.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 50 % du coût total H.T de l'enfouissement, au droit de la parcelle cadastrée B 0365, des réseaux secs (adduction électrique, éclairage public, télécom) pour un montant égal à 39 375,00 €,
- 80 % du coût total H.T de la requalification, au droit de la parcelle cadastrée B 0365, de la rue des Ecoles avec mise en place de cheminements destinés aux modes actifs, pour un montant égal à 36 000,00 €,
- 80 % du coût total H.T de l'aménagement d'un parking au droit de la parcelle cadastrée B 0365, pour un montant égal à 39 720,00 €.

À travers une convention de PUP, la société GGL Aménagement, s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire égale à 108 445,00 € et une contribution foncière égale à 6 650,00 €. Au total la participation de l'aménageur s'élève à 115 095,00 €.

La durée d'exonération de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement est fixée à 5 ans à compter de l'affichage de la mention de la signature de la présente convention au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Cournonsec.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL Aménagement ;
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137251-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONTRAT DE CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉNERGIE CALORIFIQUE AU RÉSEAU MONTPELLIÉRAIN DE CHALEUR ET DE FROID - AVENANT N°4 AU PLAN QUINQUENNAL DE TRAVAUX 2017/2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoir énergétique, rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité, ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession ») a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession a ensuite été amendée dans le cadre d'un avenant n°2 en date du 4 mars 2013 ayant pour objet :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux,
- la prolongation de la durée de la Concession, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2b du Code général des collectivités territoriales
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la concession inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite suite à une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du code de l'énergie
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la concession.

La concession a enfin été amendée dans le cadre d'un avenant n°3 en date du 8 décembre 2015 ayant pour objet :

- la modification de la composition des formules d'indexation de l'élément R1 chaleur et de l'élément R1 froid en conséquence de la disparition des tarifs réglementés de vente (TRV)

d'électricité et de gaz pour les professionnels et la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

La concession doit désormais faire l'objet d'un nouvel avenant pour les raisons ci-après explicitées :

La compétence relative au RMCF a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (« LTECV ») comporte des dispositions en faveur des réseaux qui fournissent de la chaleur et du froid à partir de sources d'énergie renouvelables ou de récupération.

La LTECV fixe ainsi les objectifs chiffrés de la politique énergétique nationale et notamment les objectifs chiffrés suivants :

« Multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030. » (Art. L.100-4 9° du code de l'énergie).

Ces objectifs doivent être mis en œuvre par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements : *« Pour atteindre les objectifs définis à l'article L. 100-1, l'Etat, en cohérence avec les collectivités territoriales et leurs groupements et en mobilisant les entreprises, les associations et les citoyens, veille, en particulier, à :*

[...] 3° Diversifier les sources d'approvisionnement énergétique, réduire le recours aux énergies fossiles, diversifier de manière équilibrée les sources de production d'énergie et augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale ; » (L.100-2 du code de l'énergie).

La Métropole a ainsi souhaité mettre en œuvre ses obligations au titre de la LTECV, notamment sur le périmètre de la Ville de Montpellier.

Les parties à la Concession travaillent depuis de nombreuses années au développement du Réseau de chaleur et de froid axé sur les énergies renouvelables et de récupération.

L'article 23 b) et c) de la Concession prévoit notamment que la SERM présente tous les cinq ans un programme prévisionnel de réalisation et de financement de travaux d'extension du RMCF.

En outre, la SERM détient un droit exclusif pour réaliser et exploiter des ouvrages et canalisations destinés à la production, au transport et la distribution publique de chaleur et de froid dans le périmètre contractuel (Articles 5 et 10 de la Concession), à savoir l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier (Article 8 de la Concession).

Dans ce contexte, la Métropole et la SERM ont décidé d'intégrer dans le programme de travaux quinquennal 2017/2021, une extension du RMCF sur la Ville de Montpellier en conformité avec les objectifs fixés par la LTECV.

Cette extension s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession (art. 55) et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 (art. 36). En effet, les dispositions de ces textes relatifs à la modification des contrats s'appliquent aux concessions en cours à la date d'entrée en vigueur, soit le 1er avril 2016.

En particulier, selon l'article 36 du décret relatif aux contrats de concession :

«Le contrat de concession peut être modifié dans les cas suivants :

1° Lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage ;(...)

Le nouveau programme de travaux neufs va permettre de développer le RMCF dans les quartiers déjà desservis par ce service public et dans de nouveaux quartiers de la Ville de Montpellier pour faire bénéficier d'une énergie renouvelable et bon marché à de nouveaux usagers. Ces nouveaux raccordements augmenteront les quantités d'énergies renouvelables et de récupération produites et distribuées par le RMCF qui renforcera sensiblement sa contribution à l'atteinte des objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole.

Le nouveau programme de travaux neufs se décompose en deux parties avec l'extension des réseaux de chaleur renouvelable existants et la création de nouveaux réseaux de chaleur et de froid.

Les programmes immobiliers à raccorder sont situés dans de nouvelles zones urbanisées telles que La Mogère, Port Marianne et Grisettes, dans des quartiers en rénovation urbaine tels que EAI, Saint Roch et Celleneuve-Beau Soleil mais aussi dans des quartiers existants tels que Richter.

Une description complète et détaillée des projets de développement suivants est présentée en annexe 1 de l'avenant n°4 et comprend les éléments suivants :

1. Extension des réseaux existants : Raccordement de nouveaux bâtiments sur les réseaux urbains existants d'Antigone/Polygone et de Port Marianne, alimentés principalement par de la biomasse, et des Grisettes, alimenté par le biogaz d'AMETYST ;
2. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier de la Mogère basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe. La chaleur et le froid seront produits par thermofrigopompes géothermiques avec un appoint assuré par la centrale de trigénération de Port Marianne ;
3. Création d'un nouveau réseau de chaleur pour le quartier de l'EAI basé sur la valorisation de la biomasse locale. Une nouvelle chaufferie au bois sera construite sur le site de l'EAI pour alimenter les programmes immobiliers de la ZAC EAI ;
4. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Saint Roch basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité ;
5. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Celleneuve - Beau Soleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid.

Il n'est pas envisagé par les parties de prolonger la durée de la Concession en vue d'amortir les nouveaux investissements prévus au plan quinquennal. Par ailleurs, la volonté de maîtrise des coûts de chauffage pour les abonnés du service implique de maintenir les tarifs à leur valeur actuelle. Dans ces conditions, ces nouveaux investissements ne pourront pas être amortis sur la durée restant à courir de la Concession.

En conséquence, la SERM sera indemnisée en fin de contrat de la valeur nette comptable de ces nouveaux investissements, dans les conditions de l'article 83b) de la Concession relatif à la remise des installations à la fin de la Concession :

« b/ Les installations financées par le Concessionnaire dans les quinze dernières années de la concession et faisant partie intégrante de la concession seront remises à la collectivité moyennant, si elles ne sont pas amorties comptablement, le versement d'une valeur de rachat. Cette valeur est égale au coût de premier établissement des ouvrages, diminué des amortissements pratiqués jusqu'à l'expiration de la concession conformément au plan d'amortissement mentionné à l'article 23.b). Cette valeur sera payée dans le délai de six mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés au taux légal. Un an avant l'expiration du contrat, les parties arrêteront le montant prévisionnel de la valeur de rachat de la valeur non amortie et les modalités de paiement ».

Le plan quinquennal de travaux pour la période 2017/2021 en annexe 1 de l'avenant n°4 est évalué à 25,5 millions d'euros HT et bénéficie d'un taux de subvention prévisionnel de 24%.

Afin d'assurer le suivi de ce plan quinquennal de travaux, le concessionnaire s'engage à transmettre au concédant au 31 mai un état d'avancement de celui-ci faisant apparaître par projet le réalisé et l'actualisation du prévisionnel arrêté au 31 décembre 2021 ainsi que les valeurs nettes comptables au terme du contrat.

En cas de bouleversement de l'économie d'un projet, les parties conviennent de se rencontrer afin d'étudier l'actualisation de ce plan quinquennal de travaux.

La commission de délégation du service public « Energie – Réseaux de chaleur – Froid » réunie le 22 décembre 2016 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°4,
- autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1135292-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

FINANCES – RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du code général des collectivités territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2017.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2017. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2017,
- prendre acte de la tenue, en son sein, du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2017 sur rapport sus mentionné,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, tant sur l'existence et la transmission aux élus du rapport d'orientations budgétaires que sur la tenue du débat d'orientations budgétaires.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137922-
BF-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2017

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences importants s'accompagnant de transferts de charges.

A ce titre, les évaluations de ces transferts ont été fixées par les Commissions Locales d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 22 septembre 2015, 19 janvier et 25 octobre 2016, afin d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences et de déterminer le niveau des moyens dont la Métropole disposerait pour exercer ces compétences. Ces attributions de compensation ont été adoptées de manière concomitante par le conseil et à l'unanimité des conseils municipaux.

D'autres ajustements pourront être apportés au cours de l'année 2017 (Part investissement aires d'accueil des gens du voyage, révisions des emprunts affectés, correctifs,...) et seront proposés en CLETC. Dans cette attente, et conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation doit être notifié aux communes avant le 15 février 2017.

Il convient donc de délibérer sur leur chiffrage prévisionnel conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 25 octobre 2016 :

Communes	Attribution de Compensation prévisionnelle 2017	Attribution de Compensation prévisionnelle 2017
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 847,05	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	593 518,42	
Cournonsec	83 194,28	
Cournonterral	529 943,27	
Le Crès	992 957,65	
Fabrègues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		602 203,79
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Communes	Attribution de Compensation prévisionnelle 2017	Attribution de Compensation prévisionnelle 2017
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Montpellier	41 005 378,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	

Pérois	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	169 363,27	
Saint Geniès des Mourgues	190 097,43	
Saint Georges d'Orques	298 476,35	
Saint Jean de Védas	485 036,64	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
TOTAL	56 064 214,43	2 147 721,61

Attribution de Compensation prévisionnelle 2017 versée par Montpellier Méditerranée Métropole aux Communes	2 147 721,61
Attribution de Compensation prévisionnelle 2017 versée par les Communes à Montpellier Méditerranée Métropole	56 064 214,43
Attribution de Compensation prévisionnelle globale 2017	53 916 492,81

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation prévisionnelles des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137766-

BF-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

FINANCES – LISTE DES ASSOCIATIONS OU FONDATIONS EXONÉRÉES DU VERSEMENT TRANSPORT - MODIFICATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales dispose que les fondations ou associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social sont exonérées du versement transport. L'article D. 2333-85 du même code précise que la commune ou l'établissement public compétent pour l'organisation des transports urbains, établit la liste des fondations et associations exonérées.

Le bénéfice de l'exonération n'est pas limité dans le temps, sous réserve de l'évolution statutaire des associations.

Montpellier Méditerranée Métropole a été saisie de la demande de l'association UDAF 34 (Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault) dont le siège est situé 160 rue des Frères Lumière, CS 29000 à Montpellier. L'analyse du dossier permet de proposer cette association au bénéfice de l'exonération du versement transport.

La liste des associations et fondations exonérées du versement transport, arrêtée par délibération n° 11127 du 8 octobre 2012 doit donc être complétée.

La nouvelle liste des associations et fondations exonérées du versement transport, s'établit comme suit :

- l'Association des Paralysés de France (APF), Section Sociale, siège, Délégation Départementale,
- l'Asile de Vieillards des Petites Soeurs des Pauvres,
- le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques Languedoc-Roussillon (G.I.H.P.),
- la Croix Rouge Française – Délégation Départementale et délégation locale de Montpellier,
- l'Association d'Aide aux Mères et aux Familles à Domicile (A.M.F.D.),
- l'Association AIDES (aide aux malades, à la recherche, information du public sur le syndrome immuno-déficitaire acquis),
- le Comité Perce Neige,
- la Fondation de l'Armée du Salut-Institut de Nazareth,
- l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la liste des associations et fondations exonérées du versement transport telle que définie ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137930-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2016 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE GESTION DES AIDES À L'HABITAT PRIVÉ CONCLUE AVEC L'ANAH - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant annuel dit « de fin de gestion » précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation.

Un avenant de clôture spécifique à la création de logements sociaux publics a d'ores et déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole le 24 novembre dernier ; il a été signé le 10 décembre 2016.

L'avenant n°1 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé fixe l'enveloppe complémentaire mise à la disposition de la Métropole par l'Agence pour un montant de 114 410 €, portant le montant des droits à engagement 2016 à 3 352 008 €. A celle-ci, s'ajoute une dotation complémentaire du programme national « Habiter Mieux » pour l'attribution des aides du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) d'un montant de 80 309 €, portant le montant des droits à engagement 2016 à 366 309 €.

En contrepartie, la Métropole s'est vue fixée des objectifs ajustés, portant le nombre total de logements à rénover à 272 contre 208 initialement, dont :

- 256 logements de propriétaires occupants contre 181 initialement ;
- 16 logements de propriétaires bailleurs contre 27 initialement.

Cette nouvelle dotation couvre également la rénovation des parties communes de 9 copropriétés, équivalant à 125 logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137489-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE 111 RÉSIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - GARANTIE D'EMPRUNTS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 111 résidences, situées à Montpellier, Le Crès, Lavérune, Baillargues, Saint Jean de Védas, Cournonterral, Jacou, Pignan et Lattes. Les travaux projetés diffèrent d'un programme à l'autre, et concernent l'amélioration ou la mise aux normes des menuiseries, de l'électricité, des ascenseurs, du chauffage, des équipements de sécurité, de l'étanchéité ou encore la réfection de certaines façades et toitures.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 10 338 250 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Il y a lieu de formaliser cette garantie dans une convention. La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 10 338 250 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer les travaux de réhabilitation réalisés dans 111 de ses résidences à Montpellier, Le Crès, Lavérune, Baillargues, Saint Jean de Védas, Cournonterral, Jacou, Pignan et Lattes, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°57728 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts et signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137440-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN PLACE PAR FDI SACICAP DU DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL DE PRÊT TRAVAUX MISSIONS SOCIALES ET DE PRÊT D'AVANCE SUR SUBVENTIONS PUBLIQUES POUR LA RÉHABILITATION DU PARC PRIVÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1^{er} janvier 2015, lui confère des prérogatives plus affirmées au titre de sa compétence Politique Locale de l'Habitat parmi lesquelles les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre. Ces actions s'expriment notamment à travers les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou les Programmes d'Intérêt Généraux (PIG).

Deux OPAH de Renouvellement Urbain avec un volet Copropriétés Dégradées sont actuellement en cours dans le cadre de l'opération Grand Cœur à Montpellier sur les secteurs Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie et Coureau, Figuerolles, Nord Ecusson.

La Métropole a également lancé le 1er décembre 2013, pour une durée de 5 ans, le PIG « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux ».

La convention entre l'Etat et l'Union d'Economie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) du 16 Avril 2007, modifiée par avenant le 8 décembre 2010, prévoit, la mobilisation des SACICAP (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) pour accompagner le dispositif « Habiter Mieux » initié par l'Etat et l'Anah de lutte contre la précarité énergétique et d'aide à la rénovation thermique. Ainsi, les SACICAP se sont engagées à mettre en œuvre diverses mesures d'accompagnement des propriétaires occupants bénéficiaires des aides de l'Anah et plus particulièrement des ménages exclus des circuits bancaires classiques.

A ce titre, FDI SACICAP et la Métropole avaient déjà concrétisé une convention de partenariat entre 2010 et 2013, qui avait permis de financer 9 propriétaires occupants avec une enveloppe de prêts de 225 000 euros.

FDI SACICAP propose aujourd'hui à Montpellier Méditerranée Métropole de relancer ce partenariat, via une convention, en renouvelant sa participation au PIG et également en participant aux OPAH RU.

Cette convention vise à faciliter l'accès au crédit en accompagnant les propriétaires occupants et en leur permettant de souscrire à un « prêt avance sur subventions » et/ou un « prêt travaux » pour financer le reste à charge des travaux, auprès de l'établissement FINANCO par le cautionnement de FDI SACICAP.

Les interventions porteront prioritairement sur les travaux de rénovation thermique dans le cadre du programme « Habiter Mieux ». Les propriétaires réalisant des travaux de sortie d'insalubrité, de péril, de traitement du saturnisme et de réhabilitation lourde pourront également bénéficier de ce dispositif.

Pour mettre en œuvre cette convention, FDI SACICAP réserve une « ligne » de caution pour un montant cumulé de 350 000 € de prêts. Les opérateurs URBANIS et SA3M, également signataires de la convention, assureront le lien avec les propriétaires bénéficiaires d'avance.

Cette convention n'a pas d'incidence financière sur le budget de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention relative à la mise en place d'un dispositif expérimental de Prêt Travaux Missions Sociales et de Prêt d'Avance sur subventions, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, FDI-SACICAP, la SA3M et URBANIS ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention sus-visée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1135918-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « AU CŒUR DE PRADES », RUE DE LA DUCQUE À PRADES-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Au Cœur de Prades », rue de la Ducque à Prades-le-Lez.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur OB Développement, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Thomas Landemaine domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 981 516 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 373 986 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 310 122 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 188 400 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 109 008 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	373 986 €	310 122 €	188 400 €	109 008 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,41 %	- 0,20 %	+ 0,41 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 736 137 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 981 516 €, sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Au Cœur de Prades », rue de la Ducque à Prades-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1136992-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT GERMAIN DES PRÈS », AVENUE DU CAP À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Saint Germain des Prés » avenue du Cap à Lattes.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Hélienis, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Garcia Diaz domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 343 400 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 479 709 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 418 271 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 286 926 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 158 494 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	479 709 €	418 271 €	286 926 €	158 494 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,38 %	- 0,20 %	+ 0,38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour

les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 007 550 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 343 400 € sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Saint Germain des Prés » à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136983-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « OPALE »
» TRANCHE 2, CHEMIN DU PUIT À SUSSARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA
D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Patrice GENET à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 362 896 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 502 720 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 359 910 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 348 407 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 151 859 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	502 720 €	359 910 €	348 407 €	151 859 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,36 %	- 0,20 %	+ 0,36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour

les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 022 172 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 362 896 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136990-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX À LATTES ET SUSSARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 32 logements sociaux correspondant à deux opérations prenant place avenue du Cap à Lattes, résidence « Saint Germain des Prés » et rue du Puits à Sussargues, résidence « Opale » tranche 2.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social pour permettre d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« Saint Germain des Prés » Avenue du Cap LATTES	« Opale » - tranche 2 Rue du Puits SUSSARGUES
Zone	3	3
Caractéristiques :		
Architecte	Antoine Garcia Diaz	Patrice Genet
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	859,10 m²	943,80 m²
Nombre de logement	15	17
Catégorie de financement	11 PLUS / 4 PLAI	12 PLUS / 5 PLAI
Typologie	8 T2, 5 T3, 2 T4	10 T2, 5 T3, 2 T4
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 818 024 €	1 834 176 €
Subvention Etat déléguée	34 624 €	43 280 €
Subvention Région	23 000 €	27 000 €
Subvention commune	37 500 €	
Prêt CDC	1 343 400 €	1 362 896 €
Prêt PEEC	27 000 €	20 000 €
Fonds Propres	277 500 €	296 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	75 000,00 €	85 000,00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Saint Germain des Prés », avenue du Cap à Lattes ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;

- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137000-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE «
POINTE EUROPE », 2 000 AVENUE DE L'EUROPE - CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE
D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Pointe Europe », 2 000 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture MDR domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 478 820 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 520 990 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 455 245 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 299 146 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 203 439 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	520 990 €	455 245 €	299 146 €	203 439 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum		de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,35%	- 0,20 %	+ 0,35%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 109 115 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 478 820 € sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Pointe Europe », 2 000 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137014-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "AVENUE DES LEVADES" À PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 16 logements locatifs sociaux, avenue des Levades à Pérols.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Florent Doustaly domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 637 546 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 605 149 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 530 128 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 282 255 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 220 014 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	605 149 €	530 128 €	282 255 €	220 014 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum		de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37%	- 0,20 %	+ 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 228 159,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 637 546 € sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, avenue des Levades à Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137010-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – RENOUELEMENT DE L'ADHÉSION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU GEFLUC (GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER) - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais.

S'appuyant sur ses 50 ans d'expérience, fort de son expertise médicale et scientifique le GEFLUC agit au quotidien pour lutter contre le cancer. Son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie et travaille en partenariat avec les chefs d'entreprises, les DRH, la médecine du travail pour mettre en place des programmes de sensibilisation et de préventions des risques cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise.

Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises, des collectivités et de leurs groupements des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions et des conférences sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions,...

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Métropole et des communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a concerné plus d'une centaine d'agents. Il est aujourd'hui individuel et constitué de plusieurs rendez-vous avec le tabacologue.

Afin de poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie, des formations d'agents, il est nécessaire d'adhérer à cette association. En effet, des actions désensibilisation dans la démarche de prévention alcool, aux dépistages des cancers sont programmées.

Par ailleurs, conscient du bouleversement complet de l'environnement professionnel d'un salarié à l'annonce de sa maladie, le GEFLUC a élaboré le projet d'aide au retour à l'emploi GE-BOSS qui après une phase expérimentale régionale sera étendu sur tout le territoire national

GE-BOSS (Baliser, Organiser, Surmonter, Sécuriser) est un programme de coaching ou e-coaching mis en place pour le maintien de l'emploi ou la réinsertion dans la vie professionnelle des patients jeunes atteints par cette maladie.

Le GEFLUC propose de réaliser à partir de 2017 une étude sur l'accompagnement spécifique du malade et de son environnement professionnel, sous forme de séances de coaching. Cet accompagnement est assuré par un thérapeute à la fois médecin et « coach » ce qui permettra, outre le travail sur la réinsertion, une meilleure coordination avec les équipes soignantes afin de sécuriser le patient. Les séances pourront être réalisées à distance (e-coaching)

Cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 000 euros au titre de l'année 2017 ;
- dire que les crédits nécessaires à l'adhésion et au plan anti-tabac sont inscrits au budget primitif 2017, Chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136924-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION ANNUELLE 2017 DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole permet de répondre aux attentes des agents, en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales et de services collectifs.

Il est aujourd'hui, un acteur à part entière de la vie des agents. Il a pour objectifs de créer du lien social entre les agents, de faciliter l'accès des agents à la culture, aux sports et aux loisirs, et d'améliorer les conditions de vie des agents.

Pour atteindre ces objectifs et faire du CASSC un véritable outil d'attractivité et de service dédié aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, le CASSC a besoin d'un solide partenariat avec la Métropole et de son soutien, notamment par la mise à disposition de moyens pour atteindre ces objectifs, et la mise en place d'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre au travers d'une convention annuelle de moyens.

Au titre de ces moyens, figurent :

- le versement d'une subvention annuelle qui sera fixée par le Conseil après examen du budget prévisionnel N + 1 du CASSC. Le montant et les modalités de versement de cette subvention seront définis par une convention financière annexée à la convention de moyens ;
- le remboursement des aides financières d'urgences versées aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans la limite de 10 000 euros ;
- la mise à disposition contre remboursement, et selon une convention individuelle, de deux agents à temps complet et un agent à mi-temps ;
- la mise à disposition de moyens matériels (bureaux, matériel informatique et téléphonique) ainsi que la prise en charge des dépenses courantes (affranchissement, frais de téléphone et d'abonnement Internet, petites fournitures et fluides).

En contrepartie, l'association CASSC devra transmettre à la Métropole le budget prévisionnel élaboré pour l'année N+1, au cours du mois de septembre de l'année N., ainsi que l'échéancier du versement de la subvention en fonction des besoins budgétaires annuels du CASSC.

Elle devra en outre, prévoir des réunions régulières avec Montpellier Méditerranée Métropole afin de réaliser un point d'étape sur la consommation budgétaire et transmettre à cette dernière le compte rendu des Conseils d'Administration du CASSC.

Délibération n° 14430

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de moyens 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits seront prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, budget principal, chapitre 930 et budgets annexes, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BALAZUN, M. P. BONNAL, M. T. BREYSSE, M. G. CASTRE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme E. LLORET, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. A. MOYNIER, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136921-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 janvier 2017.

II- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 janvier 2017.

III- Suppressions de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 17 janvier 2017.

IV- Confirmations de poste :

a) Par délibération **n°7841 du 2 octobre 2007**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés pour exercer des fonctions de Responsable du Business Innovation Center (n° du poste : 2004-016) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

- nature des fonctions : diriger le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et ses pépinières d'entreprises Cap Alpha, Cap Omega et MIBI, afin de favoriser la création d'emplois par la création d'entreprises innovantes sur le territoire de la métropole de Montpellier ; contribuer à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole par le rayonnement du BIC ; Développer la création des entreprises innovantes et la pérennité des emplois générés ; Optimiser l'occupation des pépinières et les performances de l'accompagnement de l'incubateur.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme Formation Ingénieur avec une formation/expérience complémentaire en gestion/finance ou Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) avec une solide culture des technologies innovantes (en particulier du numérique).
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de l'engagement de la Métropole en matière d'accompagnement de l'innovation, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Délibération n° 14431

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137599-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - SÉCURISATION DU SYSTÈME LEZ - CONSTRUCTION D'UNE STATION DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE - APPROBATION DU PROGRAMME

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Une grande partie des communes de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole (Montpellier, Juvignac, Grabels, Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, Jacou, Le Crès, Vendargues) est alimentée en eau potable, pour tout ou partie, par la source du Lez. Elles sont donc desservies par le système Lez qui alimente également les communes du territoire du Syndicat Mixte des Eaux et de l'Assainissement de la région du Pic Saint Loup (à hauteur des volumes maximum prévus par la convention) et la commune de Saint-Aunès. L'eau distribuée sur le périmètre du système Lez est principalement produite par l'usine Arago qui peut traiter l'eau de la source du Lez et/ou l'eau brute BRL. L'eau BRL est utilisée soit en appoint afin de stabiliser le niveau de la source du Lez à une cote compatible avec les obligations de la DUP, soit en secours. Quelques forages complètent la production d'eau potable sur ce périmètre.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP), adopté en 2013, a mis en évidence la problématique de sécurisation des ressources en eau sur le périmètre du système Lez. Ce problème de sécurisation est notamment lié à l'existence d'une seule ressource principale et d'une seule usine de traitement qui rend vulnérable le système de distribution d'eau potable face à des risques de pollution à la source du Lez, de rupture de canalisation d'adduction, ou de dysfonctionnement sur l'usine de potabilisation François Arago. Par ailleurs, dans la configuration actuelle du système de distribution d'eau potable, certaines opérations d'entretien ou de renouvellement sur cette usine, nécessitant des arrêts supérieurs à une journée, ne peuvent pas être réalisées. Pour répondre à cette problématique de sécurisation, le SDAEP prévoit la construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable d'une capacité de 400 l/s pour un montant estimé des travaux de 20,3 M€ H.T.

La faisabilité de cette nouvelle usine a été étudiée en 2015-2016 par Montpellier Méditerranée Métropole, en concertation avec la Régie des Eaux. L'objectif premier de cette étude était d'actualiser le bilan besoins-ressources à l'échelle du système Lez. La mise à jour de ce bilan montre la nécessité de renforcer la capacité de production d'eau potable à l'horizon 2030, à hauteur de 180 l/s, pour pallier aux besoins en eau en situation de pointe de consommation et de niveau bas à la source du Lez. Cette nécessité de renforcement de la ressource n'avait pas été identifiée au stade de l'élaboration du SDAEP. **La future usine de traitement d'eau potable devra donc répondre à un double-objectif de sécurisation mais aussi de renforcement de la ressource en eau.**

Plusieurs scénarios permettant de sécuriser 80% des besoins de pointe en eau potable du système Lez ont été étudiés en prenant en compte des niveaux de risque différents.

Le scénario retenu, en concertation avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, conclut sur la nécessité d'une construction d'une nouvelle usine d'une capacité de 750 l/s, sur le site de Valedéau à Montpellier. Cette capacité est suffisante pour permettre de réaliser d'une part les opérations de maintenance et de renouvellement nécessaires sur l'usine Arago et d'autre part les essais de pompage envisagés à la source du Lez.

Cette nouvelle usine sera alimentée par l'eau du Bas Rhône qui constitue la seule ressource disponible en quantité suffisante sur le territoire. La faisabilité technique de cette alimentation est assurée mais sa mise en œuvre suppose des travaux de renforcement des ouvrages d'adduction qui nécessitent une sollicitation de la Région pour accord et négociation financière des contributions respectives.

A l'issue de l'étude de faisabilité, la solution d'une usine composée de 3 files identiques d'une capacité de 250 l/s chacune a été retenue. Cette configuration permet de faire fonctionner l'usine en permanence à un débit sanitaire pouvant varier entre 100 et 200 l/s. La rotation sur les 3 files permet de garantir une montée en puissance rapide de l'usine jusqu'à 750 l/s en cas de besoin de sécurisation. Par ailleurs, afin de garantir la distribution d'une eau de qualité aux consommateurs, les principes suivants ont été retenus :

- Mise en place d'une filière de traitement complète : prétraitements, filtration sur sable, inter-ozonation, filtration sur charbon actif, désinfection.
- Mise en place d'une protection multi-barrières (ozone/UV/Chlore) permettant un large spectre d'abattement des polluants, notamment des polluants bactériens.
- Couplage ozone/charbon actif pour l'élimination des pesticides.

Au stade faisabilité, le montant de l'opération de construction de l'usine est estimé à 27M € H.T. (hors travaux de renforcement des ouvrages d'alimentation en eau brute de l'ordre de 4M €H.T.). Les études techniques et réglementaires devraient se dérouler de 2017 à 2018, la consultation des entreprises en 2019 pour un démarrage de travaux en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, en tant qu'autorité organisatrice, le principe de construction d'une station de traitement d'eau potable, sur la commune de Montpellier, d'une capacité de 750l/s,
- prendre acte du budget prévisionnel de l'opération de 27 M€ H.T., financé par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'engagement d'études conjointes avec BRL et la Région Occitanie sur les modalités techniques et financières de desserte en eau brute de cette nouvelle usine de traitement d'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137438-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - CONSTRUCTION D'UNE USINE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article 3 des statuts dispose que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ».

Conformément à la convention d'objectifs et à la convention cadre de mandat approuvés par délibération n°13454 du 16 décembre 2015, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'opération de construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier, pour sécuriser le système Lez, est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable qui entre dans ce cadre. Une étude de faisabilité a permis en 2015-2016 d'affiner le projet et les coûts associés.

Le programme d'opération qui en résulte fait l'objet d'une autre délibération soumise à l'approbation du Conseil de Métropole lors de cette même séance.

La convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat (délibération n°13454), une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier.

L'opération prévoit la construction d'une usine de capacité 750 l/s permettant de renforcer la ressource en eau et d'assurer la sécurisation de 80% des besoins de pointe en eau potable des communes desservies par le système Lez. Cette usine sera alimentée par de l'eau brute BRL et disposera d'une filière de traitement adaptée, multi-barrières garantissant une production d'eau potable de qualité.

Le montant de l'opération (études et travaux) est estimé, au stade faisabilité, à 27 M€ HT soit 32,4 M€ TTC. La durée totale de l'opération est estimée à 6 ans, avec un démarrage des études en 2017.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement, soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 4% du montant total des dépenses à engager pour l'opération, soit un montant d'honoraires estimé à 1 080 000 € HT. Le Maître d'Ouvrage délégué sera rémunéré par acomptes annuels, en fonction de l'avancement de l'opération et des jalons définis dans la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier,

Délibération n° 14438

- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137050-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DE MAERA - ETUDES D'OPTIMISATION ET DE RENFORCEMENT DES RÉSEAUX PRIMAIRES DE TRANSPORT DES EFFLUENTS À MAERA - DEMANDE DE SUBVENTION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement, approuvé par le Conseil le 16 décembre 2004, a prévu de raccorder sur Maera plusieurs systèmes d'assainissement qui disposaient (ou disposent encore pour la Commune de Castries jusqu'à l'automne 2017) de leur propre station d'épuration.

Des collectivités extérieures à la Métropole bénéficient aussi de l'outil d'épuration que constitue Maera : Palavas les Flots, Assas, Saint-Aunès et Teyran, zones d'habitat ou d'activités de Mauguio (Carnon, Figuières et Vauguières aéroport).

Comme prévu dans ce Schéma Directeur, la forte poussée démographique sur le territoire de la Métropole a pour conséquence un taux de remplissage de Maera qui approche, à l'horizon 2020, sa capacité nominale de 470 000 Equivalents-Habitants.

L'évolution de la législation, la prise en compte du temps de pluie pour une période de retour minimale d'un mois, la nécessité d'adapter et d'asseoir dans le long terme la maîtrise des sous-produits de l'assainissement et le souci d'améliorer l'exploitation des ouvrages ont conduit la Métropole à lancer une étude « d'audit technique, d'optimisation et d'adaptation du système Maera ».

Cette étude visait à définir et programmer les travaux nécessaires à l'optimisation du système d'assainissement de la station d'épuration Maera (collecte primaire, transport, stockage, épuration, rejet).

Elle s'est déroulée en 4 phases :

- PHASE 1A : Etat des lieux / Diagnostic de la situation actuelle (réseaux primaires et station),
- PHASE 1B : Analyse des nouvelles contraintes allant s'appliquer au système Maera, modélisation simplifiée des réseaux,
- PHASE 2 : Recherche de solutions et comparaison de scénarios,
- PHASE 3 : Développement et élaboration du programme de mise à niveau - réseaux et station Maera.

Cette étude a conduit à un choix de programmation sur la station d'épuration Maera, et parallèlement, la réglementation impliquant un raisonnement par « système », d'autres solutions techniques relevant de travaux sur les réseaux doivent être mises en œuvre.

C'est pourquoi le volet « réseaux primaires » de cet audit a conclu sur la nécessité de prévoir à court terme des travaux d'optimisation et de renforcement de certains points particuliers de ces réseaux afin d'en améliorer le fonctionnement et les capacités de transfert. L'objectif est de garantir le transfert des débits d'eaux usées, sans déversement au milieu naturel, aussi bien en temps sec que pour une pluie de période de retour 1 mois.

Dans cet objectif, 4 missions principales ont été ciblées sur les ouvrages de la Commune de Montpellier :

- 1/ Réaménagement du déversoir d'orage de Flahaut en vue de la suppression des rejets au milieu,
- 2/ Analyse du fonctionnement hydraulique du bassin versant unitaire d'alimentation du déversoir d'orage du ruisseau des Vaches et du collecteur du Verdanson afin de réduire le nombre de déversements par temps de pluie et les volumes déversés,
La définition des aménagements sur cette partie du réseau nécessite une étude détaillée des débits pluviaux à l'échelle du bassin versant et du fonctionnement des réseaux d'eaux usées (campagne de mesures, modélisation,...),
- 3/ Renforcement des collecteurs de transfert identifiés comme « insuffisants » en terme de capacité. Ces aménagements concernent le bassin versant séparatif du poste de refoulement du Mas d'Artis sur lequel le renforcement du collecteur entre la rue de Cholet et la rue du Mas Saint-Pierre est envisagé,
- 4/ Renforcement des Postes de Refoulement (PR) identifiés comme « insuffisants » en terme de capacité.

Ces travaux concernent essentiellement le renforcement du poste de refoulement du Mas d'Artis et la création d'un Bassin d'Orage associé.

Chacun de ces 4 points nécessitent la réalisation d'études préalables afin de préciser la nature et le montant des travaux nécessaires.

Le coût de ces études est estimé à 200 000 € HT, elles seront lancées en 2017 et sont éligibles aux aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse qu'il convient de solliciter.

Description des aménagements	Coût estimatif des Etudes Préalables
1/ Aménagement en vue de la suppression des rejets au niveau du Déversoir d'Orage Flahaut	30 000 €
2/ Etude diagnostic et de faisabilité sur la branche unitaire du déversoir d'orage du ruisseau des Vaches et du collecteur du Verdanson	50 000 €
3/ Renforcement du collecteur de la rue de Cholet à la rue du Mas Saint-Pierre	70 000 €
4/ Renforcement du poste de refoulement du Mas d'Artis	50 000 €
TOTAL Etudes (arrondi) HT	200 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande de subvention correspondant,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter les meilleures aides financières notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137439-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°13534 du 16 décembre 2015, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'opération d'alimentation en eau potable de la commune de Sussargues à Montpellier Méditerranée Métropole dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985. Dans ce cadre la Métropole pilote la conception et la réalisation des travaux, qui seront portés par le budget de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole via des marchés signés par cette dernière.

En parallèle, au titre de sa compétence « assainissement » Montpellier Méditerranée Métropole a mené les études de desserte en assainissement collectif du quartier des Beaumettes sur la commune de Beaulieu.

Ce quartier résidentiel est un des derniers secteurs de la commune en assainissement non collectif. La création de la ZAC du Renard à proximité et la construction d'un poste de refoulement permettent désormais de rendre possible la construction d'un réseau gravitaire d'assainissement collectif pour desservir la trentaine d'habitations existantes.

Une partie du tracé du futur réseau d'assainissement est commun avec celui du réseau d'eau potable qui doit alimenter la commune de Sussargues.

Compte tenu de l'étroitesse des chemins traversés, de la nature calcaire des terrains rencontrés, il est proposé de confier la construction des deux réseaux à la même entreprise. Cette organisation permettra en outre de générer des économies substantielles par la réalisation d'une tranchée commune.

De ce fait, une seule consultation sera menée afin de confier à une même entreprise ou groupement d'entreprises les travaux d'eau potable et d'assainissement. Le marché étant signé et supporté par le budget de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, il est donc nécessaire pour la Métropole de modifier le cadre de la convention initiale la liant à la Régie pour l'opération d'eau potable afin d'ajouter ces travaux supplémentaires d'assainissement au programme et prévoir leur remboursement par le budget annexe de l'Assainissement, à hauteur du montant des travaux effectivement réalisés.

C'est pourquoi un avenant à la convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage est proposé permettant d'intégrer ces modalités.

La Direction de l'Eau et de l'Assainissement assurera en direct la maîtrise d'œuvre de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant N°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'alimentation en eau potable de la commune de Sussargues,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant N°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137434-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - ANCIENNE STATION D'ÉPURATION DE SUSSARGUES - APPROBATION DU PLAN D'ÉPANDAGE DES BOUES - DEMANDE DE RÉCÉPISSÉ - CONVENTIONS D'ÉPANDAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004, le Conseil a approuvé le Schéma Directeur d'Assainissement. Celui-ci prévoyait la création d'un nouveau système d'assainissement pour les communes de Saint Geniès dès Mourgues - Sussargues.

La nouvelle station d'épuration intercommunale a été mise en service en 2016, ainsi que le réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès dès Mourgues.

L'ancienne station d'épuration de Sussargues, déconnectée du système d'assainissement, peut être déconstruite et le terrain, plus affecté au service public de l'assainissement, restitué à la commune

Composée d'une filière en génie civil (lit bactérien et clarificateur) et de lagunes, elle est en cours de démolition et certains ouvrages (local technique, voirie, clôture) seront maintenus selon les souhaits de la commune.

Concernant le lagunage, il convient de curer et d'épandre les boues contenues en fond des lagunes.

La quantité de boues à extraire s'élève à 1 739 m³ soit 60,8 tonnes de matières sèches (TMS) de 3,5 % de siccité.

La société ALLIANCE ENVIRONNEMENT a été retenue afin de réaliser l'étude de plan d'épandage de ces boues et la production des documents constitutifs du dossier de déclaration à soumettre aux services de l'Etat, en application des dispositions du décret du 29 mars 1993 relatives à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

La filière retenue comprend le transport et l'épandage aux périodes favorables, allant de juillet à octobre sur des parcelles en cultures annuelles. Les parcelles concernées sont localisées sur les communes de Beaulieu, Restinclières, Saussines, Saint Hilaire de Beauvoir, Saint Jean de Cornies.

La surface potentielle d'épandage porte sur environ 30 ha exploités par deux agriculteurs. Un projet de convention a été établi avec chacun de ces exploitants pour la définition des modalités de mise à disposition des parcelles et des conditions de réalisation des épandages. En fonction des contraintes et aléas au moment de l'épandage, il pourra être demandé au bureau d'études ALLIANCE ENVIRONNEMENT de trouver des parcelles complémentaires qui pourront faire l'objet de conventions avec d'autres agriculteurs.

Les travaux de curage et d'épandage des boues des lagunes relèvent de la responsabilité de Montpellier Méditerranée Métropole. Ils seront réalisés dans le cadre d'un marché de travaux à intervenir dont le montant est estimé à 25 000 € HT.

La reprise des boues, le transport, l'épandage et l'enfouissement sont pris en charge financièrement par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan d'épandage des boues des lagunes de Sussargues portant sur 30 ha répartis sur 6 communes,
- solliciter Monsieur le Préfet en vue de l'obtention du récépissé de déclaration correspondant,
- approuver les conventions d'épandage, notamment avec les 2 exploitants agricoles identifiés,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier les conventions d'épandage avec les agriculteurs.

Délibération n° 14441

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137429-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DE SAINT GEORGES D'ORQUES - APPROBATION DU DOSSIER LOI SUR L'EAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°14021 du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé les études d'avant projet pour la construction d'une nouvelle station d'épuration sur la commune de Saint Georges d'Orques.

Cet ouvrage à créer, d'une capacité de 9200 équivalents-habitants doit permettre de faire face aux évolutions de population à venir et de mettre à niveau les équipements d'épuration de la commune. Le point de rejet des effluents de la future station dans le Lasséderon, affluent de la Mosson, reste inchangé.

Conformément à la réglementation en vigueur du Code de l'environnement et des textes d'application, le futur ouvrage d'épuration est soumis, compte tenu de sa capacité, à une procédure de déclaration au titre des rubriques de la nomenclature suivantes :

- 2-1-1-0 / 2° : Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12kg, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5,
- 2-1-2-/2° : déversoir d'orage situé sur le réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12kg, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5.

Le projet doit faire notamment l'objet d'une notice d'impact, faisant office de document d'incidence sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et de la qualité des eaux. Le projet de station d'épuration s'inscrit dans les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux du bassin versant Lez – Mosson - Etangs Palavasiens en élevant significativement le niveau de traitement des effluents, compatible avec un rejet en milieu sensible.

L'analyse des impacts sur le milieu naturel a démontré que l'augmentation des capacités de traitement jumelées avec l'amélioration des niveaux de rejet, permettait de ne pas dégrader le milieu récepteur. Des moyens de surveillances du Lasséderon sont prévus sur tout le linéaire du ruisseau permettant ainsi de s'assurer des impacts des dispositifs de traitement.

Un dossier déclaration comportant tous les éléments évoqués ci-dessus a été élaboré. Il convient de l'approuver et de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de l'obtention du récépissé de déclaration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques,
- solliciter des services de l'Etat l'obtention du récépissé correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137432-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - PILOTE EXPÉRIMENTAL DE RÉUTILISATION DES EAUX USÉES - CONVENTION DE COLLABORATION AVEC L'IRSTEA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente sur l'ensemble du cycle de l'eau depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées en passant par la lutte contre les inondations.

Egalement compétente en aménagement de l'espace, elle a lancé la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale qui définit les grandes orientations d'aménagement du territoire en fixant les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles qu'il convient de préserver pour maintenir le potentiel agricole du territoire.

En juin 2015, la Métropole a aussi posé le cadre et les principes de mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire. Eminemment transversale, cette dernière prend appui sur d'autres politiques déjà investies par Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles de l'aménagement du territoire et de l'eau.

Parmi les finalités de cette politique agro-écologique et alimentaire, figure la consolidation d'une activité agricole durable qui nécessite notamment la mobilisation de l'eau brute pour l'agriculture au sens large : développement du maraîchage, de l'arboriculture, du petit élevage, etc... Et ce, dans le cadre de petites fermes agro-écologiques.

Le développement d'un accès à l'eau brute constitue une condition sine qua non de l'avenir agricole du territoire tout en préservant quantitativement et qualitativement la ressource en eau et les milieux aquatiques. Il répond aussi à une nécessaire équité territoriale entre les zones desservies par l'eau brute de la compagnie BRL et les zones "blanches" où cette desserte n'existe pas et où il peut être intéressant techniquement et économiquement de proposer une ressource en eau alternative.

Ce besoin en eau brute exprimé par la profession agricole s'inscrit également dans les objectifs poursuivis et exprimés dans les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) adopté en 2014, qui vise à adapter le territoire au changement climatique et en l'occurrence à une raréfaction de la ressource en eau mobilisable et à une diminution des précipitations atmosphériques à certaines périodes de l'année.

La Métropole souhaite ainsi mettre en place à court-moyen terme une stratégie globale de gestion de l'eau et de l'approvisionnement en eau brute. Cette action a pour objectif de garantir l'avenir de l'agriculture du bassin d'approvisionnement agricole alimentaire de l'aire urbaine montpelliéraine par le développement de moyens alternatifs et innovants d'irrigation.

Courant 2015, l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) de Montpellier a sollicité la Métropole qui pour répondre à un appel à projet lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse sur la réutilisation des eaux usées : « Réutiliser l'eau usée traitée ! ».

Il s'agit de mener un projet de recherche et développement portant sur la mise en place et le suivi d'une plateforme expérimentale située au niveau de la station d'épuration de la commune de Murviel-lès-Montpellier permettant :

- d'étudier la faisabilité technique de l'adaptation du traitement des eaux usées à l'usage final, rejet en milieu naturel ou irrigation,
- d'évaluer les impacts agronomiques, sanitaires et environnementaux de la réutilisation des eaux usées par irrigation en goutte à goutte enterré.

Cette opération doit ainsi contribuer à la définition d'outils techniques venant compléter la palette des réponses opérationnelles aux besoins d'alimentation en eau pour l'agriculture. Il est par ailleurs localisé sur une des stations d'épuration de la Métropole qui, de par sa situation géographique à proximité de parcelles en culture et de par sa taille modeste, est adaptée aux investigations envisagées. Cet équipement avait déjà fait l'objet d'expérimentation en matière de réutilisation des eaux usées.

Ce projet, d'une durée de 3 ans pour un montant total de 943 998 € HT, labélisé par le Pôle Eau, a reçu l'avis favorable de l'Agence de l'Eau lors de son Conseil d'administration du 17 novembre 2016. Cette dernière subventionnera à hauteur de 48%, soit 454 055 €.

Les services de la Métropole s'impliqueront fortement sur ce dossier en mettant à disposition l'emprise nécessaire dans l'enceinte clôturée de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier, en réalisant les aménagements permettant la dérivation des eaux usées à différentes étapes du process afin d'alimenter les pilotes, y compris durant les travaux prévus sur la station et en mettant à disposition du temps de ressources humaines pour notamment, participer aux phases de travail et décisionnelles par le biais des comités techniques et de pilotage.

Pour cela la Métropole se doit de contractualiser avec l'IRSTEA, porteur du projet, pour définir les modalités d'accès au site et le niveau de collaboration, ainsi que pour solliciter des subventions de l'Agence de l'Eau, via l'IRSTEA, sur les travaux que la Métropole va réaliser dans ce cadre (estimé à maximum 40 000 € HT, avec 50% d'aide attendue de l'Agence de l'Eau RMC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'IRSTEA,
- approuver le programme de travaux, pour un montant maximum de 40 000 € HT,
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'assainissement chapitre 23,
- solliciter les aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le montant le plus large possible,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137571-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE BAILLARGUES - SUPPRESSION DU PASSAGE À NIVEAU N°33 - DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE REMBOURSEMENT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET SNCF RÉSEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le passage à niveau n°33 est situé sur la commune de Baillargues, à l'intersection de la ligne ferroviaire « Nîmes/Montpellier » et de la route départementale RD26-E1.

Il est franchi quotidiennement par 150 trains et 4 500 véhicules routiers. La géométrie de la voirie routière ainsi que l'accidentologie récente au niveau du passage à niveau ont eu pour conséquence son inscription au programme de sécurisation national des passages à niveau.

Le développement urbain et l'accroissement prévu de l'utilisation des infrastructures de la zone ne vont qu'accentuer cette situation. Ces prévisions ont conduit la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Baillargues, l'État et SNCF Réseau à décider de supprimer ce passage à niveau et à réaliser les travaux de voirie nécessaires à l'opération.

Le projet de suppression du passage à niveau consiste notamment à :

- Créer un ouvrage dénivelé de type pont-rail se substituant au PN33, c'est-à-dire un ouvrage permettant à la future route de passer sous la voie ferrée ;
- Réaliser les raccordements routiers à la voirie existante ainsi que les rétablissements des cheminements « modes doux » ;

Afin de garantir la sécurité de ses travaux, SNCF Réseau doit s'assurer de l'identification et de la déviation, le cas échéant, des réseaux souterrains et aériens situés à proximité du chantier.

Dans ce contexte, des collecteurs publics d'assainissement des eaux usées ont été recensés au droit de la future zone de chantier Nord. Pour permettre la réalisation du projet, il convient donc d'effectuer un dévoiement de ce réseau.

Les canalisations étant publiques, il a été convenu que ces travaux seraient réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole, puis remboursés par SNCF Réseau sur la base d'hypothèses partagées.

Les travaux consistent en :

- La création d'un poste de refoulement avec ses accès et aménagements,
- La mise en place de la conduite de refoulement jusqu'au réseau gravitaire existant,
- La reprise du tronçon gravitaire en amont du poste de refoulement avec son raccordement au poste,
- La reprise des branchements existants sur la canalisation gravitaire qui sera déviée et remplacée par un refoulement,
- Les travaux d'extension du réseau ErDF en vue de l'alimentation électrique du poste.

Le coût estimé de l'opération s'élève à 375 000 € HT soit 450 000 € TTC, aux conditions économiques de décembre 2016. Il comprend, outre les travaux, les frais d'études et de contrôle, les frais des campagnes topographiques, géotechniques, analyse HAP, géoradar et toutes les investigations nécessaires aux besoins des études, de la maîtrise d'œuvre et des essais de réception.

Le projet de convention a pour objet de fixer les conditions techniques et financières relatives à l'opération de dévoiement de collecteurs publics d'eaux usées, à réaliser par Montpellier Méditerranée Métropole préalablement aux travaux de SNCF Réseau.

Montpellier Méditerranée Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de dévoiement des collecteurs publics d'eaux usées. Elle assurera le suivi de l'exécution de ces travaux jusqu'à la réception définitive, y compris les levées de réserves.

Les travaux de dévoiement devront être achevés avant le 1^{er} septembre 2017.

Au titre de la convention, SNCF Réseau s'engage à régler à Montpellier Méditerranée Métropole la totalité des dépenses réelles issues des prestations décrites.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre SNCF Réseau et Montpellier Méditerranée Métropole relative au dévoiement des collecteurs publics d'eaux usées permettant la suppression du passage à niveau n°33 - Commune de Baillargues,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137437-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ÉCONOMIES D'EAU -
OPÉRATION AQUAMÉTRO - CONVENTION 2017 DE PARTENARIAT AVEC L'AGENCE
LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°13017, le Conseil de Métropole du 28 mai 2015 a approuvé sa participation à l'appel à projets "Économies d'eau" de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, en collaboration avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC).

A la suite de l'avis favorable du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, en sa séance du 22 octobre 2015, il a été approuvé, en Conseil du 30 juin 2016, par délibération n°13946, les modalités du partenariat avec l'ALEC pour l'année 2016, au travers de la signature d'une convention. Il convient désormais d'approuver le partenariat pour la deuxième et dernière année du projet.

Ce programme d'actions, intitulé « Aquamétro », permet de réaliser un plan d'actions complet sur le volet « économie d'eau » sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, à travers :

- un approfondissement et une systématisation de la sensibilisation,
- la réalisation de diagnostics,
- la réalisation d'actions de communication et d'équipements.

Cette opération sera réalisée par l'ALEC, association loi 1901, pour un montant total de 290 514 € (sur 2016 et 2017). La Métropole, principal financeur, participe à la même hauteur que l'Agence de l'Eau, pour un montant de 136 160 € (46%), dont 68 545 € pour l'année 2017. L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) participe également à l'opération, à hauteur de 8%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat 2017 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC),
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 011, pour un montant de 68 545 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137578-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE - PARTICIPATION FINANCIÈRE À LA RÉALISATION DE PLUSIEURS PROJETS - AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

L'article L 115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la loi Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines.

Le Conseil de Métropole du 30 septembre 2015 a approuvé le contrat de Métropole avec l'Agence de l'eau et notamment sa convention d'application n°6, dédiée à la coopération décentralisée, signée début 2016.

Cinq premiers projets ont ainsi pu voir le jour grâce à la participation de la Métropole en 2016.

De nouvelles sollicitations ont été adressées depuis. Après analyse et concertation, Montpellier Méditerranée Métropole a retenu six nouveaux projets pour ce début 2017. Les 5 premiers consistent au versement d'une participation financière au porteur de projet. Le dernier projet positionne la Métropole en tant que maître d'ouvrage. Enfin, il est proposé d'approuver une convention de partenariat dans la cadre de la coopération décentralisée déjà engagée en 2016 avec Abalak au Niger.

10 communes du Sud du Burkina Faso – Association Secours Catholique, antenne de Montpellier :

Ce projet d'envergure vise le renforcement des capacités de 10 communes - réparties sur cinq provinces du Burkina Faso – dans la maîtrise d'ouvrage des services d'adduction d'eau et d'assainissement.

Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit :

- de réaliser et réhabiliter des points d'eau ainsi que des ouvrages d'assainissement,
- de conduire des actions d'éducation environnementale,
- d'accompagner les populations bénéficiaires et les autorités communales pour l'appropriation et la pérennisation de différentes réalisations.

Ce projet est d'un coût total de 1 136 747 € sur 3 ans (2016-2018).

Le plan de financement prévisionnel, pour l'année 2017 (421 185 €), est le suivant (en euros TTC) :

- Autofinancement : 51 185 € (12%)
- Bénéficiaires + OCADES : 20 000 (5%)
- Fondation Caritas France : 175 000 € (42%)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 150 000 € (36%)
- Région Occitanie : 5 000 € (1%)
- Conseil Départemental de l'Hérault : 8 500 € (2%)
- Syndicat Mixte du Bas Languedoc : 5 000 € (1%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 6 500 € (2%)

La participation de la Métropole permet d'atteindre le seuil minimal « collectivité » demandé par l'Agence de l'Eau pour qu'elle puisse intervenir sur cette opération (à savoir 5%), ce qui permet ainsi de boucler, sans attendre, le plan de financement de cette association.

La ville de Zahlé (Liban) – Association APIEU (Montpellier) :

L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration et la pérennisation de la gestion de l'eau à Zahlé (60 000 habitants) et dans la Bekaa, par la mobilisation des eaux souterraines.

Les objectifs spécifiques sont :

- d'aider à la prise de décision pour le développement d'infrastructures adaptées aux possibilités hydrogéologiques et aux réalités sociales. Eviter les conflits latents à travers la concertation.
- formuler sur la base de cette expérience pilote à Zahlé des recommandations méthodologiques et d'organisation institutionnelle en matière de gestion des ressources en eau au Liban.

Ce projet est planifié sur une durée de 3 ans (2017-2019) et sera affiné en fonction des résultats de chaque année de réalisation.

Le plan de financement prévisionnel, pour l'année 2017 (105 220 €), est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Etablissement des Eaux de la Bekaa : 36 000 € (34%)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 30 498 € (29%)
- Région Occitanie : 5 000 € (5%)
- Conseil Départemental de l'Hérault : 10 000 € (9%)
- Autofinancement : 6 861 € (7%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 16 861 € (16%)

6 villages du District de Theni (Inde) – Association Kynarou France, Antenne de Montpellier :

L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de vie quotidienne des populations défavorisées et intouchables du Sud de l'Inde. Ce projet va toucher près de 12 000 bénéficiaires, à travers :

- la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable, la construction de sanitaires communautaires et la mise en place de systèmes intégrés de gestion des déchets,
- l'organisation de vastes campagnes de sensibilisation sur la gestion de l'eau,
- la création de comités de gestion villageois, qui auront la responsabilité de gestion locale des ressources hydriques,
- le renforcement des compétences techniques et générales des acteurs locaux,
- la préservation de l'environnement et ses ressources naturelles grâce à des choix techniques innovants et respectueux des terres, afin de limiter au maximum les conséquences du réchauffement climatique,
- la sensibilisation des femmes à l'agriculture agro-écologique en créant un jardin biologique « vitrine », réutilisant les eaux usées du système d'assainissement des toilettes, en vue de sa multiplication dans chaque village (30 jardins), pour une alimentation saine et des revenus supplémentaires.

Ce projet est d'un coût total de 502 560 € sur 3 ans (2017-2019).

Le plan de financement prévisionnel, pour l'année 2017 (401 450 €), est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Association Kynarou (autofinancement) : 36 100 € (9%)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 129 650 € (32%)
- Ville de Paris : 158 200 € (39%)
- Région Pays de la Loire : 20 000 € (5%)
- Fondation France Libertés : 27 800 € (7%)
- Fondation Abbé Pierre : 19 700 € (5%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 € (2%)

Savanette-Cabrale (Haïti) – Association Plate-forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault (Montpellier) en partenariat avec l'Association Solidarité Haïti Savanette Cabrale :

Ce projet consiste à la construction de 50 latrines pour lutter contre les maladies infectieuses, et notamment d'épidémies de choléra. Elles bénéficieront à 500 personnes, dont 100 élèves d'une école. Ces latrines seront accompagnées d'un point d'eau propre. Par ailleurs, la construction sera faite par des artisans locaux, dans le but que le savoir-faire acquis puisse permettre de reproduire ce type de construction dans le pays. L'opération sera également accompagnée d'un travail de formation à l'usage et l'entretien des latrines, ainsi que sur la nécessité de se prémunir contre les maladies infectieuses et la protection de l'environnement.

Ces deux associations rendent régulièrement sur place. Le porteur du projet a déjà réalisé un projet similaire en Haïti, suite au tremblement de terre de 2010 avec la construction de 36 citernes d'eau, pour un montant proche de ce projet.

Le plan de financement prévisionnel (82 674 €), pour ce projet d'une durée prévisionnelle de 6 mois, est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 33 070 € (40%)
- Autofinancement : 5 827 € (7%)
- Participation locale : 1 614 € (2%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 42 164 € (51%)

Sont également sollicités : Région Occitanie, Conseil Départemental de l'Hérault et Syndicat Mixte Garrigues Campagne. En fonction des réponses positives, l'enveloppe de la Métropole sera éventuellement réduite en conséquence.

Commune rurale d'Agadir, village de Lemdint (Maroc) – Association Migration Solidarité Développement Durable :

Ce projet consiste en la réalisation d'une usine de traitement des eaux usées, d'une capacité de 750 équivalents habitants, pour le village de Lemdint, situé sur la commune rurale d'Agadir au Maroc, à plus de 2000 m d'altitude.

Le plan de financement prévisionnel (119 600 €), pour ce projet d'une durée prévisionnelle de 3 mois, est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Commune rurale Agadir Melloul : 71 074 € (61%)
- Province de Taroudant : 18 365 € (16%)
- Participation locale : Association villageoise ASDE (Association Sidi Yacine pour le Développement et l'Entraide) : 5 590 € (5%)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 18 590 € (16%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 5 980 € (5%)

La participation de la Métropole permet d'atteindre le seuil minimal « collectivité » demandé par l'Agence de l'Eau pour qu'elle puisse intervenir sur cette opération (à savoir 5%), ce qui permet ainsi de boucler, sans attendre, le plan de financement de cette association.

Commune de Kiffa (Mauritanie) – Montpellier Méditerranée Métropole :

Face aux difficultés d'accès à l'eau potable de la ville et des environs de Kiffa, soit près de 35 000 personnes, la Métropole a souhaité, en avril 2016, participer à une étude de définition pour identifier les ressources exploitables, de sélectionner le dispositif technique le mieux adapté au contexte, et d'envisager les organisations de gestion, gages de durabilité d'un dispositif d'adduction en eau potable. Cette première phase s'est terminée par l'identification d'un site où se trouve plusieurs forages, à environ 20 km de Kiffa. Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de confirmer la capacité et la qualité de cette ressource. Pour cela, la Métropole a été sollicitée pour engager ces investigations supplémentaires, ainsi que pour préparer la mise en place des travaux si les tests sur les forages se révèlent positifs.

Compte tenu de l'intérêt du projet, et de la sollicitation de la Métropole par le collectif régional des maires de l'Assaba, dont le Président est le maire de Kiffa, il est proposé de porter directement cette seconde étape, ce qui permettra également d'obtenir un meilleur taux d'aide de l'Agence de l'Eau (passage de 65 à 80% d'aide). Le maître d'ouvrage local reste la commune de Kiffa, et l'opérateur reste le même qu'en phase 1, à savoir l'association CORAIL Développement.

Selon les résultats, des études de maîtrise d'œuvre seront à élaborer dans la foulée.

Le plan de financement prévisionnel (29 750 €), pour ce projet d'une durée prévisionnelle de 2 mois, est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 23 800 € (80%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 5 950 € (20%)

Commune d'Abalak (Niger) : - Montpellier Méditerranée Métropole : Convention de partenariat avec « Eau Vive »

Face aux difficultés d'accès à l'eau potable de la commune d'Abalak, soit près de 60 000 personnes, la Métropole a souhaité, en avril 2016, participer à une étude pour identifier les moyens nécessaires

pour améliorer la situation, vraisemblablement par la réalisation d'un ou plusieurs forages profonds (entre 250 et 400m), jusqu'au niveau Avant-Projet Détaillé (APD).

Pour faciliter la réalisation du projet, les services de la Métropole se sont rapprochés d'une association basée en France, qui possède une antenne au Niger : « Eau Vive ». Après validation d'un planning de réalisation, et la vérification de la réalisation pour l'enveloppe budgétaire allouée en avril 2016 (16 000 €), il est proposé de signer une convention tripartite entre cette association, la commune d'Abalak et la Métropole. Cette association fera le lien entre toutes les parties, et passera directement le marché auprès d'un bureau d'étude nigérien. Le planning de réalisation est estimé à 6 mois, et pourra débuter dès la signature de la convention de partenariat. Il est également proposé de modifier le plan de financement pour que la Métropole finance la totalité du coût restant de l'étude (soit une augmentation de 800€). La participation de la commune d'Abalak sera faite par une valorisation de son travail tout au long de ce projet.

Au total, le montant des dépenses prises en charge par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ces six conventions financières, soit 87 455 € TTC, s'intègre dans les limites fixées par la loi Oudin-Santini, ainsi que dans les dotations annuelles, 2016 et 2017, prévues à cet effet dans les contrats de délégation de service public pour l'exploitation des réseaux de collecte et de la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les 6 nouveaux projets de coopération décentralisée,
- approuver le projet de coopération décentralisée avec la commune de Kiffa (Mauritanie),
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'association Secours Catholique – antenne de Montpellier, pour la coopération décentralisée avec 10 communes du Burkina Faso,
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'APIEU, pour la coopération décentralisée avec Zahlé au Liban,
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'association Kynarou France – antenne de Montpellier, pour la coopération décentralisée avec 6 villages du Sud de l'Inde,
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'Association Plate-forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault, en partenariat avec l'association Solidarité Haïti Savanette Cabrale, pour la coopération décentralisée avec plusieurs communes d'Haïti,
- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, l'association Migration Solidarité Développement Durable, pour la coopération décentralisée avec le village de Lemdint (commune rurale d'Agadir) au Maroc,
- solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau sur le projet de coopération décentralisée avec Kiffa en Mauritanie, ainsi que sur le principe d'avance de l'aide Agence de l'Eau,
- approuver la convention de partenariat avec l'association Eau Vive, vis-à-vis de la coopération décentralisée déjà engagée avec Abalak au Niger et de la modification du plan de financement,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137249-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PARKING DU VICARELLO À CASTELNAU-LE-LEZ - CONVENTION DE REPRISE DU MATÉRIEL PÉAGER - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le marché n°2011/056 de gestion et maintenance du stationnement dans le parking couvert Le Vicarello, conclu initialement entre la commune de Castelnau-le-Lez et TaM, a été transféré le 1^{er} janvier 2016 à Montpellier Méditerranée Métropole.

L'avenant n°3, signé le 10 janvier 2014, avait pour objet de remplacer le matériel de péage, initialement installé dans le parking par la Commune de Castelnau-le-Lez et dont le taux de pannes était anormalement élevé.

L'opération de changement de matériel a été effectuée à la charge financière de TaM, étant entendu qu'à l'expiration du marché, le maître d'ouvrage procéderait au rachat du matériel.

Ce marché étant arrivé à échéance, une convention décrit le matériel concerné et les conditions du rachat. Le montant forfaitaire de la reprise est fixé à 5 400 € correspondant à l'amortissement restant à couvrir desdits équipements. A la suite de la signature de la présente convention, ce matériel deviendra propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de reprise du matériel péager du parking Le Vicarello à Castelnau-le-lez ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de cette convention sont inscrits au budget principal de la Métropole, au chapitre 21 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1137498-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – COMITÉ DES VILLES ET AGGLOMÉRATIONS POUR LA GRANDE VITESSE - REMBOURSEMENT DES FRAIS OCCASIONNÉS POUR LES DÉPLACEMENTS EFFECTUÉS EN ESPAGNE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Comité des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen rassemble des villes espagnoles et françaises et leurs groupements, notamment Barcelona, Béziers, Carcassonne, Figueres, Girona, Lleida, Montpellier, Narbonne, Nîmes, Perpignan, Tarragona et Toulouse.

Ces entités partagent une vision de territoire transfrontalier collaboratif et innovant, s'appuyant sur une mise en réseau de villes structurées autour d'un corridor ferroviaire performant et d'un ensemble cohérent de services ferroviaires. Afin de valoriser les projets qu'elles portent, cette vision commune est présentée lors d'un « Sommet des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen », accueilli chaque année par une ville-membre du Comité. Chaque sommet approuve une Déclaration signée par l'ensemble des représentants des villes, et intercommunalités.

Cette Déclaration du Sommet des Villes et Agglomérations est notamment transmise aux responsables de l'Union Européenne, aux députés européens, aux gouvernements français et espagnols, à la Generalitat de Catalunya, à la Région Occitanie, aux parlementaires et gestionnaires de réseau et opérateurs ferroviaires français et espagnols, ainsi qu'aux principaux acteurs économiques et sociaux de ces territoires.

Les membres du Comité rappellent en toutes occasions que le Corridor Méditerranéen s'inscrit parmi les lignes prioritaires voyageurs et fret du Réseau Transeuropéen de Transports (RTE-T) retenues par la Commission Européenne. Mais ils savent aussi que cet engagement européen dépend de la volonté des Etats-membres, maîtres d'ouvrage, à se mobiliser pour la réalisation des opérations ferroviaires prioritaires.

Notamment, le Comité soutient activement le projet de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), chaînon manquant du Corridor Méditerranéen.

Il convient de rappeler que la LNMP s'inscrit dans le prolongement du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), une ligne à grande vitesse mixte voyageur – fret pour lequel Montpellier Méditerranée Métropole investit environ 80 M€.

A l'échelle des Régions Occitanie et Catalogne, le Comité des Villes et Agglomérations pour la Grande Vitesse et l'Interconnexion Ferroviaire du Couloir Méditerranéen se positionne clairement en faveur des ports et plateformes logistiques, qui doivent assurer la circulation des marchandises sur le corridor méditerranéen.

Pour participer aux travaux de ce comité et également au Sommet qui se tiendra en 2017 à Tarragone, des déplacements réguliers en Espagne sont nécessaires.

Il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc...) dans la limite de 2 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation des élus et agents de la Métropole à ces instances,
- approuver la prise en charge des frais de missions afférents estimés au total au maximum à 2000€,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 14448

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137308-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET GRDF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce le rôle d'Autorité Organisatrice de la Distribution du Gaz sur l'ensemble des communes de son territoire desservies par ce réseau à savoir 30 des 31 communes composant la Métropole. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole gère désormais les concessions conclues historiquement entre les communes et GRDF.

La présente convention a pour objet de partager entre concédant et concessionnaire leur préoccupation constante en termes de sécurisation des chantiers en limitant les endommagements aux réseaux liés aux travaux réalisés sur la voirie et les espaces publics.

Cela passe notamment par le partage d'informations fiables sur le positionnement des réseaux, leur nature et leur programme de renouvellement, par la formation des personnels au risque industriel et à la maîtrise de ce risque que représente le réseau de distribution du gaz en exploitation et par la construction d'une culture commune en matière de bonne gestion des chantiers ouverts sur la voie publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de coopération dans le domaine de la sécurité industrielle à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et GRDF,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment la convention suscitée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1136682-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es):

Mme R. BUONO

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS D'OFFRE DE CONCOURS ENTRE DES PARTICULIERS ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - COMMUNES DE SAINT BRÈS ET PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence voirie, est amenée à réaliser des travaux d'aménagements de voirie sur son territoire en relation avec un programme défini ou concomitamment à des projets présentés par des particuliers.

C'est dans ce cadre et au titre des avantages qu'apportent les projets d'aménagement de voirie aux particuliers qu'il convient d'acter par voie conventionnelle ces futurs projets.

Sur le territoire de la commune de Pérols, les consorts GARCIA souhaitant faciliter l'accès à leur parcelle doivent réaliser des travaux d'aménagement de voirie, lesquels interviendront sur le domaine public métropolitain.

Ces travaux se déclinent comme suit :

- Création d'une voie,
- Recalibrage de réseaux d'eaux pluviales,
- Aire de présentation pour la collecte des déchets ménagers,
- Extension du réseau d'éclairage public.

Sur cette base, une convention détermine les conditions de mise en œuvre de l'offre de concours des consorts GARCIA et les engagements de ceux-ci pour la réalisation des travaux d'aménagement.

La convention identifie les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de la maîtrise d'ouvrage assurée par les consorts GARCIA, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les espaces publics et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

Le montant prévisionnel global de l'opération est de 81 451,20 € TTC.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet d'aménagement porté par les consorts GARCIA, ces derniers assumeront la totalité du coût de l'opération.

La convention prendra effet à la date de sa signature et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public.

Sur le territoire de la commune de Saint Brès, Monsieur MELIN souhaite réaliser des travaux sur sa façade et sa clôture afin d'éviter que de futurs travaux sur le trottoir qui jouxte sa propriété viennent dégrader ses propres travaux.

A ce titre, il s'est déclaré disposé à participer au financement de la reprise du trottoir longeant sa propriété, afin que les travaux soient réalisés de manière concomitante avec ses propres travaux, et donc, qu'il n'y ait pas de risque de dégradation mutuelle.

Au titre des avantages que représentent pour lui un tel aménagement, M. MELIN a décidé d'offrir son concours financier à la Métropole, maître d'ouvrage, dans les conditions sont définies par convention.

Sur cette base, la convention détermine les conditions de mise en œuvre de l'offre de concours du sieur MELIN et les engagements de celui-ci pour la réalisation des travaux d'aménagement.

Le montant prévisionnel global de l'opération est de 6 018 € nets de taxes.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet d'aménagement porté par le sieur MELIN, ce dernier assumera la totalité du coût de l'opération.

Délibération n° 14450

La convention prendra effet à la date de sa signature et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter l'offre de concours des consorts GARCIA,
- accepter l'offre de concours de Monsieur MELIN,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'offres de concours des particuliers sur le territoire de la commune de Pérols et de Saint Brès, ainsi que tout document s'y rapportant.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137625-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE AUX FINS DE STOCKAGE DE MATÉRIAUX À CONCLURE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway, l'installation de la base vie du chantier, conduit en maîtrise d'ouvrage déléguée par la TaM, s'est faite sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, rue de Font Couverte à Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole, aux termes des travaux de bouclage de la ligne 4, souhaite conserver le stock résiduel de pierres naturelles afin de l'utiliser ultérieurement dans l'aménagement des voiries de l'Ecusson.

A ces fins, il convient de conclure une convention d'occupation précaire du terrain concerné par ce stockage – soit environ 400 m² - avec la SA3M, propriétaire de l'assiette foncière en question.

Cette occupation arrivera à son terme lorsque l'ensemble du volume de pierre naturelle aura été consommé par la Métropole à savoir d'ici à fin 2018.

Enfin, cette occupation, compte tenu de son intérêt général, est consentie par la SA3M à titre gracieux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la convention suscitée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 27/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 27/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170125-lmc1136677-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 25 JANVIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-M. DI RUGGIERO à M. A. EL KANDOUSSI, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON.

Excusé(es) :

Mme R. BUONO

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, M. G. LANNELONGUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE RÉTABLISSEMENT DE VOIRIES ENTRE OC'VIA ET LA MÉTROPOLE À L'OCCASION DU CHANTIER FERROVIAIRE DU CONTOURNEMENT NÎMES MONTPELLIER SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-BRÈS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Le projet de contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier (CNM) est déclaré d'utilité publique depuis le 17 mai 2005. L'objectif du contournement est de permettre le doublement du trafic ferroviaire de marchandises en 10 ans pour limiter la croissance du nombre de poids lourds sur l'autoroute A9, s'inscrivant ainsi dans un objectif de développement durable, et de renforcer les dessertes T.E.R.

Le décret du 16 mai 2005 déclarant d'utilité publique et urgent les travaux nécessaires au CNM a également emporté mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes concernées dont celle de Saint-Brès.

La réalisation du CNM fait l'objet d'un contrat de partenariat conclu entre OC'VIA, et Réseau Ferré de France (RFF) en date du 28 juin 2012.

Le projet de CNM prévoit le croisement de la Ligne et des voiries relevant du domaine public de la Métropole sur le territoire de la commune de Saint-Brès. Les voiries croisant la ligne ferroviaire devront être adaptées à la faisabilité des travaux de la ligne et aux exploitations de celle-ci et des réseaux interceptés.

Pour permettre la réalisation des travaux liés au contournement ferroviaire, il convient de définir par convention les modalités techniques, financières et administratives de réalisation des travaux de remise en état des voiries impactées par le projet, ainsi que des ouvrages attenants.

La convention précise que l'ensemble des travaux de rétablissement induits par le contournement est à la charge de l'entreprise Oc'Via et plus particulièrement :

- Les voies interrompues mais raccordées latéralement à des voies rétablies (art 3.2 de la convention),
- Les voies sans franchissement de la ligne nouvelle CNM mais faisant l'objet d'un rétablissement (art 3.3 de la convention),
- Les voies de désenclavement (art 3.4 de la convention).

En outre, la convention précise que lorsqu'il existe un ouvrage d'art permettant à la voie de franchir la Ligne, ce dernier demeure partie intégrante du domaine ferroviaire, en conséquence l'entreprise OC'VIA conservera la gestion et la charge d'entretien ou de renouvellement de l'ouvrage proprement dit, et de ses accessoires directs.

La convention prendra effet à sa date de notification, et prendra fin à la date de résiliation normale ou anticipée du contrat de partenariat conclu entre l'entreprise OC'VIA et Réseau Ferré de France.

La convention n'a pas d'incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à passer avec l'entreprise Oc'Via ayant pour objet les dispositions à retenir pour les travaux de rétablissement de voies de communication interceptées par le contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 27/01/17

Déposé En Préfecture

Le : 27/01/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170125-lmc1137623-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 25 janvier 2017
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-572	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3798 de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration de la Station d'Épuration de Villeneuve-lès-Maguelone	196
D2016-618	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AP 634, rue Mozart, commune de JACOU au profit de Madame Béatrice MAS	198
D2016-673	Décision relative au marché n°4668AJ16 de mission d'expertise forestière amiable	200
D2016-732	Décision relative au marché n°4621DE16 - Mission de prospection web de projets d'implantation sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	202
D2016-742	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 292 appartenant à SNCF Réseau sur la commune de Castelnau-le-Lez	204
D2016-786	Décision relative à un Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « rue chocolat »	206
D2016-807	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SK n°20, rue de la Cavallade, et RV n°15 et 16, lieudit La Condamine, sises commune de Montpellier	208
D2016-812	Décision relative à la vente d'une emprise de terrain déclassée avenue de Maurin au profit de la SCI Remat représentée par Monsieur Eloy - Commune de Montpellier	210
D2016-814	Décision de constitution de partie civile	212
D2016-816	Décision relative à l'avenant N°1 au marché 3945DS15 de "Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier"	214
D2016-818	Décision modificative de la régie de recettes du Montpellier International Business Incubator (M.I.B.I.)	216
D2016-819	Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films	218
D2016-823	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BK 89A située 7 avenue de l'Europe lot 89A à Saint Jean de Védas	220
D2016-826	Décision relative au marché n°4169DS15 de "Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et la mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil public du palais des Sports René Bougnol à Montpellier"	222
D2016-833	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AW n°122 - Commune de Vendargues	224
D2016-834	Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée section CT n°116, située sur la Commune de Lattes	226
D2016-835	Marché n°4679RI16 - Mission d'accompagnement pour la mise en œuvre de Chorus portail pro et l'évolution vers de nouveaux modules web de suivi des factures permettant cette mise en œuvre	228
D2016-839	Décision relative au marché n°4599AJ16 - Lot n°1 - Assurances tout risque chantier de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez	230

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-842	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste immatriculé 187 ADQ 34 à l'Hôtel des ventes Centre 113	232
D2016-843	Décision relative à l'attribution du marché n°8.28A portant sur l'acquisition d'un portique de manutention pour le dépôt Jeune Parque dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway	234
D2016-846	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de réseaux de rejet d'eaux pluviales - Commune de Saint Jean de Védas parcelle AC n°239	236
D2016-848	Marché n°4069EA16 de maintenance et entretien courant des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole	238
D2016-849	Décision relative au marché n°3910EA16 concernant le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA - Lots 1 et 2	240
D2016-851	Décision relative au marché n°4008EA16 concernant le renforcement du poste de refoulement et du réseau de refoulement des eaux usées de la ZAC du Caylus - Lots 1 et 2	242
D2016-852	Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale du spectacle « Ces jours bleus, le voyage d'Antonio Machado »	244
D2016-853	Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « People what people »	246
D2016-854	Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « 24/42 ou Le souffle du mouflet »	248
D2016-855	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement des parcelles BM0099 et BM0101 rue Donnat à Saint Jean de Védas	250
D2016-858	Décision relative aux conventions de mise à disposition temporaire de l'espace public - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades	252
D2016-859	Décision relative à un contrat n° Neo 1611006 de maintenance du logiciel de gestion des flux informatiques ESV2	254
D2016-861	Décision relative à l'avenant de transfert du lot n° 1 du marché n° 3480DC13 - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades	256
D2016-864	Décision relative à un contrat n°16kn375 de licence d'utilisation, maintenance, assistance et accompagnement méthodologique du logiciel PROFIL TRANSPORT	258
D2016-865	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	260
D2016-867	Décision relative au marché n°4625DE16 concernant la conclusion d'un contrat pour l'action de formation CAP CROISSANCE 2017	262
D2016-868	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CN n°26 et les 2/60ème des parcelles cadastrées CN n°41 et 42 - Lieu-dit " Les Hauts de Courpouiran" Commune de Juvignac	264
D2016-869	Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Françoise Cozon d'un Berceau suspendu de la 2ème moitié du XIXème siècle, époque second Empire	266

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-870	Décision relative à la résiliation du mandat d'études du site de Sablassou - Clos de l'Armet à Castelnau-le-lez	268
D2016-874	Décision relative à une donation de Madame Charlotte Liébert Hellman d'un dessin de Paul Signac La Bénédiction des thoniers. Groix	270
D2016-875	Décision relative à la clôture de la régie de recettes du parking Jacques Coeur	272
D2016-876	Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Francine Sutton-Sarthou d'une œuvre de Maurice Elie Sarthou, Mistral dans les pins	274
D2016-877	Décision relative à la conclusion du marché n°4682AT16 relatif à la mission SPS pour l'aménagement de la Rue des Jasses et l'amélioration de l'inondabilité du secteur à Saint Jean de Védas	276
D2016-879	Décision relative à une donation de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard Bioulès de deux de ses œuvres graphiques, Daphné et Apollon	278
D2016-881	Décision relative au marché 4309AT16 concernant l'aménagement de la place de l'église sur la commune de Saussan	280
D2016-882	Décision relative au marché n°4646VD16 de pompage et transport des perméats de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Montpellier Méditerranée Métropole de Castries	282
D2016-883	Décision relative à un marché d'études hydrauliques dans le cadre de la création du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier	284
D2016-884	Décision relative à un accord cadre pour des prestations de géomètre dans le cadre de la création du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier	286
D2016-885	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et la Métropole pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	288
D2016-886	Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Premices »	290
D2016-887	Décision relative à l'attribution d'un marché n°2902S16.02 de prestations juridiques dans le cadre du mandat d'études confié à la SA3M pour la rénovation thermique de copropriétés	292
D2016-889	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrée section SK n°27 ; 43 et 44 - Commune de Montpellier	294
D2016-890	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 96 sur la Commune de Prades-le-Lez appartenant à Monsieur et Madame TRINQUIER	296
D2016-891	Décision relative au marché 3908DE16 de prestations intellectuelles - Lot 1, traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines liés au développement économique	298
D2016-892	Décision relative au marché n°3908DE16 de prestations intellectuelles - Lot 2, traductions du français et de l'anglais vers le français dans les domaines hors développement économique	300
D2016-893	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUDFLUOR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	302

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-894	Retrait de la décision N°2016-780 en date du 30 septembre 2016 portant exercice du droit de préemption urbain - Parcelle CR n°43 - Commune de Lattes	304
D2016-895	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DX 462 auprès de la copropriété "Les Portes de la Mer", située rue du Pirée - Commune de Lattes	306
D2016-897	Décision relative à la cession de la parcelle AE 1318 sur la Commune de Saint-Drézéry à la SAS Saint Drézéry Aménagement	308
D2016-898	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une portion de l'avenue Étienne Méhul en impasse, d'une superficie de 863 m² environ, située section OB, commune de Montpellier	310
D2016-899	Décision relative à la cession d'un véhicule immatriculé BY-554-FM en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un sinistre	312
D2016-900	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AS n° 42 et 45 - Commune de Saint Jean de Védas	314
D2016-901	Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section BK 12 - Commune de Grabels	316
D2016-902	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	318
D2016-904	Décision relative aux avenants de prolongation des marchés d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public sur le territoire des communes de Cournonterral, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Prades-le-Lez, Baillargues et Saint-Brès	320
D2016-906	Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée	323
D2016-907	Décision relative à la clôture de la régie d'avances du Planétarium Galilée	325
D2016-908	Décision relative à la modification des régies de recettes du réseau des Piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	327
D2016-909	Décision d'ester en justice "MULA Christine - Requête n°1605755-8 TA"	329
D2016-910	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux dans le cadre de la réalisation de l'Intercepteur Est, parcelles BD n°31, 75 et 216, commune de Montpellier	331
D2016-911	Décision d'ester en justice "Fahd TOUMA - Requête n°1605756-8 TA"	333
D2016-913	Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway	334
D2016-916	Décision relative à l'agrément de candidature de la société civile VALANJULAU dans la ZAC DESCARTES à Lavérune	336
D2016-917	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCI LETOILLE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier	338
D2016-918	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ n°122 - Commune de Montferrier-sur-Lez	340

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-920	Décision relative à la signature d'une convention avec Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la rue Cantonat, ville de Castries	342
D2016-922	Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés HELENIS et CARDINAL Investissement dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	344
D2016-923	Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés BEAR et WEMAP dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment Totem dédié au numérique	346
D2016-925	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole de la rue de la Fontaine de la Banquière - Communes de Montpellier et Lattes	348
D2016-927	Décision relative à la cession à titre onéreux du véhicule vétuste à l'état d'épave de marque Renault Express immatriculé 4057XX34	350
D2016-933	Décision relative à un marché n°4667AJ16 de missions d'assistance et de conseil permanent dans la gestion de contrats d'assurances de Montpellier Méditerranée Métropole	352
D2016-934	Décision relative à un marché n°2837MG12, lot 2, menuiseries extérieures, fermetures - Avenant de transfert	354
D2016-936	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AW n°133 (anciennement AW n°120), sise commune de Vendargues	356
D2016-937	Décision relative à l'accord-cadre n°4312EA16 - Travaux de maintenance des fontaines - Lot 2 Maintenance tous corps d'état hors électromécanique	358
D2016-939	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	360
D2016-940	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AD n°37, sise commune de Saint Georges d'Orques	362
D2016-943	Décision d'ester en justice "Agence Saint Pierre - Requête n°1605916-8 TA"	364
D2016-948	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole des emprises de terrain déclassées avenue Georges Frêche - Commune de Pérols	366
D2016-949	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association PUSH START dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier	368
D2016-950	Décision relative au marché n°4394EA16 concernant la maintenance et les travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - Lots 1, 2 et 3	370
D2016-953	Décision relative à l'autorisation de la signature de l'acte notarié pour la modification de l'état descriptif de division de la parcelle HV 328 à Montpellier	372
D2016-954	Décision d'ester en justice "Association Maguelone Gardiole, requête n°1605997-1"	374
D2016-964	Décision relative à l'agrément de candidature du Groupement d'intérêt économique Humanis Fonctions Groupe dans l'enceinte du bâtiment Cap Sigma à Grabels	376

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-965	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LOUIS dans la ZAC Garosud extension à Montpellier	378
D2016-969	Décision relative à la création de la régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage des Gens du Voyage	380
D2016-970	Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances de l'aire d'accueil des Gens du Voyage de Bionne sur la commune de Montpellier	382
D2016-971	Décision relative au refinancement du contrat d'emprunt entre La Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole	384
D2016-976	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	387
D2016-983	Décision relative au refinancement du contrat d'emprunt entre La Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole	389
D2016-987	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association EUROBIOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	392
D2016-989	Décision relative à un accord-cadre n°4615DM16 d'enquêtes de circulation et de stationnement sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole	394
D2016-994	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	396
D2016-995	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IDENIX dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	398
D2016-1006	Décision d'ester en justice "ZURICH INSURANCE PUB LIMITES COMPANY - Assignation TGI "	400



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3798 de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration de la Station d'Épuration de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant au marché n°3798 avec le groupement ENTECH/ STUDIOGRAPH/ SOLEA pour la mission de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration de la Station d'Épuration de Villeneuve-lès-Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3798 de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration de la Station d'Épuration de Villeneuve-lès-Maguelone est passée avec le groupement ENTECH/ STUDIOGRAPH/ SOLEA.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'adaptation du programme de travaux demandé par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 9 650 € HT. Le délai reste inchangé.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 49 909,30 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-572
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1129489-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AP 634, rue Mozart, commune de JACOU au profit de Madame Béatrice MAS

- VU les articles L.5211-10 et L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 112-8, L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision de déclassement du domaine public n° D2016-601 en date du 24 août 2016 incorporant une emprise de voirie de 44 m² dans le domaine privé de la Métropole,
- VU l'estimation du service de France Domaine en date 8 février 2016 au prix de 50 €/ m²,
- VU le courrier de Madame Béatrice MAS en date du 10 août 2016 acceptant l'acquisition d'une emprise de 44 m² au prix de 50 € le m²,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La parcelle nouvellement cadastrée AP 634 de 44 m², préalablement désaffectée et déclassée, est vendue à Madame Béatrice MAS, domiciliée 29, rue Mozart à JACOU, au prix fixé par France Domaine, soit un montant total de 2 200 €.

ARTICLE 2 : Tous les frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par l'acquéreur, Madame Mas.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-618
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209-lmc1130073-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4668AJ16 de mission d'expertise forestière amiable

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration Générale, Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'avoir recours à un expert forestier pour la gestion des sinistres assurances,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4668AJ16 de mission d'expertise forestière amiable est passé avec le Cabinet AVAL, expert Forestier, 12 rue du Carignan 34090 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'expertise forestière amiable.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée d'un an reconductible une fois par décision tacite. Le nombre d'expertises forestières est limité à 10 par an.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du marché s'élève à 4 650 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-673
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1133506-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4621DE16 - Mission de prospection web de projets d'implantation sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 12/07/2016 concernant le marché n°4621DE16 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°4621DE16 de prestations intellectuelles est passé avec la société REGIONAL PARTNER, sise 1 Impasse Marchand, 56000 Vannes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prospection web de projets d'implantation sur la Métropole de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour un démarrage des prestations prévu le 1^{er} janvier 2017. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 66 500 € HT soit 79 800 TTC. Cette dépense sera prévue au budget de la Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-732
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	20/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161220-lmc1132056-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 292 appartenant
à SNCF Réseau sur la commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L5211-10 et l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du conseil municipal de la ville de Castelnau-le-Lez, n° 2015/12-14 en date du 14 décembre 2015, portant sur l'acquisition de la parcelle AS 292 auprès de la société SNCF Réseau,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU l'accord de principe de la SNCF, gestionnaire de l'infrastructure, en date du 19 juin 2014.
- VU l'accord de la société SNCF Réseau et ses modalités,
- VU l'estimation n°2016-057V0681 établie par le service de France Domaine le 28 Avril 2016,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de délaissé et pourra permettre l'aménagement d'un parking de proximité pour les résidences proches,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AS 292 d'une superficie de 755 m², située impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez, auprès de SNCF Réseau,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 57 000 € HT, taux de TVA en vigueur en sus, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-742
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1132149-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fond d'Aide à la Diffusion
Théâtrale pour le spectacle « rue chocolat »**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Rue chocolat » diffusé courant du dernier trimestre 2016 à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la compagnie « Las Soliles » et la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1200 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-786
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1132910-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SK n°20, rue de la Cavalade, et RV n°15 et 16, lieudit La Condamine, sises commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'avis de France Domaines en date du 9 novembre 2016,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie le 28 septembre 2016 par M. Cyril RAUNIER et Mme Brigitte ROLLAND portant sur les parcelles SK n°20, rue de la Cavalade, et RV n°15 et 16, lieudit la Condamine, sises commune de Montpellier, d'une superficie totale de 5 146 m² moyennant le prix total de 54 070 € (cinquante-quatre mille soixante-dix euros) toutes indemnités confondues.
- **CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée SK n°20, d'une superficie cadastrale de 945 m² située rue de la Cavalade à Montpellier est incluse dans le périmètre d'étude – Secteur Hameau de la Cavalade, approuvé par la délibération du Conseil n°8785 en date du 23 mars 2009,
- **CONSIDERANT** que les parcelles cadastrées RV n°15 et 16, sises lieudit La Condamine, d'une superficie cadastrale respective de 2 301 m² et 1 900 m², sont attenantes aux propriétés de la Métropole situées sur le Domaine de la Condamine à Montpellier et permettraient de créer un ensemble foncier cohérent valorisable dans le cadre de la politique agro-écologique menée par la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. Cyril RAUNIER et Mme Brigitte ROLLAND, les parcelles cadastrées SK n°20 et RV n°15 et 16, sises commune de Montpellier, d'une superficie totale de 5 146 m².

ARTICLE 2 : Conformément à l'avis délivré par France Domaines, cette acquisition aura lieu moyennant le prix 54 070 € (cinquante-quatre mille soixante-dix euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-807
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1133501-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente d'une emprise de terrain déclassée avenue de Maurin au profit de la SCI Remat représentée par Monsieur Eloy - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L112-8 du code de la voirie routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier n° 2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant sur le transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-806 en date du 25 octobre 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 46 m² avenue de Maurin à Montpellier,
- VU l'estimation de France Domaine en date du 10 novembre 2016 n° 2016. 172 V 1803,
- VU le courrier de la SCI Remat représentée par Monsieur Eloy en date du 06 décembre 2016 acceptant les modalités du transfert de propriété de la parcelle ER 516,
- **CONSIDERANT** que cette emprise ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, dans la mesure où elle est déjà intégrée de fait dans la propriété de Monsieur Eloy,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI Remat représentée par Monsieur Eloy, la parcelle cadastrée ER 516 de 46 m² avenue de Maurin à Montpellier, au prix fixé par France Domaine à savoir 2 760 € soit 60 €/m²,

ARTICLE 2 : La recette relative à cette transaction sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 3 : Maître Perrein, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la SCI Remat,

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-812
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229-lmc1133659-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian Fina sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** l'arrêté A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document permettant Montpellier Méditerranée Métropole de se constituer partie civile,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier contre Monsieur Jonathan SOTO-ZAMORANO

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 144.40 € TTC (cinq mille cent quarante-quatre euros et quarante centimes)

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur Christian Fina est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire en vertu de l'arrêté n° A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation de signature,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-814
Reçue en Préfecture le	16/12/16
Affichée le	16/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161216- lmc1133679-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant N°1 au marché 3945DS15 de "Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure toutes modifications prévues par l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 au x marchés et accords-cadres qui n'ont pas eux-mêmes été soumis à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n° 1 au marché n° 3945DS15 de « Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n° 3945DS15 de travaux est passé avec la société LAQUET, 643 route de Beaurepaire, 26 210 Lapeyrouse Mornay.

ARTICLE 2 : Après réalisation du fin nivellement et du compactage du fond de forme, des essais de portance ont été réalisés. Les résultats étant conformes à la norme NF P90-112 (voir rapport établie par le contrôleur technique Novarea) et sur proposition de l'entreprise Laquet, le traitement de sol n'a pas été réalisé, la fonction de ce dernier étant d'améliorer la portance lorsque celle-ci est inférieure aux exigences normatives.

Sur proposition de l'entreprise, la faisabilité de conserver le drain collecteur existant (drain agricole de diamètre 200 présent sur la largeur Nord du terrain) a été vérifiée par la réalisation d'une inspection caméra du drain jusqu'à son exécutoire en limite de propriété. L'enregistrement des données ayant été défailant, l'entreprise n'a pu émettre mais a confirmé que le drain ne présentait aucune défaillance ou désordre sur toute sa longueur et ceci jusqu'à son raccordement à l'exutoire en limite de propriété.

L'exutoire existant en limite de propriété était inaccessible. A la demande de la maîtrise d'ouvrage, le regard de visite de l'exutoire en limite de propriété a été rehaussé pour permettre son accessibilité.

ARTICLE 3 : Le montant du présent avenant est en moins-value, il s'élève à – 19 127, 50 € H.T. soit – 22 953 € T.T.C.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 405 759, 74 € H.T. soit 486 911, 69 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-816
Reçue en Préfecture le	01/12/16
Affichée le	01/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161201-lmc1133730-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/12/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie de recettes du
Montpellier International Business Incubator (M.I.B.I.)**

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'avis conforme du 19 octobre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, que l'encaisse actuelle de VINGT MILLE EUROS, n'est plus adaptée aux recettes, le montant maximum de l'encaisse autorisé est porté à CINQUANTE MILLE EUROS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2011-306 modifiée, en date du 1^{er} juin 2011 a créé une régie de recettes auprès du Montpellier International Business Incubator (M.I.B.I.).

ARTICLE 2 : Cette régie est installée rue du Mas de Verchant – 34960 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- produits du domaine (loyers),
- produits des prestations de services assurés par le M.I.B.I. aux entreprises,
- produits de ventes.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires,
- par virement sur le compte du régisseur.

ARTICLE 5 : La date limite d'encaissement des recettes par le régisseur, est fixée à trois mois.

page 1 sur 2

ARTICLE 6 : Un fond de caisse d'un montant de CINQUANTE EUROS (50,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à CINQUANTE MILLE EUROS (50 000,00 €).

ARTICLE 8 : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 9 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-818
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206-lmc1133759-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs
en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que la métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Métropole,
- **CONSIDERANT** que la numérisation des films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDERANT** les propositions de vente de droits non commerciaux et non exclusifs des films des sociétés Rambalh Films ,l'Association Cyclope Images et le C.R.D.P Languedoc-Roussillon/Canopée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Des contrats d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Métropole sont conclus avec la société Rambalh Films, l'Association Cyclope Images et La société C.R.D.P Languedoc-Roussillon/Canopée pour les films suivants :

- Rambalh Films : « Bleu de pastel », « Alexandre Groethendick, sur les routes d'un génie », « Les filles de la lune » ; « Eugène Trutat » ; « Se Canta » ; « Transit », « Une douce résistance ».
- Cyclope Images : « Jean Marais dit Cocteau » ; « La Verdière Monastère Sainte-Claire » ; « Entretien avec Scott Ross » ; « Le mandala de Kalachakra » ; « Michel Butor au Château d'Assas, suivi d'une conversation avec Jacques Laurans » ; « Paul Dardé sculpteur ».
- C.R.D.P.: « D'argile et de feu, Loul Combres » ; « Frédéric-Jacques Temple : paysages essentiels » ; « Frédéric Bazille, peintre 1841-1870 » ; « Pierre Soulages parle de sa peinture, des vitraux de Conques, de la peinture » ; « 7 démarches d'artistes plasticiens d'aujourd'hui ».

ARTICLE 2 : Chacun des contrats est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 3 : Les contrats sont conclus pour les montants forfaitaires suivants :

- Rambalh Films : 3816 euros T.T.C.
- Cyclope Images : 2480 euros T.T.C.
- C.R.D.P. : 2464 euros T.T.C.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-819
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202-lmc1133835-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BK 89A située 7 avenue de l'Europe lot 89A à Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté N°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n° PC03407715M0017 en date du 09/03/2016 accordé sur la parcelle BK 89A à Saint Jean de Védas et la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 7 avenue de l'Europe à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 12 674,40 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

Décision n°	D2016-823
Reçue en Préfecture le	12/12/16
Affichée le	12/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161212-lmc1133899-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 12/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4169DS15 de "Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et la mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil public du palais des Sports René Bougnol à Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics , quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de «Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et mise aux normes et l'accessibilité des espaces d'accueil public du palais des sports René Bougnol à Montpellier »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4169DS15 de maîtrise d'œuvre est passé avec le Groupement conjoint Coste/Betem/Pialot-Escande, représenté par la société **COSTE ARCHITECTURE** mandataire solidaire du groupement, 15 rue Louis Figuier, 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de 48 mois (y compris période de garantie de parfait achèvement de 12 mois après réception des travaux).

ARTICLE 3 : Le taux de rémunération est de 7,38 %, le forfait provisoire de rémunération s'élève à 99 636, 75 € H.T. soit 119 564, 10 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-826
Reçue en Préfecture le	01/12/16
Affichée le	01/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161201- lmc1133926-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/12/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée
section AW n°122 - Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de la société ENI France SARL pour céder la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section AW n°122, d'une superficie de 748 m², dont elle est propriétaire, à Montpellier Méditerranée Métropole moyennant le prix de 8 976 € toutes indemnités confondues,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 14 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ce foncier est rendu nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma directeur d'assainissement et plus particulièrement pour effectuer le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration intercommunale de Maera située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de ENI France SARL, dont le siège social est situé 12 avenue Tony Garnier à Lyon (69007), identifiée au SIREN sous le numéro 969 502 004, la parcelle sise sur la commune de Vendargues, cadastrée section AW n°122, d'une contenance totale de 748 m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de HUIT MILLE NEUF CENT SOIXANTE SEIZE EUROS (8 976 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

Décision n°	D2016-833
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134013-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée
section CT n°116, située sur la Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'avis de France Domaines en date du 03 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que la création du domaine public autoroutier concédé (DPAC) faisant suite aux travaux du déplacement de l'A9 nécessite la maîtrise totale du foncier impacté par Autoroutes du Sud de la France (ASF),
- **CONSIDERANT** que la cession de la parcelle cadastrée section CT n°116, appartenant à la Métropole, située sur la commune de Lattes, d'une superficie totale de 2 230 m², à ASF est nécessaire car elle se situe dans l'emprise du DPAC à créer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède la parcelle cadastrée CT n°116, d'une contenance de 2 230 m², sise commune de Lattes à la société dénommée Autoroutes du Sud de la France, dont le siège est situé à Rueil-Malmaison (92500), 9 place de l'Europe, immatriculée au RCS de Nanterre et identifiée au SIREN sous le numéro 572139996, dont le représentant est M. Salvador NUNEZ, directeur d'opérations de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de vingt mille soixante-dix euros (20 070 €) toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

Décision n°	D2016-834
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209- lmc1134020-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4679RI16 - Mission d'accompagnement pour la mise en œuvre de Chorus portail pro et l'évolution vers de nouveaux modules web de suivi des factures permettant cette mise en œuvre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDÉRANT** que la société Berger Levrault, editrice du logiciel de gestion budgétaire et comptable de la Métropole, est la seule, en raison des droits qu'elle détient, en mesure de faire évoluer ce logiciel afin d'intégrer notamment les évolutions réglementaires de dématérialisation des factures et des pièces jointes correspondantes (loi du 3 janvier et ordonnance du 26 juin 2014),
- **CONSIDÉRANT** que la société Berger Levrault propose un partenariat pour la mise en œuvre de Chorus Portail Pro, site internet qui permet la transmission et le suivi des factures dématérialisées à destination des services de l'Etat ainsi que des collectivités et leurs groupements (le dépôt des factures étant obligatoire dès le 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et progressivement pour toutes les entreprises jusqu'au 1er janvier 2021),
- **CONSIDÉRANT** que la société Berger Levrault s'engage à accompagner la Métropole dans la mise en place, en liaison avec Chorus Portail Pro, des nouveaux modules web de suivi des factures,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n° 4679RI16 de prestations intellectuelles est passé avec la société BERGER LEVRAULT, sis 892 rue Yves Kermen, 92100 Boulogne Billancourt, sans publicité ni mise en concurrence préalables en raison des droits de propriété intellectuelle que cette société détient sur le logiciel de gestion budgétaire et comptable déployé à Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre de Chorus portail pro et l'évolution vers de nouveaux modules web de suivi des factures permettant cette mise en œuvre,

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et expire au 31 décembre 2018,

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 19 677€ HT soit 22 514.40€ TTC. Cette dépense sera prévue au budget de la Métropole chapitre 903 30.1 2051, sous réserve du vote du budget correspondant.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-835
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	13/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1134042-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4599AJ16 - Lot n°1 - Assurances tout risque chantier de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de services «d'Assurances construction de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez. »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché public n°4599AJ16 de services est passé avec SMABTP sise 2 Place Paul BEC, Les échelles de la Ville, CS 49058, 34965 Montpellier Cedex 02.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une prestation d'Assurances tout risque chantier de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-Le-Lez. LOT 1.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée court jusqu'à la date de réception des travaux de la construction de la Médiathèque Aimé Césaire.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 12 893,40 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-839
Reçue en Préfecture le	28/11/16
Affichée le	29/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161128-lmc1134108-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste
immatriculé 187 ADQ 34 à l'Hôtel des ventes Centre 113**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule utilitaire Renault immatriculé 187 ADQ 34 du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule utilitaire de marque Renault immatriculé 187 ADQ 34 à réformer du fait de sa vétusté est cédé à l'Hôtel des ventes 113 situé 390 rue les Portes Domitienne à Vendargues (34740) pour être vendu aux enchères.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-842
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206- lmc1134327-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.28A portant sur l'acquisition d'un portique de manutention pour le dépôt Jeune Parque dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant la création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour le bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** les résultats de la consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 27 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics pour le marché 8.28A portant sur l'acquisition d'un portique de manutention pour le dépôt de Jeune Parque dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n° 8.28A est passé avec l'entreprise CMCO sise Vierzon (18).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'acquisition d'un nouveau portique, permettant de réaliser des manutentions de levage de bogies de tramway, pour le dépôt de Jeune Parque à Montpellier dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway.
L'option permettant de stocker en extérieur le portique est retenue, étant donné le manque de place dans l'atelier de Jeune Parque.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de huit semaines.

ARTICLE 4 : Le marché n°8.28A est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 20 600 € H.T.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-843
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208- lmc1134419-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de réseaux de rejet d'eaux pluviales - Commune de Saint Jean de Védas parcelle AC n°239

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que la constitution de la servitude de rejet des eaux pluviales devant grever la parcelle AC n°239, sise commune de Saint Jean de Védas, appartenant à la Métropole, n'est pas de nature à compromettre l'utilisation future de ce foncier,
- **CONSIDERANT** que la constitution de la servitude de passage de rejet des eaux pluviales sur la parcelle cadastrée AC n°239 sise commune de Saint Jean de Védas au profit des parcelles sises commune de Saint Jean de Védas et cadastrées AC n°184, 186 et 168 est nécessaire dans le cadre de la réalisation du Trucks Services par la SCI GABEN,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent à une servitude de passage réelle et perpétuelle en tréfonds d'une canalisation de rejet des eaux pluviales sur la parcelle lui appartenant cadastrée AC n°239, sise commune de Saint Jean de Védas sur une emprise de 3 mètres de largeur et d'une longueur de 55 mètres soit une surface de 165 m², telle que figurée en bleue sur le plan annexé à la présente, au profit des parcelles cadastrées AC n°184, 186 et 168, sises commune de Saint Jean de Védas et appartenant à la SCI GABEN.

ARTICLE 2 : La constitution de la servitude est consentie moyennant le prix global et forfaitaire de cent soixante-cinq euros (165 €).

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte de constitution de servitude visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-846
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209- lmc1134436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4069EA16 de maintenance et entretien courant des ouvrages de protection contre les inondations de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'entretenir 22 km d'Ouvrages de Protection Contre les Inondations (O.P.C.I) et d'assurer la continuité du bon fonctionnement hydraulique des ouvrages en question,
- **CONSIDÉRANT** l'avis public à la concurrence publié le 23 juin 2016 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4069EA16 à bons de commande de maintenance et entretien courant des Ouvrages de Protection contre les Inondations de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la société STPB sise 130 rue des 3 Pins 34400 SAINT SERIES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des travaux courants sur les Ouvrages de Protection contre les Inondations.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an et peut être reconduit de manière tacite 1 fois par période d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum de 20 000 € HT et un maximum de 44 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-848
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215-lmc1134627-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3910EA16 concernant le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA - Lots 1 et 2

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016, notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur REVOL dans les domaines « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA - Lot 1 : Aménagement de la STEP de Castries - Lot 2 : Réseaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3910EA16 de travaux est passé pour le lot 1 avec le groupement conjoint d'entreprises NGE GENIE CIVIL SAS / SPIE SUD OUEST, dont le mandataire est NGE GENIE CIVIL SAS, 34130 MAUGUIO et avec la société SADE, 34741 VENDARGUES pour le lot 2.

ARTICLE 2 : Le marché, pour le lot 1 prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution des travaux est de 9 mois répartis comme suit : 2 mois de préparation, 6 mois de travaux et 1 mois de mise en service du poste de refoulement (période de mise au point et période d'observation). Le marché, pour le lot 2 prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution des travaux est de 8 mois répartis comme suit : 2 mois de préparation et 6 mois de travaux.

ARTICLE 3 : Le montant estimatif du marché est de 444 436,70€ HT soit 533 324,04€ TTC pour le lot 1 et de 635 056,00€ HT soit 762 067,20€ TTC pour le lot 2.
Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Assainissement, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-849
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1134482-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4008EA16 concernant le renforcement du poste de refoulement et du réseau de refoulement des eaux usées de la ZAC du Caylus - Lots 1 et 2

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour le renforcement du poste de refoulement et du réseau de refoulement des eaux usées de la ZAC du Caylus - Lot 1 : Réseaux eaux usées et télécommunication - Lot 2 : Poste de refoulement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4008EA16 de travaux est passé avec la société EHTP, 34130 MAUGUIO pour le lot 1, et avec le groupement EHTP/HES, dont le mandataire est EHTP, 34130 MAUGUIO pour le lot 2.

ARTICLE 2 : Le délai d'exécution des travaux, hors période de préparation est :

- Pour le lot n°1 de 11 semaines,
 - Pour le lot n°2 de 5 semaines,
- Ce délai court à compter de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 3 : Le montant estimatif du marché s'élève :

- Pour le lot n°1 à 215 055,80 € HT, soit 258 066.96 € TTC.
- Pour le lot n°2 à 70 090,00 € HT, soit 84 108,00 € TTC.

Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Assainissement, chapitre 23.

ARTICLE 4: Monsieur REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/07/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-851
Reçue en Préfecture le	12/12/16
Affichée le	12/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1134580-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/12/16

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale du spectacle « Ces jours bleus, le voyage d'Antonio Machado »

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat de trois représentations du spectacle « Ces jours bleus, le voyage d'Antonio Machado » diffusées courant du dernier trimestre 2016 à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la compagnie Accidental-Company et la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 4800€ T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-852
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1134593-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion
théâtrale pour le spectacle « People what people »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle «People what people» diffusé courant du dernier trimestre 2016 à Saint Jean de Vedas.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la compagnie Vilcanota et la ville de Saint Jean de Vedas, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 3376€ T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-853
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1134613-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale
pour le spectacle « 24/42 ou Le souffle du mouflet »**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016, notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « 24/42 ou Le souffle du mouflet » diffusé les 13 et 14 décembre 2016 à Saint Jean de Vedas.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la compagnie BlablaProductions et la ville de Saint Jean de Vedas, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1650€ T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-854
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1134617-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le
raccordement des parcelles BM0099 et BM0101 rue Donnat à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté N°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n° PC3427015M0011 accordé sur les parcelles BM0099 et BM0101 à Saint Jean de Védas et la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité de parcelles situées rue Donnat à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 19 048,79 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

Décision n°	D2016-855
Reçue en Préfecture le	12/12/16
Affichée le	12/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161212-lmc1134658-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 12/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux conventions de mise à disposition temporaire
de l'espace public - Site archéologique Lattara, musée Henri Prades**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de répondre aux demandes des associations culturelles lattoises de mise à disposition des espaces d'accueil du musée Henri Prades,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Deux conventions d'occupation temporaire du domaine public sont signées entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Lattes, Loisirs et Culture ainsi qu'avec l'association Histoire Informations.

ARTICLE 2 : Ces deux conventions d'occupation temporaire du domaine public concernent les espaces d'accueil du musée Henri Prades.

L'auditorium, la cafétéria et le four de potier du musée Henri Prades sont mis gracieusement à disposition pour l'association Lattes, Loisirs et Culture, à titre ponctuel et non exclusif, afin d'y organiser des conférences et des cours de sculpture pour les adhérents de l'association. Les cours de sculpture se dérouleront les mercredis de 18h00 à 21h00, à l'exclusion des vacances scolaires ; 10 conférences se tiendront dans l'auditorium du musée, de préférence le samedi après-midi entre 14h00 et 18h00 ou le mercredi soir entre 18h00 et 21h00, hors vacances scolaires, à raison d'une conférence maximum par mois. Le planning des conférences devra faire l'objet d'une demande écrite au chef d'établissement.

L'auditorium est mis gracieusement à disposition pour l'association Histoire Informations, à titre ponctuel et non exclusif, afin d'y organiser annuellement 6 conférences, le samedi après-midi entre 14h00 et 17h00. Le planning des conférences devra faire l'objet d'une demande écrite au chef d'établissement.

ARTICLE 3 : Ces mises à disposition sont consenties pour une durée de un an, tacitement reconductible deux fois (soit trois ans maximum).

ARTICLE 4 : Ces mises à disposition sont consenties à titre gracieux sous réserve que les manifestations organisées par les deux associations soient gratuites.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer les conventions d'occupation temporaire du domaine public visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-858
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1134832-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n° Neo 1611006 de maintenance
du logiciel de gestion des flux informatiques ESV2**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion des flux informatiques ESV2 (anciennement ANTARES V2) auprès de la société NEOVACOM,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce logiciel à la société NEOVACOM au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société NEOVACOM, 180 avenue du Prado, 13008 MARSEILLE.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel de gestion des flux informatiques ESV2, notamment ceux échangés avec la Trésorerie Générale (flux financiers et de paye).

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille quatre cent trente-sept euros et soixante-cinq centimes T.T.C. (1 437,65€ T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-859
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208-lmc1134824-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de transfert du lot n° 1 du marché n° 3480DC13 - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU le marché n°3480 DC 13 concernant le traitement de conservation-restauration sur des objets archéologiques, Lot n°1 : objets en céramique
- VU la cession d'activités à la société coopérative Ipso Facto co-gérée par Charles Arnulf ou Mourad El Amouri et représentée par Mme Ethel Bouquin immatriculée sous le n° RCS 498 570 712 RCS Marseille,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant au marché n°3480DC13 doit être passé en vue du transfert à la société Ipso Facto représentée par Mme Ethel Bouquin des prestations exercées jusqu'alors par le groupement Amoros /Mines de Talents – Bouquin.

ARTICLE 2 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-861
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	13/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1134841-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°16kn375 de licence d'utilisation, maintenance, assistance et accompagnement méthodologique du logiciel PROFIL TRANSPORT

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de détenir un progiciel d'analyse de prospective intercommunale concernant le budget annexe transport,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°16kn375 de licence d'utilisation, maintenance, assistance informatique et accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse rétrospective et prospective du budget annexe transport est conclu avec la société Ressources Consultants Finances, 16 rue de Penhoët, 35000 RENNES.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel PROFIL TRANSPORT installé à la Direction des Finances ayant les spécificités suivantes :

- Module dette : il permet de prendre en compte la dette récupérable et la dette due aux tiers, paramétrer la durée moyenne et les taux d'intérêts des emprunts futurs par année, ainsi que de tester l'impact d'un remboursement anticipé.

- Dotation aux amortissements : un calcul d'épargne brute minimum est effectué à partir de la simulation de la dotation aux amortissements et aux provisions et de la simulation du transfert de subventions d'investissement au compte de résultat. L'impact de la politique d'amortissement sur les conditions d'équilibre des sections est ainsi testé dans chaque scénario.
 - Effectuer diverses simulations (avec équilibre annuel et pluriannuel) et effectuer les calculs d'indicateurs financiers.
 - Double présentation des résultats : l'analyse des dépenses et recettes réelles, sous forme de chaîne de l'épargne et de chaîne du financement de l'investissement est complétée par une présentation comptable qui recompose les budgets annuels en simulant les mécanismes d'affectation des résultats et les mouvements d'ordre entre sections.
 - Elaborer des dossiers de communication recensant les résultats des diverses simulations.
- Ce contrat comporte également la maintenance et l'assistance à ce logiciel ainsi qu'une journée d'accompagnement méthodologique.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à trois mille cent trente-quatre euros et quarante-quatre cents T.T.C. (3 134,44 € T.T.C.), décomposé comme suit :

- maintenance / assistance annuelle du logiciel : mille deux cent quarante et un euros et vingt-deux cents T.T.C. (1 241,22 € T.T.C.),
- accompagnement méthodologique au logiciel, frais de déplacement inclus : mille huit cent quatre-vingt-treize euros et vingt-deux cents T.T.C. (1 893,22 € T.T.C.).

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 011, plan 07.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-864
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208-lmc1134900-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise QUALTERA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise QUALTERA répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise QUALTERA pour la location de bureaux d'une surface totale de 195,31 m².

ARTICLE 2: La surface occupée est constituée des modules B0.10 à B0.16 situés au rez de chaussée du bâtiment MIBI- 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3: La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 30 novembre 2019.

ARTICLE 4: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise QUALTERA pour la surface de 195,31 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 2 640,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-865
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1134918-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4625DE16 concernant la conclusion d'un contrat pour l'action de formation CAP CROISSANCE 2017

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché pour la réalisation de l'action de formation collective « Cap Croissance » ; l'objectif de cette action est de permettre d'accompagner 12 jeunes entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga), dans leurs problématiques de croissance commerciale. Au travers d'outils, de méthodes et d'un coaching personnalisé en fonction de la thématique et du stade d'avancement de chaque entreprise, il s'agira d'accompagner les dirigeants dans la structuration et le développement de la fonction commerciale de leur entreprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché est conclu avec la société DYNEIS dont le siège social est 180, rue de Galata, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le programme de formation d'actions collectives proposé par le BIC Cap Alpha-Cap Omega pour l'année 2017, l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Croissance.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation s'élève à 64 395,00€ HT soit 77 274,00€ TTC. La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-867
Reçue en Préfecture le	28/12/16
Affichée le	28/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1135040-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section
CN n°26 et les 2/60ème des parcelles cadastrées CN n°41 et 42 -
Lieu-dit " Les Hauts de Courpouiran" Commune de Juvignac**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération n°13904 en date du 30 juin 2016, créant une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues – Bel Air »,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les conjoints Louis-Norgelet, en date du 14 octobre 2016 sur la parcelle cadastrée section CN n°26, d'une superficie totale de 5 580 m² en nature de Landes et les 2/60^{ème} des parcelles cadastrées CN n°41 et 42 d'une superficie totale de 9 352 m² de chemins, situées sur la Commune de Juvignac, aux lieudits Hauts de Courpouiran de Naussargues Bel-Air, moyennant un montant de 34 415,20 € toutes indemnités confondues,
- **VU** l'avis de France Domaines en date du 9 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée CN n°26 d'une superficie de 5 580 m² en nature de Landes et les 2/60^{ème} des parcelles CN n°41 et 42, situées sur la Commune de Juvignac, auprès des consorts Louis :

- Madame Jacqueline LOUIS née Norgelet domiciliée 213 rue des Cèdres à Saint Clément de Rivière (34980),
- Madame Françoise Crozat née LOUIS domiciliée 12 montée de la Grotte à Carry le Rouet (13620),
- Madame Noèle Mialhe, née LOUIS domiciliée 491 avenue des Genévriers à Saint Clément de Rivière (34980).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de trente-quatre mille quatre cent quinze euros et vingt cents (34 415,20 €) toutes indemnités confondues. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-868
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135030-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Françoise Cozon d'un Berceau suspendu de la 2ème moitié du XIXème siècle, époque second Empire

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision sur le fait d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Madame Françoise COZON domiciliée Domaine Estanove 298, rue Jacques Tati 34070 Montpellier propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole un Berceau suspendu de la deuxième moitié du XIXème siècle, époque Second Empire d'une valeur de 2 500 € (deux mille cinq cents euros),
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Madame Françoise COZON d'un Berceau suspendu de la deuxième moitié du XIXème siècle, époque Second Empire d'une valeur de 2 500 € (deux mille cinq cents euros).

ARTICLE 2 : Ce Berceau suspendu sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-869
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135077-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la résiliation du mandat d'études du
site de Sablassou - Clos de l'Armet à Castelnau-le-lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,
- VU l'Assemblée Générale extraordinaire de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en date du 24 mai 2016, qui a adopté une modification des statuts de la société devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- **CONSIDERANT** que la SA3M s'est vu confier par délibération n°9683 en date du 20 juillet 2010 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet,
- **CONSIDERANT** que ce mandat d'études a été signé le 23 août 2010, et reçu en Préfecture le 20 septembre 2010,
- **CONSIDERANT** que ce mandat d'études a fait l'objet d'un avenant n°2 en vertu de la décision n°2011-671 du 26 novembre 2011 afin notamment de porter le montant évalué des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études à 367 836,11 € HT,
- **CONSIDERANT** que ces études sont suspendues depuis le 2 juillet 2012 suite à la décision conjointe de la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole, et que le montant des études réglées par la SA3M est de 66 087 euros HT,
- **CONSIDERANT** que la le souhaite, dans le cadre de la révision du SCoT, de remettre à plat les études d'aménagement sur ce secteur en considérant un périmètre plus restreint,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet est résilié à la demande du mandant.

ARTICLE 2 : Il est demandé au mandataire de résilier les contrats en cours et de payer les indemnités de résiliations dues, à savoir 620 euros HT.

ARTICLE 3 : Est en outre dû au mandataire, en application de l'article 11 de la convention, une indemnité de 4 293 euros HT. Cette somme sera déduite des avances à nous restituer.

ARTICLE 4 : La résiliation du mandat d'études prendra effet après le paiement des indemnités mentionnées à l'article 2 et à l'article 3.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat », est autorisée à résilier la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-870
Reçue en Préfecture le	28/12/16
Affichée le	28/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161219-lmc1135088-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/12/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Madame Charlotte Liébert
Hellman d'un dessin de Paul Signac La Bénédiction des thoniers. Groix**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Madame Charlotte Liébert Hellman domiciliée 38, Boulevard Saint Michel 75006 Paris propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole un dessin, *La Bénédiction des thoniers. Groix* d'une valeur de 50 000 € (cinquante mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Madame Charlotte Liébert Hellman, du dessin, *La Bénédiction des thoniers. Groix* d'une valeur de 50 000 € (cinquante mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-874
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135083-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la clôture de la régie de recettes du parking Jacques Coeur

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2015-700 du 8 décembre 2015, instituant une régie de recettes pour le parking Jacques Cœur, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU l'avis conforme du 15 novembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT** la fermeture du parking Jacques Cœur, la régie de recettes n'a plus lieu d'être,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes du parking Jacques Cœur est clôturée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-875
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206- lmc1135093-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Francine Sutton-Sarthou d'une œuvre de Maurice Elie Sarthou, Mistral dans les pins

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Madame Francine Sutton-Sarthou domiciliée 14, rue Larrey 75005 Paris propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Maurice Elie Sarthou : *Mistral dans les pins* d'une valeur de 9 000 € (neuf mille euros),
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Madame Francine Sutton-Sarthou, d'une œuvre de Maurice Elie Sarthou *Mistral dans les pins* d'une valeur de 9 000 € (neuf mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-876
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135098-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion du marché n°4682AT16 relatif
à la mission SPS pour l'aménagement de la Rue des Jasses et
l'amélioration de l'inondabilité du secteur à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,
- **CONSIDÉRANT** les travaux d'aménagement de la rue des Jasses et l'amélioration de l'inondabilité du secteur à Saint Jean de Védas,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4682AT16 de mission SPS est passé avec la Société Qualiconsult Sécurité sise à Parc Club du Millénaire Bât 18, 1025 rue Henri Becquerel 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission SPS pour l'aménagement de la rue des Jasses et l'amélioration de l'inondabilité du secteur à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement du marché de travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 5 980€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-877
Reçue en Préfecture le	12/12/16
Affichée le	12/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161212- lmc1135100-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Monsieur Vincent Louis Jacques
Gérard Bioulès de deux de ses œuvres graphiques, Daphné et Apollon**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant le fait d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard Bioulès domicilié 1 avenue Saint Lazare Montpellier propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres graphiques, *Daphné* et *Apollon* d'une valeur de 1 500 € pour chaque dessin (mille cinq cents euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard Bioulès, de deux de ses œuvres graphiques d'une valeur de 1 500 € pour chaque dessin (mille cinq cents euros).

ARTICLE 2 : Ces œuvres graphiques seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-879
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	/
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135108-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4309AT16 concernant
l'aménagement de la place de l'église sur la commune de Saussan**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur YOUSSEUS en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2016-161 du 03 mai 2016 portant délégation de fonction à Monsieur, YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux, « Aménagement de la place de l'église sur la commune de Saussan »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4309AT16 de travaux est passé avec la société SOLATRAG SA, zone industrielle 34302 Agde Cedex.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 120 401,50 € HT soit 144 481,80 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur YOUSSEUS Vice-président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 03 mai 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-881
Reçue en Préfecture le	22/12/16
Affichée le	22/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161222- lmc1135121-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4646VD16 de pompage et transport
des perméats de l'Installation de Stockage de Déchets Non
Dangereux de Montpellier Méditerranée Métropole de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine «Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour le « Pompage et transport des perméats de l'Installation de Stockage de Déchets Ménagers et assimilés Non Dangereux de Montpellier Méditerranée Métropole »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4646VD16 de services est passé avec la société SRA SAVAC, 91 rue Maurice le Boucher, ZAC de Tournezy, CS 90 014, 34 078 Montpellier cedex 3.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une période initiale de 3 ans.

ARTICLE 3 : Le montant prévisionnel du marché s'élève à 65 000€ HT. soit 71 500€ TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 4 : Monsieur MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-882
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1135119-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché d'études hydrauliques dans le cadre de la création du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- VU la convention de mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont conclu avec la SA3M,
- **CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions d'études hydrauliques afin de définir les besoins nécessaires à la réalisation du projet en matière de dossier réglementaire au titre des articles L.214.1 à L.214.6 du Code de l'Environnement dit Loi sur l'Eau,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles d'études hydrauliques est confié à l'entreprise CEREG, sise 589 Rue Favre de Saint-Castor, 34080 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation d'études hydrauliques afin de définir les besoins nécessaires à la réalisation du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 4 550€ H.T. pour la tranche ferme, et 2 400€ H.T. pour la tranche conditionnelle n°1. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SA3M, titulaire du mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-883
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	20/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161219-lmc1135131-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/12/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un accord cadre pour des prestations de géomètre dans le cadre de la création du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- VU la convention de mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont conclu avec la SA3M,
- **CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions de géomètres à un cabinet spécialisé,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord cadre à bons de commande pour la réalisation de prestations de géomètre est confié au Cabinet SIRAGUSA, sis parc Club du Millénaire, 1025 Rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne la réalisation de missions de géomètre nécessaire à la réalisation du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont.

ARTICLE 3 : L'accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification, pour une durée de deux ans.

ARTICLE 4 : L'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un montant maximum de 14 900 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SA3M, titulaire du mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-884
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	20/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161219-lmc1135135-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/12/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et la Métropole pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice- Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2014 passée avec l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau d'une surface de 29,42 m², partie du module B220 située au deuxième étage de la pépinière d'entreprises Cap Omega en zone verte,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de continuer à favoriser le financement pour la croissance des jeunes entreprises innovantes en s'appuyant sur les réseaux de Business Angels comme l'association MELIES qui se donne pour mission de proposer à des investisseurs privés de financer collectivement des start-up qualifiées pour leur permettre de se développer,
- **CONSIDERANT** qu'au vu des financements apportés par l'association MELIES aux jeunes entreprises depuis son installation au sein de la pépinière, il convient de renouveler la convention d'occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'occupation en date du 1^{er} janvier 2014 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau de 29,42 m², partie du module B220 située au deuxième étage de la pépinière d'entreprises Cap Oméga en zone verte est renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 : L'occupation est consentie à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2019. Elle peut prendre fin au gré des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'appui financier apporté par l'association MELIES aux entreprises du BIC, l'occupation est consentie à titre gratuit. Afin de déterminer le montant des charges qui est de 20% du montant du loyer théoriquement dû, le montant du loyer est valorisé au tarif à ce jour approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015, soit 372,16€ H.T. pour les 29,42 m² occupés.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Monsieur la Vice Présidente Chantal MARION est autorisée à signer la convention d'occupation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-885
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1135168-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle « Prémices »

- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Prémices » diffusé au dernier trimestre 2016 au théâtre Pierre Tabard.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la compagnie Plateau Neuf et théâtre Pierre Tabard, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1800€ T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-886
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202- lmc1135215-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un marché n°2902S16.02
de prestations juridiques dans le cadre du mandat d'études
confié à la SA3M pour la rénovation thermique de copropriétés**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'articles 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDÉRANT** qu'un mandat d'études pour la rénovation de copropriétés d'un montant prévisionnel de 516 213 euros et d'une durée de 3 ans a été confié par le Conseil de Métropole à la SA3M par délibération du 30 septembre 2015. Ce mandat vise à accompagner 5 copropriétés dans un programme de rénovation énergétique de niveau BBC rénovation,
- **CONSIDERANT** que la Métropole bénéficie d'une subvention de 50% du fonds d'Investissement d'Avenir Ecocité pour le financement de ces études. En outre, les copropriétés accompagnées pourront bénéficier d'un subventionnement de leurs travaux par ce fonds Ecocité à hauteur de 35%.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2902S16.02 d'assistance juridique est passé avec le cabinet LEFEVRE PELLETIER ASSOCIES 136 Av. des Champs-Élysées, 75008 Paris.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'assistance juridique à apporter à la maîtrise d'ouvrage tant lors de l'élaboration que de la passation d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents de conception-réalisation-exploitation-maintenance, pour les besoins de la rénovation thermique de copropriétés sises à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 20 400 € HT auquel s'ajoutent le cas échéant une prestation supplémentaire éventuelle 1 de 6 530 €, et une prestation supplémentaire éventuelle de 550 € par marché subséquent. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-887
Reçue en Préfecture le	28/12/16
Affichée le	28/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161219-lmc1135279-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/12/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelles cadastrée section SK n°27 ; 43 et 44 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, en date du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public consentie au profit de Monsieur Gérard TAINE, domicilié Résidence Artémis II-Apt 304, 101 Place du Parnasse à Montpellier (34000), et Montpellier Méditerranée Métropole, sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n°27, 43 et 44 d'une contenance totale de 5 211m²,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée d'un an entre Monsieur Gérard TAINE et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 27 ; 43 et 44 d'une contenance totale de 5 211m²,

ARTICLE 2 : La convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 200€.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-889
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208-lmc1135274-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 96 sur la Commune de Prades-le-Lez appartenant à Monsieur et Madame TRINQUIER

- VU les articles L.5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- VU le courrier de Monsieur et Madame Maurice TRINQUIER en date du 18 novembre 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 96 d'une superficie de 114 m², située rue du Plô Midi,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle, en nature de voirie, est dédiée à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AP 96 d'une contenance de 114 m² située à Prades-le-Lez auprès de Monsieur et Madame TRINQUIER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 10 € / m² TCC soit un total de 1 140 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-890
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135298-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 3908DE16 de prestations intellectuelles
- Lot 1, traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers
le français dans les domaines liés au développement économique**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment l'article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles pour des prestations de traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines liés au développement économique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3908DE16, lot 1 de prestations intellectuelles est passé avec la société COMMTEXT, 120 cours Nicolas Appert, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 3 : Le montant maximum du marché s'élève à 100 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION Vice-présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-891
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	20/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161220- lmc1135313-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3908DE16 de prestations intellectuelles - Lot 2, traductions du français et de l'anglais vers le français dans les domaines hors développement économique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles pour des prestations de traductions du français et de l'anglais vers le français dans les domaines hors développement économique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3908DE16, lot 2 de Prestations Intellectuelles est passé avec la société ADT INTERNATIONAL, 1 av de l'homme à la fenêtre, 13220 Châteauneuf-les-Martigues.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 3 : Le montant maximum du marché s'élève à 100 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION Vice-présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-892
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	20/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161220-lmc1135320-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUDFLUOR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 novembre 2013 passée entre la Métropole et la société SUDFLUOR pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 28 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société SUDFLUOR n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SUDFLUOR pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SUDFLUOR pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 315,36 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-893
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202-lmc1135325-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Retrait de la décision N°2016-780 en date du 30 septembre 2016 portant exercice du droit de préemption urbain - Parcelle CR n°43 - Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 27 juillet 2016, envoyée par Maître REYNOLD DE SERESIN Bertrand, Notaire à SENNECEY LE GRAND (71240), mandataire de la SCI DE LATTES, reçue en Mairie de Lattes le 4 août 2016, concernant la parcelle cadastrée CR n°43, d'une superficie totale de 8 231 m², à usage de commerce située sur la Commune de Lattes, au lieudit Boirargues, au prix de 4 150 000 euros plus une commission d'agence de 115 200 euros TTC à la charge de l'acquéreur, en valeur occupée,
- **VU** l'arrêté Préfectoral en date du 29 septembre 2016 portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain de la parcelle CR n°43 situé au lieudit Boirargues à Lattes au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la décision n°2016-780 en date du 30 septembre 2016 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée CR n°43 située lieudit Boirargues à Lattes,
- **VU** le recours gracieux réceptionné le 21 octobre 2016 demandant le retrait de la décision n°2016-780 susvisée,
- **CONSIDERANT** que la Déclaration d'Intention d'Aliéner a effectivement été réceptionnée en Mairie de Lattes le 29 juillet 2016, l'exercice du droit de préemption a donc été opéré hors délai, il y a donc lieu de retirer cette décision illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2016-780 en date du 30 septembre 2016 est retirée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-894
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209- lmc1135369-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DX 462 auprès de la copropriété "Les Portes de la Mer", située rue du Pirée - Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la délibération n°2015-022 du Conseil Municipal de la commune de Lattes en date du 3 mars 2015 relative à la rétrocession au domaine public des parties communes de la copropriété "Les Portes de la Mer",
- **VU** la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété "Les Portes de la Mer" la parcelle DX 462, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie, la copropriété a accepté de céder cette parcelle à l'euro symbolique.

ARTICLE 3 : Maître Christophe CAULIER notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-895
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135391-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de la parcelle AE 1318 sur la
Commune de Saint-Drézéry à la SAS Saint Drézéry Aménagement**

- VU les articles L5211-10 et L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code rural et notamment ses Articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Drézéry n°2015-091 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n°D2015-819 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Drézéry dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
- VU la décision n°2016-645 du 05/09/2016 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement d'une emprise de 70 m² à détacher du Chemin de la Paranasse.
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que cette emprise, aujourd'hui cadastrée AE 1318 est nécessaire à l'aménagement de la ZAC des Mazes, menée par la SAS Saint-Drézéry Aménagement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SAS Saint-Drézéry Aménagement propriétaire riverain et aménageur de la ZAC des Mazes la parcelle créée nouvellement cadastrée AE 1318 pour une superficie de 70 m², afin de permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2 : La présente vente est consentie au prix de 2 450 euros conformément à l'estimation n°2016-249 V 1713 en date du 18 novembre 2016, soit 35 €/m².

ARTICLE 3 : La recette correspondante sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : La SAS Saint Drézéry Aménagement, acquéreur, prendra en charge tous les frais liés à cette transaction, ainsi que les frais d'acte notariés.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-897
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209- lmc1135396-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une portion de l'avenue Étienne Méhul en impasse, d'une superficie de 863 m² environ, située section OB, commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande d'acquisition d'une portion de l'avenue Etienne Méhul pour sa section en impasse, adressée par la commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser cette portion de voie avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une partie de l'avenue Etienne Méhul en impasse, d'une contenance de 863 m² environ, surface à définir précisément par l'intervention d'un géomètre-expert, section OB, située sur la commune de Montpellier n'est pas affectée à l'usage du public,

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, cette portion de voie est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Après avoir constaté sa désaffectation et prononcé son déclassement du domaine public, ladite emprise est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette nouvelle parcelle.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-898
Reçue en Préfecture le	09/12/16
Affichée le	09/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161209- lmc1135415-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession d'un véhicule immatriculé BY-554-FM en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un sinistre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'un accident de la circulation est survenu à un agent avec un véhicule de service de marque Renault Clio immatriculé BY-554-FM,
- **CONSIDERANT** que suite au rapport d'expertise du Cabinet Rey & Associés, le véhicule a été jugé techniquement réparable mais économiquement irréparable.
- **CONSIDERANT** qu'à la lecture des conclusions du rapport d'expertise, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule immatriculé BY-554-FM,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule de marque Renault Clio immatriculé BY-554-FM à la compagnie d'assurance La Sauvegarde, située 64 ES Avenue Kennedy, 59 000 Lille.

ARTICLE 2 : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise du Cabinet Expertise Rey & Associés, s'élève à 5 350 euros TTC, déduction faite d'une franchise de 150 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-899
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206- lmc1135465-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées
section AS n° 42 et 45 - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU la promesse de vente en date du 4 mars 2016 par laquelle les Consorts DE BOISGELIN acceptent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles en nature de vignes, cadastrées AS n°42 et 45, situées lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, d'une contenance totale de 15 967 m² pour un montant de 479 010 euros toutes indemnités comprises, plus une indemnité d'éviction de 239 505 euros à verser à la SCEA DE BOISGELIN représentée par Monsieur Pierre DE BOISGELIN, exploitant des terres, en vue de réaliser des bassins de rétention,
- VU la clause de complément de prix stipulée dans la promesse de vente qui prévoit que si la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas prévoit une destination des parcelles autre que la possibilité de la réalisation de bassins de rétention et ce pendant une durée de 10 ans, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser un complément de prix fixé à 10 euros forfaitaire du m² soit une somme fixe et forfaitaire de 159 670 euros,
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-1100 en date du 21 octobre 2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement permettant l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas et emportant modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas,
- VU l'avis de France Domaine en date du 23 février 2016,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « Aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical dans le secteur des

Jasses » sur le territoire de la Commune de Saint Jean de Védas, destinées à réaliser des bassins de rétention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur des parcelles cadastrées AS n°42 et 45, d'une superficie totale de 15 967 m², situées lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, en nature de vignes, exploitées, auprès des Consorts DE BOISGELIN.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à quatre cent soixante-dix-neuf mille dix euros (479 010 euros) toutes indemnités comprises, dont quarante-quatre mille quatre cent cinquante-cinq euros (44 455 euros) d'indemnité de remploi, plus une indemnité d'éviction de deux cent trente-neuf mille cinq cent cinq euros (239 505 euros) à verser à la SCEA DE BOISGELIN, exploitant des terres agricoles, plus les frais d'acte à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition pourrait être augmenté à terme de cent cinquante-neuf mille six cent soixante-dix euros (159 670 euros) au titre d'une clause de complément de prix

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat » est autorisée à signer la levée d'option, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-900
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135487-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une partie de la
parcelle cadastrée section BK 12 - Commune de Grabels**

- **VU** l'article L5211-10 et l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie Jannin en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Grabels n°117/15-12-2014 en date du 15 décembre 2014 entérinant l'acquisition à titre gratuit d'une partie de la parcelle BK 12 d'une superficie de 150 m² auprès de Monsieur William Fau en vue de l'élargissement de la rue de las Coustierrassas et de la route de Bel Air.
- **CONSIDERANT** que suite à la production du plan définitif de division, l'emprise de parcelle acquise par Montpellier Méditerranée Métropole n'est plus de 150 m² mais de 124 m², il convient de prendre acte de cette modification de superficie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur William Fau une partie de la parcelle cadastrée BK 12, située sur la commune de Grabels pour une contenance de 124 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie et acceptée moyennant un euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-901
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135495-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 passée entre la Métropole et la société ASA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 février 2008, 02 mai 2008, 20 février 2009, 06 mai 2011, 26 décembre 2011, 31 décembre 2012, 24 juin 2013, 01 juillet 2013, 25 novembre 2013, 12 juin 2014, 14 novembre 2014, 01 décembre 2015 et 31 mai 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ASA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mai 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 723,60 euros conformément au tarif applicable ce jour, approuvé par délibération n°13462 du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-902
Reçue en Préfecture le	02/12/16
Affichée le	02/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161202-lmc1135511-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de prolongation des marchés d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public sur le territoire des communes de Cournonterral, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Prades-le-Lez, Baillargues et Saint-Brès

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2016-161 du 03/05/2016 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de prolonger la durée et d'augmenter les montants, pour la dernière année d'exécution, des marchés d'entretien et maintenance de l'éclairage public sur le territoire des communes de Cournonterral, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Prades-le-Lez, Baillargues et Saint-Brès, jusqu'au 28/02/2017, de manière à assurer la continuité du service en attendant la notification du nouveau marché couvrant l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Territoire de la Commune de Cournonterral

Un avenant n°2 au marché n°4325AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public est passé avec BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois et demi de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 20%.

Le présent avenant s'élève à 7 694, 37 € HT.

Les nouveaux montants du marché s'élèvent à :

- Montant annuel estimatif au point lumineux (hors option) : 22 564, 67 € HT.
- Montant estimatif de l'Option 1 (travaux) : 21 124, 26 € HT / an.
- Montant forfaitaire de l'Option 2 (relampage) : 2 477, 28 € HT / an.

ARTICLE 2 : Territoire de la Commune de Lavérune

Un avenant n°3 au marché n°4325AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public est passé avec BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 17%.

Le présent avenant s'élève à 3 597, 54 € HT.

Les nouveaux montants du marché s'élèvent à :

- Montant annuel estimatif au point lumineux (hors option) : 11 497, 98 € HT.
- Montant estimatif de l'Option 1 (travaux) : 11 700, 00 € HT / an.
- Montant forfaitaire de l'Option 2 (relampage) : 1 561, 55 € HT / an.

ARTICLE 3 : Territoire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier

Un avenant n°3 au marché n°4325AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public est passé avec BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 17%.

Le présent avenant s'élève à 3 108, 93 € HT.

Les nouveaux montants du marché s'élèvent à :

- Montant annuel estimatif au point lumineux (hors option) : 8 836, 90 € HT.
- Montant estimatif de l'Option 1 (travaux) : 11 700, 00 € HT / an.
- Montant forfaitaire de l'Option 2 (relampage) : 859, 87 € HT / an.

ARTICLE 4 : Territoire de la Commune de Saint Georges d'Orques

Un avenant n°3 au marché n°4325AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public est passé avec BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 17%.

Le présent avenant s'élève à 5 082, 51 € HT.

Les nouveaux montants du marché s'élèvent à :

- Montant annuel estimatif au point lumineux (hors option) : 20 961, 65 € HT.
- Montant estimatif de l'Option 1 (travaux) : 11 700, 00 € HT / an.
- Montant forfaitaire de l'Option 2 (relampage) : 2 318, 00 € HT / an.

ARTICLE 5 : Territoire de la Commune de Prades-le-Lez

Un avenant n°2 au marché n°4267TV15 de maintenance des réseaux d'éclairage public, des feux de signalisation tricolore et travaux de réparation est passé avec TRAVESSET CITEOS.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 15%.

Le présent avenant s'élève à 10 658, 85 € HT.

Les nouveaux montants de ce marché à prix mixtes s'élèvent à :

- Montant maximum de la part unitaire : 46 000, 00 € HT
- Montant forfaitaire : 35 717, 85 € HT.

ARTICLE 6 : Territoire de la Commune de Baillargues

Sur le lot n°1 :

Un avenant n°1 au marché n°4150TV15 relatif à l'éclairage public – lot 1 « Travaux » est passé avec SAS BONDON ELECTRICITE GENERALE.

Cet avenant concerne la prolongation de 17 jours de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 5%.

Le présent avenant s'élève à 12 500, 00 € HT.

Le nouveau montant maximum du marché s'élève à : 262 500 € HT.

Sur le lot n°2 :

Un avenant n°2 au marché n°4150TV15 relatif à l'éclairage public – lot 2 « Entretien » est passé avec SAS BONDON ELECTRICITE GENERALE.

Cet avenant concerne la prolongation de 25 jours de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 16,6%.

Le présent avenant s'élève à 5 909, 38 € HT.

Le nouveau montant du marché s'élève à : 41 365, 67 € HT.

ARTICLE 7 : Territoire de la Commune de Saint-Brès

Un avenant n°2 au marché n°4092TV15 d'Entretien - Maintenance – Rénovation des installations d'éclairage public est passé avec TRAVESSET CITEOS.

Cet avenant concerne la prolongation de deux mois de la durée du marché et l'augmentation des montants à hauteur de 9,13% au total, compte tenu également de la nécessité de prendre en compte l'augmentation du montant des prestations, le marché étant à sa 10^{ème} année d'exécution.

Pour le présent avenant :

- la prise en compte des quantités réellement exécutées au cours de la dernière année d'exécution du marché s'élève à 47 151, 34 € HT.

- l'application financière de l'augmentation de la durée de deux mois s'élève à 16 621, 56 € HT.

Le nouveau montant de ce marché s'élève à : 762 865, 70 € HT.

ARTICLE 8 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer les avenants visés aux articles 1 à 7, conformément à l'arrêté n°2016-161 du 03/05/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-904
Reçue en Préfecture le	20/12/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161220-lmc1135551-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°14278 du 24 novembre 2016 approuvant le choix de la société Aquariums Oceanworld en tant que titulaire du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Planétarium Galilée,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la décision n°2003-88 modifiée, en date du 24 mars 2003, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Planétarium Galilée, situé allée Ulysse, Odysseum à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 16 novembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le passage en délégation de service public, la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée est clôturée à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-906
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135580-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la clôture de la régie d'avances du Planétarium Galilée

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°14278 du 24 novembre 2016 approuvant le choix de la société Aquariums Oceanworld en tant que titulaire du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Planétarium Galilée,
- **VU** la décision n° 2003-89 modifiée, en date du 24 mars 2003, portant création d'une régie d'avances auprès du Planétarium Galilée, situé allée Ulysse, Odysseum à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 16 novembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le passage en délégation de service public, la régie d'avances du Planétarium Galilée n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie d'avances du Planétarium Galilée est clôturée à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-907
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135582-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la modification des régies de recettes du réseau des Piscines de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2001-4532 modifiée, du Président en date du 21 décembre 2001, instituant une régie de recettes auprès de la Piscine Olympique d'Antigone située 195 Avenue Jacques Cartier, 34000 à Montpellier,
- VU la délibération n°2001-4532 modifiée, en date du 21 décembre 2001, instituant une régie de recettes à la Piscine Alex Jany située 24 avenue Pierre de Coubertin à Jacou,
- VU la décision n°2004-168 modifiée, en date du 3 juin 2004 portant création d'une régie de recettes auprès de la Piscine Amphitrite, située Avenue de Librilla, à Saint Jean de Védas,
- VU la décision n°2006-417 modifiée, en date du 25 juillet 2006, instituant une régie de recettes à la piscine Suzanne Berlioux située rue Métairie de Sayssset, à Montpellier,
- VU la décision n°2006-382 modifiée en date du 12 juillet 2006 instituant une régie de recette auprès de la Piscine Christine Caron, située avenue du 8 mai 1945, à Castelnau-le-Lez,
- VU la décision n°2006-415 modifiée, en date du 25 juillet 2006, instituant une régie de recettes au Centre Nautique Neptune, située avenue d'Heidelberg, quartier Mosson à Montpellier,
- VU la décision n°2013-600 modifiée en date du 16 septembre 2013, instituant une régie de recette auprès de la piscine Les Néréides, située rue des Courrèges à Lattes,
- VU la décision n°2004-292 modifiée, en date du 11 octobre 2004 instituant une régie de recettes à la Piscine Alfred Nakache, à Montpellier,

- **VU** la décision n°2006-419 modifiée, en date du 25 juillet 2006 instituant une régie de recettes auprès de la piscine Pitot, située allée Jean Raymond, à Montpellier,
- **VU** la décision n°2010-519 modifiée, en date du 19 novembre 2010 instituant une régie de recette à la piscine Poséidon située avenue de la Gare du Midi, à Cournonterral,
- **VU** la décision n°2006-420 modifiée, en date du 25 juillet 2006, instituant une régie de recettes à la piscine Marcel Spilliaert située rue Camille Desmoulins, à Montpellier,
- **VU** la décision n°2006-416 modifiée, en date du 25 juillet 2006 instituant une régie de recettes à la Piscine Jean Taris, située rue Louise Michel – quartier Pompignane à Montpellier,
- **VU** la décision n°2006-418 modifiée, en date du 26 juillet 2006 portant création d'une régie de recettes auprès de la Piscine Jean Vivès, située 1933 avenue de Maurin – quartier Croix d'Argent, à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 21 novembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole d'élargir au réseau des piscines l'utilisation des chèques-vacances et des coupons sport, il convient de compléter le mode d'encaissement des régies sus-visées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par cartes bancaires,
- par chèques-vacances,
- par coupons sport.

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-908
Reçue en Préfecture le	13/12/16
Affichée le	14/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135586-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "MULA Christine - Requête n°1605755-8 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1605755-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 novembre 2016 par Madame Christine MULA consécutivement à des désordres constatés à l'extérieur et à l'intérieur de son habitation sise à Saint Georges d'Orques et ce, dans le cadre de la construction d'un mur de soutènement par la commune de Saint Georges d'Orques le long de la parcelle cadastrée section AO n°222.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-909
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206- lmc1135592-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux dans le cadre de la réalisation de l'Intercepteur Est, parcelles BD n°31, 75 et 216, commune de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **VU** la convention d'occupation temporaire signée en date du 18 novembre 2015 par M. Raymond GROUSSET, par laquelle il consent à Montpellier Méditerranée Métropole une occupation temporaire des parcelles lui appartenant, sises commune de Montpellier et cadastrées BD n°31, n°75, n°216, pour une surface occupée totale de 16 900 m², durant une seule période de 9 mois devant se dérouler de janvier à septembre de l'année 2017 ou de l'année 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise totale de 16 900 m² sur les parcelles BD n°31, 75 et 216, sises commune de Montpellier afin de réaliser les travaux de l'intercepteur Est, dont la finalité est de permettre le raccordement à la station d'épuration intercommunale de MAERA des communes de Montferrier-sur-Lez, Clapiers, Prades-le-Lez, Saint-Clément-de-Rivière ainsi que les secteurs nord de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre M. Raymond GROUSSET et Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles BD n°31, 75 et 216, sises rue de Ferran, commune de Montpellier, pour une surface occupée respective de 1030 m², 15 000 m² et 5 870 m².

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue pour une seule période de neuf mois devant se dérouler du mois de janvier au mois de septembre de l'année 2017 ou de l'année 2018.

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 13 140 € (treize mille cent quarante euros).

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-910
Reçue en Préfecture le	22/12/16
Affichée le	22/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1135597-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Fahd TOUMA - Requête n°1605756-8 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1605756-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 novembre 2016 par Monsieur Fahd TOUMA consécutivement à une chute corporelle dont il a été victime rue Urbain V à Montpellier dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-911
Reçue en Préfecture le	06/12/16
Affichée le	07/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161206-lmc1135595-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour le bouclage de la 4ème ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT la consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des Marchés Publics portant sur les travaux de courants faibles dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway,

CONSIDÉRANT la décision n°D2015-165 du 05 mai 2015 portant sur l'attribution du marché pour un montant global et forfaitaire de 799 008,07 € HT au groupement ROIRET (mandataire) / SPIE SUD OUEST (69 Rillieux la Pape),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles dans le cadre du bouclage de la ligne 4 de tramway est passé avec le groupement ROIRET (mandataire) / SPIE SUD OUEST (69 Rillieux la Pape).

ARTICLE 2 : Cet avenant a pour objet d'intégrer des travaux et demandes d'aménagements complémentaires non définis dans le programme initial, et notamment : le remplacement des caméras analogiques (prévus initialement dans le marché) par une technologie de caméras IP, afin d'être cohérent et compatible avec la technologie choisie sur le projet de sécurisation des stations Ligne 1 et Ligne 2 qui s'est déroulé en parallèle, mais qui a été lancé postérieurement à l'attribution du présent marché.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 118 844, 89 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 917 852, 96 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-913
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1135602-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société civile VALANJULAU dans la ZAC DESCARTES à Lavérune

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société civile VALANJULAU sise à Lavérune est candidate à l'acquisition du lot 3 de 2 124 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôt de stockage de 1 050 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 060 m². L'utilisateur final sera la société AMPERIANCE – SARL ERIC pour une activité d'électricité générale.
La société prévoit un effectif de 15 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société civile VALANJULAU ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-916
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208- lmc1135622-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCI
LETOILLE dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la société SCI LETOILLE sise à 5 rue Gaston Planté 34790 Grabels représentée par Monsieur Pascal BRUNEL. Elle est candidate à l'acquisition du lot 5 de 5 795 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 2 898 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 130 m². L'utilisateur final sera la société F-TECH pour une activité de fourniture d'aérostructures. Les sociétés prévoient un effectif de 65 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI LETOILLE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-917
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208-lmc1135627-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ n°122 - Commune de Montferrier-sur-Lez

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** la convention de servitude réelle et perpétuelle en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Métropole par Monsieur Gérard DIOULOUFET, domicilié 255 chemin de la Condamine, à Montferrier-sur-Lez, de Daniel et Guillaume FISCHER, domiciliés 253 chemin de la Condamine à Montferrier-sur-Lez, sur la parcelle dont ils sont propriétaires lieu dit le Pouget, cadastrée section AZ n°122, commune de Montferrier-sur-Lez, d'une contenance de 426 m² pour une emprise de servitude équivalente,
- **CONSIDERANT** que la totalité de la parcelle est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération du Schéma Directeur d'Assainissement de la Métropole,
- **CONSIDERANT** que la décision n°D2014-293 du 10 juin 2014 comporte une erreur de prix dans l'énoncé d'un montant de 825 € au lieu d'un montant de 852 €,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2014-293 du 10 juin 2014 est abrogée.

ARTICLE 2 : Une convention de servitude réelle et perpétuelle en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est établie au profit de la Métropole par les consorts DIOULOUFET et FISCHER, propriétaires de la parcelle située lieudit le Pouget, cadastrée section AZ n°122 commune de Montferrier-sur-Lez, d'une contenance de 426 m² pour une emprise de servitude équivalente.

ARTICLE 3 : La convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'huit cent cinquante-deux euros (852 €), frais d'actes en sus à la charge de la Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-918
Reçue en Préfecture le	22/12/16
Affichée le	22/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1135638-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la rue Cantonat, ville de Castries

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF, dans le domaine « voirie et espace public »,
- **CONSIDERANT** que sur la voirie de la rue du Cantonat à Castries, sont implantés des réseaux de communication électronique aériens concédés au distributeur qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du code de la voirie routière, Montpellier Méditerranée Métropole et le Distributeur se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux de communication électronique aériens et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer. La convention s'applique sur le domaine public routier, à la mise en souterrain des équipements de communication électronique programmée par la Commune.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication électronique nécessités par les travaux d'aménagement de la rue du Cantonat à Castries.

ARTICLE 2 : La société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : La société Orange fournit à ses frais le matériel nécessaire au déplacement de ses réseaux.

ARTICLE 4 : La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole est de 8 713 € TTC.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les parties, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux.

ARTICLE 6 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-920
Reçue en Préfecture le	21/12/16
Affichée le	21/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161221-lmc1135831-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/12/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés HELENIS et CARDINAL Investissement dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature des sociétés ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez : la société HELENIS, 23 bd Sarraill 34000 Montpellier, représentée par Monsieur Thierry AZNAR, et la société CARDINAL Investissement, 42 quai Rambaud, Docks de Lyon 69002 Lyon, représentée par Monsieur Stéphane RUBI sont des SAS. Elles forment une candidature groupée pour l'acquisition du lot 13 de 4 744 m² afin de réaliser un programme immobilier (logements collectifs en accession, logements collectifs sociaux, commerces, bureaux et activités) de 10 478.10 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 10 478.10 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature des sociétés HELENIS et CARDINAL Investissement ci-dessus mentionnées sont agréées.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-922
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208- lmc1135866-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés BEAR et WEMAP dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment Totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de la candidature des sociétés ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment Totem dédié au numérique : les sociétés BEAR et WEMAP, représentées par Monsieur Pierre ADOUM sont des SAS ayant pour domaine d'activité la production, la création et l'exploitation de logiciels. Elles sont candidates à la location du lot 3.4 de 156.80 m² pour une période de 5 ans, 1 mois et 16 jours à compter du 02/01/2017. Les entreprises projettent un effectif de 16 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature des sociétés BEAR et WEMAP ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-923
Reçue en Préfecture le	08/12/16
Affichée le	08/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161208- lmc1135871-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement
de Montpellier Méditerranée Métropole de la rue de la
Fontaine de la Banquière - Communes de Montpellier et Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la décision du Président n° D2016-794 en date du 23 novembre 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la rue de la Fontaine de la Banquière située sur les communes de Montpellier et Lattes, aujourd'hui cadastrée SN 63, SN 64, SN 65, SO 56, et CC 78,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les avis de France Domaines du 9 décembre 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SA3M, représentée par son Directeur Général, domiciliée à Montpellier Etoile Richter 45 place Ernest Granier, les parcelles cadastrées SN 63 (769 m²), SN 64 (244 m²), SN 65 (17 m²), SO 56 (941 m²), situées sur la commune de Montpellier, et CC 78 (1581 m²), située sur la commune de Lattes, préalablement désaffectées et déclassées, au prix fixé par les Domaines, soit à l'euro symbolique.

ARTICLE 2 : Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, à la demande et aux frais de la SA3M.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-925
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229-lmc1136482-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession à titre onéreux du véhicule vétuste à l'état d'épave de marque Renault Express immatriculé 4057XX34

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a aucun intérêt à conserver le véhicule vétuste à l'état d'épave de marque Renault Express immatriculé 4057 XX 34,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à titre onéreux à la société Tilt Auto, sise Domaine Les Perrières, 34 440 Nissan-lez-Ensérune, le véhicule vétuste à l'état d'épave de marque Renault Express immatriculé 4057 XX 34.

ARTICLE 2 : Le prix de cession a été fixé à 50 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents de la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-927
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223- lmc1135931-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4667AJ16 de missions d'assistance et de conseil permanent dans la gestion de contrats d'assurances de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'être assisté par un cabinet de conseil pour la gestion de contrats d'assurance de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4667AJ16 est passé avec le Cabinet JULIEN.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'assistance et de conseil permanent dans le cadre de la gestion des contrats.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 3 400 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-933
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1136025-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°2837MG12, lot 2,
menuiseries extérieures, fermetures - Avenant de transfert**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et le décret 2016-360 du 25 mars 2016
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4eme paragraphe,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015, portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **VU** le marché n°2837MG12, lot 2, concernant les menuiseries extérieures et fermetures pour les bâtiments métropolitains,
- **VU** l'avenant n°1 en date du 27 juin 2016 portant sur une prolongation de délai du marché,
- **CONSIDERANT** la cession des activités de la SARL ALVAREZ FRERES à M.PITTIE Fabrice et M.HOULES Etienne,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°2837MG12, lot 2, doit être passé en vue du transfert, à M.PITTIE Fabrice et M.HOULES Etienne, des prestations exercées jusqu'alors par la SARL ALVAREZ FRERES. La dénomination sociale est identique ainsi que le numéro de SIRET, les coordonnées bancaires et postales.

ARTICLE 2 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-934
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1136182-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AW n
°133 (anciennement AW n°120), sise commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la décision n°2016-108 en date du 22 février 2016 entérinant l'acquisition auprès de M. Claude GRANIER, d'une surface de 336 m² à prendre sur un plus grand corps cadastré AW n°120, sise commune de Vendargues, moyennant le prix de 1 680 € toutes indemnités confondues, dans le cadre du raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration intercommunale de MAERA à Lattes,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** le document d'arpentage n°1367K du 11 avril 2016 dressé à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, par le cabinet BILICKI-DHOMBRES-OSMO, géomètre expert à Montpellier, divisant la parcelle AW n°120, sise commune de Vendargues et appartenant à M. GRANIER Claude, pour créer la parcelle AW n°133 d'une surface cadastrale définitive de 333 m², représentant l'emprise nécessaire à la réalisation des travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à la STEP intercommunale de MAERA, objet de la promesse de vente consentie au profit de la Métropole le 13 janvier 2016 par M. Claude GRANIER,
- **CONSIDERANT** que la surface de 336 m² mentionnée dans la décision n°2016-108, ne correspond pas à la surface cadastrale de la parcelle AW n°133 à acquérir par la Métropole, issue du document d'arpentage n°1367K,
- **CONSIDERANT** que l'imputation de la dépense liée à l'acquisition de l'emprise à prendre sur la parcelle AW n°120, sise commune de Vendargues, indiquée dans la décision n°2016-108, comporte une erreur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2016-108 en date du 22 février 2016 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable auprès de M. Claude GRANIER, domicilié 13 place de l'Eglise à Villeneuve-lès-Maguelone, la parcelle nouvellement cadastrée AW n°133, provenant de la division de la parcelle AW n°120, d'une superficie cadastrale de 333 m², sise commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition est de mille six cent quatre-vingt euros (1 680 €) toutes indemnités confondues. Les frais d'acquisition sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire dont prévues au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document relatif à l'affaire visée à l'article 2 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-936
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136241-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'accord-cadre n°4312EA16 - Travaux de maintenance des fontaines - Lot 2 Maintenance tous corps d'état hors électromécanique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur YOUSSEUS en qualité de Vice-président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction à Monsieur YOUSSEUS dans le domaine de « Voirie, Espace Public »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un accord-cadre, de travaux de maintenance des fontaines – Lot 2 maintenance tous corps d'état hors électromécanique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre de travaux n°4312EA16 est passé avec la société Veolia eau - Compagnie Générale des Eaux, 765 rue Henri Becquerel – 34967 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 2 : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 3 : Le montant minimum annuel est de 20 000 € HT et le maximum de 80 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur YOUSSEUS Vice-président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-937
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223- lmc1136288-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 14 décembre 2010 passée entre la Métropole et la société EVAL & GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2011, 26 janvier 2012, 28 juin 2013, 28 novembre 2013, 6 octobre 2014, 19 décembre 2014, 17 novembre 2015 et 9 juin 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société EVAL & GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mai 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface de 178,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 603,61 m² euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-939
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1136338-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée
AD n°37, sise commune de Saint Georges d'Orques**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée,
- **VU** la décision n°2016-376 en date du 1^{er} juin 2016 entérinant l'acquisition à M. Daniel PAGES de la parcelle dont il est propriétaire, cadastrée AD n°37, sise commune de Saint Georges d' Orques, pour permettre de réaliser l'extension de la station d'épuration de Saint Georges d' Orques,
- **VU** l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du « service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDERANT** l'erreur à l'article 2 de la décision n°2016-376 du 1^{er} juin 2016 dans l'énoncé du prix d'acquisition qui stipule que l'achat de la parcelle AD n°37 a lieu moyennant le prix de 40 289 €, dont 36 033 € pour la valeur vénale du bien et 4 256 € dus au titre de l'indemnité d'éviction, contrairement aux dispositions de la promesse unilatérale de vente consentie le 16 avril 2016 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par M. Daniel PAGES qui indique que la vente aura lieu moyennant le versement du prix total de 36 033 €, soit 31 777 € pour la valeur vénale du bien et 4 256 € dus au titre de l'indemnité d'éviction.
- **CONSIDERANT** que la décision n°2016-376 du 1^{er} juin 2016 comporte, dans son article 3, une erreur d'imputation budgétaire des dépenses liées à l'acquisition de la parcelle AD n°37, sise commune de Saint Georges d' Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2016-376 du 1^{er} juin 2016 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable auprès de M. Daniel PAGES, domicilié 377 chemin Mas de Bouisson à Saint Georges d' Orques (34 680), la parcelle cadastrée AD n°37 d'une superficie cadastrale de 4 237 m², sise commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition toutes indemnités confondues est de 36 033 € (trente-six mille trente-trois euros) décomposé comme suit :

- 31 777 € pour la valeur vénale du terrain
- 4 256 € dus au titre de l'indemnité d'éviction.

Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition et tous documents relatifs à l'affaire visée à l'article 2 conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-940
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136465-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Agence Saint Pierre - Requête n°1605916-8 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise, appel en la cause, n°1605916-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 novembre 2016 par Monsieur Christian Jossinet, expert, aux fins de déterminer l'origine des fréquentes inondations subies par les copropriétaires des résidences Le Cèdre des Arts et la résidence l'Atelier sises à Montpellier et ce, consécutivement à la délivrance de deux permis de construire à la Société Sogeprom Sud Réalisations pour la réalisation d'un complexe immobilier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-943
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136488-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement
de Montpellier Méditerranée Métropole des emprises de
terrain déclassées avenue Georges Frêche - Commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pérols n°2015-12-17/6 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-842 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Pérols dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 11982 en date du 27 novembre 2013 relative à l'approbation du dossier de création de la ZAC ODE ACTE2,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13010 en date du 28 mai 2015 relative à la désaffectation et déclassement d'un délaissé de voirie – carrefour entre la RD 172 et l'avenue Georges Frêche – Commune de Pérols
- VU la décision du Président n° D2016-436 en date du 4 juillet 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un délaissé de voirie de 156 m², section AH, situé au lieu-dit La Pailletrice – Commune de Pérols,
- VU le courrier de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en date du 7 juin 2016 acceptant les modalités de transfert de propriétés au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les avis de France Domaines des 1^{er} juin 2015, 30 novembre 2015 et 12 mai 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SA3M, représentée par son Directeur, domiciliée Étoile Richter – 45 place Ernest Granier – CS 29502 à Montpellier (34960) cedex 2, les parcelles cadastrées AH 237 (1459 m²), AH 238 (572 m²), AH 239 (629 m²), au prix fixé par les Domaines à savoir 26 600€, soit 10€/m².

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède ensuite à la SA3M, les parcelles cadastrées AH 232 (39 m²), AH 233 (42 m²), au prix fixé par les Domaines à savoir 4 050€, soit 50€/m².

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole cède enfin à la SA3M, les parcelles cadastrées AH 235 (89 m²), AH 236 (67 m²), au prix fixé par les Domaines à savoir l'euro symbolique.

ARTICLE 4 : Les recettes relatives à cette affaire seront versées au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SA3M, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriétés.

ARTICLE 6 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-948
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229-lmc1136525-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de l'association PUSH START dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : PUSH START, représentée par son président Monsieur Pascal JARDE. Cette association regroupe tous les professionnels du jeu vidéo du territoire. Elle est candidate à la location des lots B10A d'une surface de 169.30 m² et B10B d'une surface de 169.30 m² (soit au total 338.60 m²) pour une durée pouvant aller jusqu'à la démolition de l'immeuble prévue au plus tôt le 31/12/2018. L'association rassemblera dans ses locaux des professionnels du jeu vidéo (entreprises et indépendants) ce qui représente 40 personnes aujourd'hui et pourrait atteindre 60 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association PUSH START ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-949
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1136536-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4394EA16 concernant la maintenance et les travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie - Lots 1, 2 et 3

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de maintenance et travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4394EA16 de travaux est passé pour les lots 1 et 3 avec la société SADE, sise Zone Industrielle, 820, rue de la Marbrerie, BP 33, 34741 VENDARGUES CEDEX et pour le lot 2 avec la société FAURIE, sise Ecoparc, 100, rue des Lauriers, 34130 ST AUNES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'exécution des prestations nécessaires à la maintenance et aux travaux de renouvellement ou de création des prises incendies (poteaux et bouches). Ces équipements sont implantés sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'exclusion de la commune de Montpellier pour laquelle il existe déjà un marché, soit 3000 ouvrages environ.

ARTICLE 3 : Chaque lot prend effet à compter de sa notification pour une période initiale de 12 mois et pourra être reconduit par période successive d'un an et pour trois reconductions

ARTICLE 4 : Le montant maximum annuel est de 600 000 euros HT pour le lot 1, 300 000 euros HT pour le lot 2 et 300 000 euros HT pour le lot 3. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN BOULBES, Vice-Présidente est autorisée à signer les contrats visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-950
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136546-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'autorisation de la signature de l'acte notarié pour la modification de l'état descriptif de division de la parcelle HV 328 à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la décision n°D2014-300 du 12 juin 2014 relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway permettant le bouclage de la 4^{ème} ligne – lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle HV 328 à Montpellier,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que le lot n°9 de la parcelle HV 328 à Montpellier, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, est constitué d'un appartement en R+1 occupant la totalité de l'étage,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole entend modifier l'état du lot n°9 pour créer deux lots distincts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole divise le lot n°9 de la parcelle située au 23 rue des Balances à Montpellier cadastrée HV 328 en deux lots distincts : les lots n°20 et n°21. Ce changement est inscrit dans l'acte notarié pour la modification de l'état descriptif de division joint en annexe.

ARTICLE 2 : L'état descriptif de division est modifié comme suit :

- Le lot n°20 de 26,17 m² au premier étage est composé d'un local à usage d'activités et l'usage exclusif d'un balcon.
- Le lot n°21 de 84,23m² au premier étage est composé d'un appartement T4 comprenant une entrée, un couloir dégagement, un salon, 3 chambres salle de bains, un WC, une salle d'eau-WC et l'usage exclusif d'un balcon.
- Le lot n°9 est supprimé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-953
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229-lmc1136554-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Association Maguelone Gardiole, requête n°1605997-1"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1605997-1 le 2 décembre 2016 près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association Maguelone Gardiole contre :

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 4 novembre 2016 approuvant la déclaration de projet actant l'intérêt général du projet de lotissement dénommé "Le Parc Monteillet" situé sur le secteur "Sud Arnel",
- la délibération du Conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole en date 24 novembre 2016 approuvant la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-lès- Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-954
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1136573-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature du Groupement d'intérêt économique Humanis Fonctions Groupe dans l'enceinte du bâtiment Cap Sigma à Grabels

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location de places de parking situées dans l'enceinte de CAP SIGMA à Grabels : le groupement d'intérêt économique HUMANIS FONCTIONS GROUPE, représentée par Monsieur Jean-Pierre MAZURIER, est une société voisine du Biopôle. En raison des travaux d'agrandissement de ses locaux, elle est candidate à la location de 10 places de parking pour son personnel pour une période 12 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du groupement d'intérêt économique HUMANIS FONCTIONS GROUPE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail civil précaire ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-964
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1136725-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
LOUIS dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SCI LOUIS, représentée par Monsieur Pascal TERRASSE, est candidate à l'acquisition du lot 16 de 4 000 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 1 955 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 000 m².
Les utilisateurs finaux seront la société THYSSENKRUPP (ascensoriste) sur une surface de 800 m² et la société EMST (installations électriques) sur une surface de 600 m². Les utilisateurs sur la surface restante de 555 m² ne sont pas encore connus.
Les sociétés prévoient un effectif de 58 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI LOUIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-965
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1136728-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la régie de recettes et d'avances
pour les aires d'accueil et de grand passage des Gens du Voyage**

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU l'avis conforme du 14 décembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'hospitalité due aux gens du voyage sur les aires d'accueil et de grand passage du territoire métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2017, il est institué une régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage auprès de l'Unité gens du voyage de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse :

- les recettes liées aux droits d'emplacement sur l'aire,
- les cautions.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance, ou carte d'emplacement.

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 000 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 12 600 €.

ARTICLE 7 : Le montant maximum des avances consenties est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 8 : Les dépenses autorisées sont les suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petit outillage),
- remboursement des cautions.

ARTICLE 9 : Les dépenses désignées à l'article 8 sont payées selon les modes de paiement suivants :

- en numéraire,
- par chèque.

ARTICLE 10 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 11 : Il est créé des sous-régies de recettes et d'avances dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans les actes constitutifs des sous-régies.

ARTICLE 12 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 13 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 15 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-969
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136806-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances de l'aire d'accueil des Gens du Voyage de Bionne sur la commune de Montpellier

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2015-690 du 8 décembre 2015, instituant une régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne sise à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 13 décembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la création d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage à disposition des gens du voyage, la régie de recettes et d'avances de l'aire d'accueil de Bionne n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes et d'avances de l'aire des gens du voyage de Bionne, est clôturée à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-970
Reçue en Préfecture le	23/12/16
Affichée le	23/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1136808-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au refinancement du contrat d'emprunt entre
La Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature,
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées,
- **VU** l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **VU** l'offre de refinancement et les conditions générales version CG-LBP-2015-05 y attachées proposées par La Banque Postale,
- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la gestion active de la dette, il convient de refinancer le contrat d'emprunt de Soixante millions d'euros pour en prolonger la phase de mobilisation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de refinancement est conclu avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres 75275 Paris cedex 06.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 60 000 000 Euros (Soixante millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- Score Gissler : 1A
- Montant : 60 000 000 €,
- Durée totale : 20 ans et 6 mois,
- Objet du contrat : financer les investissements

Phase de Mobilisation revolving :

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

- Durée : 6 mois, soit du 21-12-16 au 01-07-17,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation,
- Montant minimum de versement : 150 000 Euros,
- Préavis : 2 jours ouvrés Target/Paris,
- Taux d'intérêt annuel : Index EONIA Post-fixé assorti d'une marge de +1,06%,
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'intérêts : mensuelles,
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé,
- Revolving : oui.
- Montant minimum du remboursement : 150 000 Euros.

Tranche obligatoire sur Index EURIBOR préfixé du 21/12/16 au 01/01/2037

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 21-12-2016 par arbitrage automatique

- Montant : 60 000 000 €,
- Durée d'amortissement : 20 ans,
- Taux d'intérêt annuel : à chaque échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : EURIBOR 12 mois assorti d'une marge de 0,78%,
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours,
- Echéances d'amortissement du capital : annuelles,
- Mode d'amortissement : constant,
- Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.

Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.

La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,15%,

- Préavis : 35 jours calendaires,
- Option de passage à taux fixe : possible le 01/07/2017 ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais, sous réserve du respect des conditions indiquées dans les conditions générales des contrats de prêt de la Banque Postale,
- Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours,
- Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulée.

Toutefois, à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé.

Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt,

Commission de non utilisation : 0,10%.

ARTICLE 4 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer l'avenant au contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, conformément au même arrêté de délégation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-971
Reçue en Préfecture le	15/12/16
Affichée le	15/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161214-lmc1136813-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2015, modifiée par avenant en date du 1^{er} octobre 2016, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise TWIN SOLUTIONS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une extension de sa surface de 21,90 m² à 36,60 m² constituée des modules B2.9 sur 21,90 m² et B2.10 sur 14,70 m² à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise TWIN SOLUTIONS, pour la surface totale de 36,60 m² constituée des modules B2.9 et B2.10 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI, s'élève à 494,83 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-976
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229-lmc1136842-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au refinancement du contrat d'emprunt entre
La Banque Postale et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées,
- VU l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des « Finances »,
- VU l'offre de refinancement et les conditions générales version CG-LBP-2015-05 Y attachées proposées par La Banque Postale,
- **CONSIDERANT** la décision n°D2016-971,

- **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la gestion active de la dette, il convient de refinancer le contrat d'emprunt de Soixante millions d'euros pour en prolonger la phase de mobilisation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2016-971 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un contrat de refinancement est conclu avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres 75275 Paris cedex 06.

ARTICLE 3 : Le montant du contrat s'élève à 60 000 000 Euros (Soixante millions d'Euros).

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 60 000 000 €,
- Durée totale : 20 ans et 6 mois,
- Objet du contrat : refinancer en date du 21/12/2016 le capital restant dû du contrat de prêt n°MIN505973EUR à hauteur de 60 000 000 Euros.

Phase de Mobilisation revolving :

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

- Durée : 6 mois, soit du 21-12-16 au 01-07-17,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation,
- Montant minimum de versement : 150 000 Euros,
- Préavis : 2 jours ouvrés Target/Paris,
- Taux d'intérêt annuel : Index EONIA Post-fixé assorti d'une marge de +1,06%,
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'intérêts : mensuelles,
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé,
- Revolving : oui
- Montant minimum du remboursement : 150 000 Euros.

Tranche obligatoire sur Index EURIBOR préfixé du 01/07/2017 au 01/01/2037

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 01/07/2017 par arbitrage automatique

- Montant : 60 000 000 €
 - Durée d'amortissement : 20 ans
 - Taux d'intérêt annuel : à chaque échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : EURIBOR 12 mois assorti d'une marge de 0,78%,
 - Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours,
 - Echéances d'amortissement du capital : annuelles,
 - Mode d'amortissement : constant,
 - Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.
- Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.
- La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,15%,
- Préavis : 35 jours calendaires,
 - Option de passage à taux fixe : possible le 01/07/2017 ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais, sous réserve du respect des conditions indiquées dans les conditions générales des contrats de prêt de la Banque Postale,
 - Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours,
 - Remboursement anticipé : possible à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulées.

Toutefois, à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé.

- Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt,
- Commission de non utilisation : 0,10%

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer le contrat de refinancement visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-983
Reçue en Préfecture le	19/12/16
Affichée le	19/12/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161219- lmc1136903-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'association
EUROBIOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société EUROBIOMED, représentée par Monsieur Xavier TABARY est une association dont l'activité est l'animation et le développement de la filière santé.
Elle est candidate à la location du lot CG 0.3 de 85 m² pour une période 12 mois.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association EUROBIOMED, ci-dessus mentionnée, est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-987
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1136998-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un accord-cadre n°4615DM16 d'enquêtes de circulation et de stationnement sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de disposer de données en matière de circulation et de stationnement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et de passer à cet effet un accord-cadre, en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre n° 4615DM16 à bon de commande d'enquêtes de circulation et de stationnement est passé avec la société SORMEA, 133 rue Chateaubriand - 63100 Clermont Ferrand.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne la réalisation d'enquêtes et de campagnes de comptages sur les communes de la Métropole afin de recueillir tous modes de données en matière de circulation et de stationnement.

ARTICLE 3 : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

ARTICLE 4 : Le montant de l'accord-cadre est compris entre un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 85 000 HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 5 : Monsieur Philippe SAUREL, Président, est autorisé à signer l'accord-cadre visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-989
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1137025-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels : la société KYOMED, représentée par Monsieur Daniel LAUNE a pour activité les études cliniques de biomarqueurs et dispositifs médicaux. Elle est candidate à la location du lot G.C.2.6 représentant 286 m² pour une durée de 9 ans. KYOMED emploie actuellement 5 personnes et projette d'atteindre 10 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société KYOMED représentée par Monsieur Daniel LAUNE, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-994
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1137067-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société IDENIX dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société IDENIX, représentée par Monsieur Gilles LHENRY est une SARL dont l'activité est la recherche pharmaceutique.
Elle est candidate à la location des lots A/3-1, A/3-2, A/0-7, CG/1.7 et CG/0-1 de 1 591.80 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 21 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IDENIX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-995
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1137070-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "ZURICH INSURANCE
PUB LIMITES COMPANY - Assignation TGI "**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation en référé reçue le 20 décembre 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole à la demande de ZURICH INSURANCE PUB LIMITED COMPANY relative à des désordres liés à des inondations constatées au droit de la résidence des Occitanes, résidence appart'hôtel, située rue de la République à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1006
Reçue en Préfecture le	29/12/16
Affichée le	29/12/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161229- lmc1137414-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JANVIER 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-335	Arrêté pour les années 2016 à 2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole	403
A2016-343	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSPHY dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	409
A2016-349	Arrêté pour 2016-2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole	415
A2016-350	Arrêté pour 2016-2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement ESTEBAN SA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	421
A2016-376	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas	427
A2016-382	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas	429
A2016-383	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Geniès des Mourgues	431
A2016-386	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement PHYTOGENESE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	433
A2016-387	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement DOMAINE DE VERCHANT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	439
A2016-410	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule" - Autorisation n°14	446
A2016-411	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier	448
A2016-412	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques	452
A2017-2	Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes (réunion du 24 janvier 2017)	454
A2017-7	Délégation de signature en cas d'absence du Président du 29 janvier au 3 février 2017 inclus	456



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté pour les années 2016 à 2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Syndicat Des Copropriétaires (SDC) RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER,

- géré par le CABINET D'ADMINISTRATION DE BIENS PRIVE - ABP

- dont le siège social est situé à 14 Rue Ferrere à Bordeaux 33000,

- représenté par Madame TILLAYE Aurore, en qualité de Gestionnaire des parties communes, Cabinet ABP (Administration de Biens Prive), dont le siège social est situé à 14 Rue Ferrère à Bordeaux 33000.

L'Etablissement est situé Rue Justin Bec 34680 Saint Georges d'Orques et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AZ 89, 170, 173, 232, 233, 235, 240, 241 et 246, ci-après désigné « l'Etablissement ».

Cet établissement reçoit les eaux usées des parcelles voisines (côté Sud) dont les références cadastrales sont : - AZ 243, 254, 255, 256, 257 comprenant une piscine d'environ 75 m²

- AZ 103, 244, 245 comprenant une piscine d'environ 80 m²

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées domestiques et autres que domestiques, issues des activités de : résidence de services, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin de la Draye à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Buanderie,
- Piscines collectives,
- Restauration rapide.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 503 629 727
- N° SIRET : 503 629 727 00028
- Code NAF : 6420 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est soumis pas à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4 -). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SDC RESIDENCE L'OREE DE MONTPELLIER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur. A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-335
Transmis en Préfecture le	24/01/17
Affiché le	25/01/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1133251-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement INSPHY dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement INSPHY reçue le 10/03/2016 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement INSPHY,

- dont le siège social est situé au 15 Rue du réservoir à Saint Georges d'Orques 34680,
 - représenté par Madame Catherine PY, en qualité de Directrice Générale,
 - situé au 15 Rue du Réservoir à Saint Georges d'Orques 34680,
 - implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est (sont) : AT 175,
- ci-après désigné « l'Établissement »

L'Établissement INSPHY est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Fabrication et commerce de produits cosmétiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 15 Rue du réservoir à Saint Georges d'Orques 34680,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de contrôle qualité,
- Atelier de production,
- Laverie,
- Zone de conditionnement,
- Zone de stockage,
- Zone technique, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 334 237 328 00045
- Code NAF ou APE : 2042 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
Règlement cosmétique 1223-2009

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement INSPHY doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement INSPHY, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement INSPHY désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement INSPHY devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement INSPHY et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement INSPHY s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement INSPHY, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement INSPHY de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement INSPHY sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'État, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-343
Transmis en Préfecture le	17/01/17
Affiché le	18/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170117-lmc1133950-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté pour 2016-2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) reçue le 15/05/2013 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A),

- dont le siège social est situé au 401 Avenue du Walhalla, Parc Eureka, à Montpellier 34060,

- représenté par Monsieur CUREL, en qualité de Directeur Général,

- L'Établissement est situé au 401 Avenue du Walhalla, Parc Eureka, à Montpellier 34060, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : RV 131,

ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser uniquement ses eaux usées domestiques, issues des activités de : Fabrication de matériel et de consommables pour les laboratoires microbiologiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 401 Avenue du Walhalla, Parc Eureka, à Montpellier 34060.

À l'heure de la rédaction du présent arrêté, l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) est doté de différents ateliers qui ne sont pas mis en service mais qui sont en projet de l'être et notamment :

- Un laboratoire de chimie,
- Une laverie de verre,
- Deux salles de fabrication de réactifs, etc.

Lorsque ces locaux seront en activité, ils généreront des rejets autres que domestiques. Lors du lancement de ces activités, l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) devra avertir la collectivité et son délégataire en charge de l'assainissement et le présent arrêté sera modifié par un avenant, ou un nouvel arrêté, pour autoriser le déversement de ses rejets autres que domestiques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Assemblage d'appareillage,
- Conditionnement de réactifs, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 347 717 118 00041
- Code NAF ou APE : 5829 C

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

L'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A), dont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique et respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLICATIONS (I2A) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur. A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-349
Transmis en Préfecture le	24/01/17
Affiché le	25/01/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1134331-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté pour 2016-2021 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ESTEBAN SA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ESTEBAN SA ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement ESTEBAN SA,

- dont le siège social est situé au 10 Rue Prade à Lavérune 34880,
- représenté par Monsieur ALISON Dominique en qualité de Président Directeur Général,
- situé au 10 Rue Prade (Rue des Caraïbes) à Lavérune 34880,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BC 9, 14, 15, 16 et 56 (RDC uniquement), ci-après désigné « l'Établissement ».

L'Établissement ESTEBAN SA est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté (évacuation, par une société spécialisée, de toutes les eaux autres que domestiques), à déverser ses eaux usées domestiques et autres que domestiques, issues des activités de : Fabrication de produits parfumés, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 10 Rue Prade (Rue des Caraïbes) à Lavérune 34880. Pour mémoire : Cet établissement a pour projet de déménager en cours du premier semestre 2018 sur des parcelles de la ZAC Descartes. Le nouvel établissement fera l'objet d'un nouvel arrêté si nécessaire.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire R&D,
- Assemblage de parfum,
- Salle des mélanges,
- Laboratoire de contrôle qualité,
- Ateliers de remplissage,
- Ateliers de fabrication (céramique, cire et autres),
- Conditionnement et étiquetage,
- Stockage de matières premières,
- Stockage de déchets,
- Locaux techniques
- Etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 324 269 024 00025
- Code NAF ou APE : 2041 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région

Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement ESTEBAN SA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement ESTEBAN SA, dont le déversement des eaux usées assimilées domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement ESTEBAN SA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement ESTEBAN SA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement ESTEBAN SA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement ESTEBAN SA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement ESTEBAN SA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement ESTEBAN SA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement ESTEBAN SA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-350
Transmis en Préfecture le	24/01/17
Affiché le	25/01/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1134344-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas

- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.123-1, R.123-14, R.126-1, R.153-18 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 en date du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, mis à jour le 28 juillet 2008, modifié le 30 juin 2009, modifié le 13 juillet 2010, modifié le 06 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2015-93 en date du 10 août 2015 relatif au captage de Maurin (dit Lou Garrigou) implanté sur la commune de Saint Jean de Védas et portant sur l'abrogation des arrêtés préfectoraux :
 - n°82/206 du 28 octobre 1982 déclarant d'utilité publique le projet de travaux d'alimentation en eau potable de dérivation d'eau souterraine et d'établissement de périmètres de protection ;
 - n°86/IV/159 du 5 septembre 1986 déclarant d'utilité publique la délimitation des nouveaux périmètres de protection rapprochée ;
 - n°87/IV/6 du 2 février 1987 déclarant d'utilité publique la délimitation des nouveaux périmètres de protection rapprochée – modificatif
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas est mis à jour pour supprimer le périmètre de protection rapprochée lié au captage de Maurin et les servitudes qui lui sont attachées.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint Jean de Védas (Avenue de Librilla - 34430 Saint Jean de Védas) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus - 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Saint Jean de Védas sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-376
Transmis en Préfecture le	26/01/17
Affiché le	26/01/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170125-lmc1135520-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/01/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le PLU de la Commune de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, modifié le 30 juin 2009, modifié le 13 juillet 2010, modifié le 06 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de maîtriser les dynamiques de densification urbaine sur différents secteurs et de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Jean de Védas est engagée.

ARTICLE 2 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Saint Jean de Védas préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Madame le Maire de la Commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.153-41, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

Arrêté n°	A2016-382
Transmis en Préfecture le	10/01/17
Affiché le	10/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170105-lmc1135682-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/01/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Geniès des Mourgues

- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le PLU de la Commune de Saint Geniès des Mourgues approuvé le 28 mai 2014, modifié le 29 juin 2015, mis à jour le 21 juillet 2015, modifié le 30 septembre 2015 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment de traduire l'étude urbaine du secteur « Enconet – Clair Soleil », de pallier les effets induits par la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) sur différents secteurs et de procéder à quelques adaptations mineures du PLU ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Geniès des Mourgues est engagée.

ARTICLE 2 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Saint Geniès des Mourgues préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Saint Geniès des Mourgues.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.153-41, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

Arrêté n°	A2016-383
Transmis en Préfecture le	10/01/17
Affiché le	10/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170105-lmc1135684-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/01/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement PHYTOGENESE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement PHYTOGENESE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement PHYTOGENESE,

- dont le siège social est situé au 84 Cours de Verdun à Bordeaux 33000,
 - représenté par Monsieur Cédric TOURNAY en qualité de Gérant,
 - situé au 371 Rue Gustave Courbet, Parc Charles Martel, à Villeneuve Les Maguelone 34750,
 - implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AS 456,
- ci-après désigné « l'Établissement »

L'Établissement PHYTOGENESE est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 371 Rue Gustave Courbet, Parc Charles Martel, à Villeneuve Les Maguelone 34750

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de produits cosmétiques et bien être,
- Laboratoire de contrôle qualité,
- Conditionnement et étiquetage,
- Locaux techniques, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 410 447 833 00048
- Code NAF ou APE : 4645 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement PHYTOGENESE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement PHYTOGENESE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement PHYTOGENESE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PHYTOGENESE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PHYTOGENESE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PHYTOGENESE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PHYTOGENESE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un

procès-verbal mettra en demeure l'Établissement PHYTOGENESE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement PHYTOGENESE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-386
Transmis en Préfecture le	17/01/17
Affiché le	18/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170117-lmc1135964-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement DOMAINE DE VERCHANT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015;

Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil Communautaire en date du 18/12/14;

Vu la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement DOMAINE DE VERCHANT;

Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

Vu la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Vu l'arrêté n° A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement;

Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement DOMAINE DE VERCHANT,

- dont le siège social est situé au 1 Boulevard Philippe Lamour à Castelnau Le Lez 34170,
- représenté par Monsieur Xavier DEBAIRIEUX en qualité de Directeur,

L'Etablissement DOMAINE DE VERCHANT

- est situé 1 Boulevard Philippe Lamour à Castelnau Le Lez 34170,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont :
AL 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20,
RP 1, 2, 3, 5, 11, 12, 24, 26, 28, 30, 32,
RO 16, ✓
AK 14, 40, 41,
AM 5, 6, 25, 27, 29, 41, 42, 43, 49, 65,

ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Hôtellerie Relais Château, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue des Doscares (intersection rue des Marels) à Castelnau Le Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Hôtellerie,
- Restauration,
- Piscines,
- Balnéothérapie, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 441 992 807
- N° SIRET : 441 992 807 00012.
- Code NAF : 5510 Z

L'Etablissement n'est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il répond aux exigences réglementaires de l'ARS (Agence Régionale de Santé).

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région

Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement. La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement DOMAINE DE VERCHANT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement DOMAINE DE VERCHANT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants. Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-387
Transmis en Préfecture le	24/01/17
Affiché le	25/01/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1135998-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule" - Autorisation n°14

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 13 mai 2015, n°A2015-93 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Karim EL BERRAK** titulaire d'une autorisation de taxi à **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du 13 mai 2015, n°A2015-93 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Karim EL BERRAK**, né le 7 mars 1977 à **MONTPELLIER (Hérault)**, domicilié au 17 rue Henri Farman à **PEROLS (34 470)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **AUDI A5** immatriculé **DZ-735-MN**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation n°17 sur l'emprise de l'aéroport de **MONTPELLIER-MEDITERRANEE**, accordée par le Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 14, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-410
Transmis en Préfecture le	26/01/17
Affiché le	
Notifié le	02/02/17
Identifiant	034-243400017-20170126-lmc1137412-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier

- **VU** le Code du patrimoine, notamment les articles L.642-1 et suivants, D.642-1 et suivants ;
- **VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2012/228 en date du 29 mai 2012 approuvant la mise à l'étude de la création des AVAP de la Ville de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 portant extension des compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé aux Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de la commune de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM-2015-09-05355 portant composition de la Commission locale du secteur sauvegardé et des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, et portant transfert de la gestion de cette commission ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission locale du secteur sauvegardé et des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 03 décembre 2015 ;
- **VU** la délibération n°2015/520 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2015 tirant le bilan de la concertation et arrêtant les projets d'AVAP ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission régionale du patrimoine et des sites en date du 18 décembre 2015 ;
- **VU** l'examen conjoint des personnes publiques en date du 09 mars 2016 ;

- VU les décisions de l'autorité environnementale en date du 17 mars 2016 de ne pas soumettre les projets d'AVAP à évaluation environnementale ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 03 novembre 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de création des AVAP de la Ville de Montpellier ;
- VU la décision n°E16000209/34 en date du 17 novembre 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Bruno DE COURTOIS en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier - pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 06 février 2017 au vendredi 10 mars 2017 inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E16000209/34 en date du 17 novembre 2016, Monsieur Bruno DE COURTOIS, Ingénieur SNCF retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mission Grand Cœur (17 boulevard du Jeu de Paume - 34000 Montpellier) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mission Grand Cœur, du lundi au jeudi de 9h30 à 17h30 et le vendredi de 9h30 à 16h30.
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur - projet de création des AVAP de la Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2* ». Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la Mission Grand Cœur (17 boulevard du Jeu de Paume - 34000 Montpellier) :

- le lundi 06 février 2017 de 9h30 à 12h30
- le mercredi 15 février 2017 de 14h à 17h
- le mercredi 22 février 2017 de 9h30 à 12h30
- le vendredi 10 mars 2017 de 13h30 à 16h30

ARTICLE 5 : Le projet de création des trois AVAP - transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - a été exonéré d'évaluation environnementale par décisions de l'autorité compétente en date du 17 mars 2016. Elles sont jointes au dossier d'enquête publique et publiées sur le site internet de la DREAL Occitanie (<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/transformation-de-3-zppaup-en-3-avap-de-a22268.html>).

ARTICLE 6 : La personne morale responsable du projet de création des trois AVAP - transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet auprès de Lilian COULONDRE (lilian.coulondre@ville-montpellier.fr / 04.34.88.79.40).

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, le

responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Montpellier et à la Préfecture de l'Hérault, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, sur les lieux suivants :

- Angle rue d'Alco et avenue de Lodève,
- Avenue de Lodève, au croisement avec la rue de Clémentville,
- Boulevard des Arceaux, au débouché de la rue du Progrès,
- Rue de la Tour Gayraud, devant l'entrée du parc de la Guirlande,
- Place Max Rouquette, à l'angle Nord-Ouest du parc de stationnement,
- Allée Frédéric Mistral,
- Plan Cabane, à proximité de la station Velomagg,
- Place R. Salengro, au croisement de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue Guillaume Pellicier,
- Sur la place Jean Antoine Chaptal,
- Boulevard Clemenceau, devant le parc G. Clemenceau,
- A l'intersection du boulevard Rabelais et de la rue Frédéric Fabriges,
- Place Saint Denis, à l'entrée de la rue du Faubourg de la Saunerie depuis le cours Gambetta,
- Place Edouard Adam,
- Devant le square Planchon,
- Au croisement des rues Du Guesclin et Boussairolles,
- Carrefour boulevard de Strasbourg/rue du pont de Lattes,
- Carrefour avenue du Pont Juvénal/boulevard d'Orient,
- Avenue de Lodève au niveau de la station tramway « Les Arceaux »,
- Rue de La Taillade au niveau de la clinique Beausoleil.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr>) et de la ville de Montpellier (<http://www.montpellier.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, et après accord du préfet, le projet de création des trois AVAP – transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation, puis annexé au PLU de Montpellier au titre des servitudes d'utilité publique, conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 12 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Montpellier, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-411
Transmis en Préfecture le	10/01/17
Affiché le	10/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170105- lmc1137422-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/01/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques

- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune de Saint Georges d'Orques approuvé le 03 décembre 2007, mis à jour le 07 février 2008, mis à jour le 14 mars 2008, modifié le 10 mars 2010, modifié le 29 septembre 2010, modifié le 12 septembre 2011, modifié le 05 décembre 2011, révisé le 25 juin 2012, modifié le 29 novembre 2012, modifié le 13 février 2013, modifié le 11 décembre 2013, modifié le 17 décembre 2014 et modifié le 24 novembre 2016 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, afin de permettre notamment la réalisation d'un équipement collectif au sud de la Commune ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - de diminuer ces possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°7 seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Saint Georges d'Orques. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-412
Transmis en Préfecture le	10/01/17
Affiché le	10/01/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170105- lmc1137436-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/01/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes (réunion du 24 janvier 2017)

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition de la Commission de Contrôle des Comptes,
- VU la délibération du Conseil n°12398 du 31 juillet 2014 relative à la composition de la Commission de Contrôle des Comptes,
- VU l'arrêté de représentation n°A2015-241 du 3 décembre 2015 relatif à la Commission de Contrôle des Comptes,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit et président de la Commission de Contrôle des Comptes, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Max Levita, représentant permanent du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes, ne pourra être présent le 24 janvier 2017 à la réunion de cette instance.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GIANIEL, conseillère métropolitaine, pour siéger, le 24 janvier 2017, au sein de la Commission de Contrôle des Comptes en lieu et place du Président. Dans ce cadre, Madame Isabelle GIANIEL est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-2
Transmis en Préfecture le	10/01/17
Affiché le	10/01/17
Notifié le	10/01/17
Identifiant	034-243400017-20170105-lmc1137644-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/01/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature en cas d'absence du Président du 29 janvier au 3 février 2017 inclus

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente et de Monsieur Max LEVITA en qualité de 2^{ème} Vice-Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté A2016-1 de délégation de signature en cas d'absence du Président,
- **Considérant** que Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, ne dispose pas de la disponibilité pour assurer la suppléance entière du Président durant sa période d'absence du 29 janvier au 3 février 2017 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Vice-président, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président dans la plénitude de ses fonctions, du 29 janvier au 3 février 2017 inclus.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Max LEVITA, à l'effet de signer les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers du 29 janvier au 3 février 2017 inclus.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Max LEVITA, à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales, du 29 janvier au 3 février 2017 inclus.

Cependant, Monsieur Max LEVITA ne signe celles concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président ayant reçu délégation de fonction dans le domaine de compétence concerné.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président, et de Monsieur Max LEVITA, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles 1 et 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-7
Transmis en Préfecture le	24/01/17
Affiché le	25/01/17
Notifié le	27/01/17
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1138194-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

